N°371 septembre 2009 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence



Valse des paniers autour des AMAP

Crise économique
Entretien avec Patrick Viveret

Genre et société
La fabrique des masculinités



OGM

questions à...

Anne Lacouture et Thomas Lesay,

faucheurs volontaires

Silence : **Où en sont les procès contre les faucheurs volontaires ? Quelles en sont les conséquences financières et humaines ?**

Depuis 2004, les faucheurs volontaires ont multiplié les actions : « décontamination » d'essais d'OGM en plein champ ou de culture de semence du maïs génétiquement modifié de la firme Monsanto résistant à la pyrale (le MON 810) ; manifestations devant des centres de stockage de semences ou de récoltes d'OGM destinés à l'alimentation animale. Certaines de ces actions ont donné lieu à des procès et à de longues batailles judiciaires, menées en étroite collaboration avec les avocats du collectif. Ces procès ont permis de faire avancer le droit, ce qui est un des objectifs de l'action de désobéissance civile des faucheurs. À chaque audience, les faucheurs ont porté l'accusation sur les OGM et leurs dangers, cherchant ainsi à transformer le tribunal en tribune, pour amener au débat public un problème soigneusement éludé par les pouvoirs économique et politique.

Plusieurs procès doivent encore avoir lieu : en appel à Bordeaux, suite à l'action de Lugos où les faucheurs avaient permis la traçabilité d'un stock de maïs OGM en l'arrosant de brou de noix, à Montpellier pour l'arrachage d'un épi (par faucheur) de semences de maïs OGM, à Angers pour le fauchage de 11 hectares de semences de Mon 810.

Les notes des dommages et intérêts sont salées pour les faucheurs : 220 000 € pour le fauchage d'un champ d'essai à Marsat (Puy-de-Dôme), 60 000 € pour un autre fauchage à Orléans, 53 000 € à Toulouse, etc. L'association Sans Gène a lancée une souscription permanente pour les soutenir, et a réussi à réunir ces sommes grâce à la solidarité de plus de 4000 donateurs.

Quel bilan peut-on tirer de la stratégie de désobéissance mise en place par les faucheurs ? Avec quelles perspectives ?

Les fauchages ont été particulièrement efficaces face aux firmes semencières, puisqu'ils ont permis de freiner les nouvelles autorisations et de contrer l'avancée des OGM.

Le mouvement des faucheurs volontaires et ses actions ont contribué à faire connaître largement le sujet, à cristalliser le débat sur les OGM et à l'orienter différemment.

La question des OGM a ainsi été traitée comme un vrai problème de société. De grandes organisations comme le parti socialiste ont été contraintes à prendre position. Après le Grenelle de l'environnement, la France a déposé une clause de sauvegarde auprès de l'Union européenne, interdisant la culture du maïs Mon810, seule variété OGM cultivée en plein champ. Mais cette victoire n'est que partielle, car c'est l'interdiction totale des OGM — dans les champs comme dans nos assiettes et dans les mangeoires des animaux qui nous nourrissent — que réclament les faucheurs.

Les actions de désobéissance civique et non violente ont aussi popularisé la lutte contre les OGM au-delà des frontières. D'autres mobilisations contre les OGM se font jour, notamment au Royaume-Uni, en Allemagne, ainsi qu'en Espagne qui reste le principal pays d'Europe de l'ouest à cultiver des OGM.

Le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

4703 (-134)

C'est le nombre d'abonnés que nous avions à la clôture de ce numéro.

La baisse sensible de l'été est dûe à la fin des abonnements offerts lors de l'opération de soutien en 2008.

Pour assurer la progression de nos idées, nous vous invitons à chercher de nouveaux abonnés autour de vous.

- Nous avons mis en place un abonnement par virement automatique trimestriel qui commence pour les plus démunis à 7 € par trimestre (voir en page 47) : à ce prix-là, tout le monde peut s'abonner.
- Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (20 x 5 = 100 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (46 €).

www.revuesilence.net

Silence s'est doté d'un site internet (www.revuesilence.net). Ce site est entièrement animé par des bénévoles. On y trouve déjà nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index et progressivement nous allons y mettre les numéros épuisés. Vous y trouverez aussi une fiche expliquant comment nous envoyer des infos. Nous y avons également mis un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. Enfin, on peut y lire une fiche sur "en quoi sommes-nous alternatifs à Silence... et en quoi ne le sommes-nous pas".

Groupes locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Voici les groupes locaux qui existent déjà.

- **Lyon.** *Patrick, patrick.silence@orange.fr ou Clémence, tél. : 04 78 28 07 83.*
- **Indre-et-Loire.** *Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.*
- **Est-Puy-de-Dôme.** *Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jean-marc@wanadoo.fr.*
- **Paris.** *Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.*
- **Drôme.** *Patricia et Michel Aubart, Bureau d'instance la Poste, 8, rue Gironde, 26110 Vinsobres, aubartmichel@tele2.fr.*

Outre le sujet des OGM, il faut souligner que ce mouvement de désobéissance civique a aussi fait progresser le débat, et même le droit, sur un autre domaine : les droits humains. Plusieurs faucheurs ayant refusé de donner leur ADN ont été mis en examen et sont passés devant la justice, où ils ont presque tous été relaxés, la relaxe ayant été confirmée par la cour de cassation, ce qui fait jurisprudence !

Peut-on craindre le retour des OGM en plein champ ?

Le collectif des faucheurs volontaires, avec les autres organisations qui refusent les OGM, reste vigilant face au risque de nouvelles autorisations de variétés génétiquement modifiées, et à toute nouvelle autorisation d'essai en plein champ.

Aujourd'hui, les militants anti-OGM sont particulièrement mobilisés face à de nouvelles variétés « améliorées » par un procédé appelé mutagénèse[1], consistant à exposer la plante à une substance mutagène chimique qui produit une modification génétique d'un gène bien spécifique. Sur le plan fonctionnel, il s'agit donc d'un organisme génétiquement modifié (par mutagénèse), même si, contrairement aux OGM de première génération, il n'y a pas d'apport de matériel génétique extérieur.

Ces « OGM clandestins » présentent les mêmes risques que les OGM « classiques » mais sont exclus du champ d'application de la directive européenne sur les OGM. Ils obéissent ainsi à la réglementation sur les végétaux standard, et sont donc ainsi dispensés des contraintes de la directive rendant notamment obligatoires des demandes d'autorisation, des évaluations en termes de santé et d'environnement, ainsi que des étiquetages, aussi insuffisantes soient ces mesures. ■

> Vous pouvez envoyer vos dons à *Sans Gène, CASC, 10 bis rue du Colonel-Driant, 31400 Toulouse, www.sans-gene.org. Sans Gène* édite des reçus fiscaux qui vous permettront de déduire 66 % de votre don du montant de vos impôts. .

1. Plus de renseignements sur ces OGM clandestins sur le site du collectif anti-OGM de Haute-Garonne http://www.ogm31.org/spip.php?article1082



SOMMAIRE

Essonne - Val-de-Marne

Le numéro d'été 2010 sera consacré aux alternatives dans ces deux départements. Les reportages seront faits en février 2010. C'est donc le moment de nous signaler ce que vous connaissez dans ces deux départements. Vous pouvez nous envoyer adresses, présentations, adresses internet... Merci d'avance.

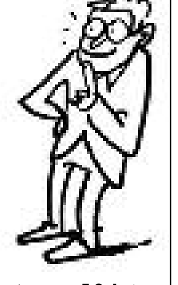
Attention aux délais de réabonnements !

Pour les abonnements, les dates de clôture sont presque les mêmes que pour la revue du fait de la complexité des envois. Cela signifie que pour ne pas avoir de rupture dans votre abonnement, il faut réagir dès le premier rappel qui vous est indiqué en rouge sur votre bandeau, deux numéros avant la fin. Si votre courrier arrive après le 9 du mois, vous ne recevrez un numéro que deux mois après (par exemple, un chèque qui arrive le 12 janvier fait débuter l'abonnement avec le numéro de mars). Pour éviter tout problème, vous pouvez vous réabonner préventivement avant la fin de l'abonnement (on vous ajoute le nombre de numéros dus) ou opter pour le virement automatique.

Virement automatique

Nous avons mis en place ce virement automatique en septembre 2008. Depuis, chaque mois, ce sont entre 30 et 40 personnes qui choisissent cette formule. Cela a de multiples avantages : pour nous, simplification de la gestion des abonnements. Pour vous, moins de risques de louper un numéro au moment du réabonnement. Cela permet à celles et ceux qui ont des petits revenus de mieux répartir le coût de l'abonnement sur l'année. Avec une formule plancher à 7 € par trimestre (soit le numéro à moitié prix), tout le monde peut le faire.

Venez nous voir les 20 et 21 août !



Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **17 et 18 septembre, 15 et 16 octobre, 12 et 13 novembre...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 26 septembre** (pour le numéro de novembre), **24 octobre** (pour le numéro de décembre), **21 novembre** (pour le numéro de janvier)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **5 août 2009.**


Préparation des cagettes

Benjamin Gauducheau


AMAP de l'Ile (44) : ramassage des potimarrons

D.R.


AMAP Tressin (59) : ramassage des carottes

D.R.

éditorial

L'art multiple du court-circuit

Le phénomène des Amap[1] connaît depuis une décennie un succès qui ne se dément pas. *Silence* en a abondamment parlé[2].

Si le tandem entre un paysan et un groupe de consommateurs abonnés à un panier régulier semble fonctionner, d'autres formes d'organisation existent également. C'est à la rencontre de ces "cousins" des Amap que *Silence* a souhaité aller.

Débrider les imaginaires permet de ne pas s'enfermer dans une formule figée. Certains font le choix de l'élargissement en partant du défi de relocaliser massivement l'alimentation à l'échelle d'une agglomération. D'autres au contraire rêvent de faire un pas de plus dans l'alternative en imaginant des modes d'échanges émancipés des filets de l'économie…

On peut penser que c'est la diversité de ces formes qui fera la force des échanges alternatifs à long terme… afin que tout le monde y trouve son compte, à partir de là où il se trouve dans son cheminement et dans ses priorités. Il y a mille et une manières de court-circuiter les intermédiaires…

Guillaume Gamblin ■

1. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
2. Voir notamment *Silence* n° 357 le dossier "Amap, dynamiques et limites"; n°360 p. 35 ; n° 361 p. 34 ; n°363 p.30.

dossier

Photo de couverture : portrait réalisé au sein de l'AMAP Réunion-Père Lachaise (Paris 20e) par Rafaël Trapet



Alter Conso : circuit court, idées larges !

Benjamin Gauducheau

Alter Conso : Une adhérente vient chercher ses légumes à la MJC Saint Just (Lyon 5e)

Comment articuler les dimensions écologique, sociale, culturelle, économique et politique dans un circuit alternatif de distribution alimentaire à l'échelle d'une grande agglomération ? Tel est le défi relevé par Alter Conso depuis trois ans à Lyon. Une manière de prolonger les expériences des AMAP[1] à une échelle plus vaste, sous une forme coopérative originale.

Que peut-il bien se passer entre la culture des pommes et leur vente en grande surface ? Par quels obscurs mécanismes le prix se multiplie-t-il par deux, voire trois ? « On trouve le kilo de pommes à 3€ dans des grandes surfaces. Celles-ci le paient seulement 24 centimes le kilo à la coopérative, en trois acomptes étalés sur neuf mois, pour les gros calibres uniquement. A *Alter Conso,* nous payons les pommes 1€ 30 aux paysans, sans aucun calibrage, c'est le prix que ceux-ci considèrent comme juste. Les adhérents paient les pommes dans leurs paniers à 1€ 43 le kilo en moyenne », explique Thomas, l'un des fondateurs de ce circuit court par comme les autres. « Les 10 à 20% de marge entre les deux sont liés à la cotisation permettant de faire fonctionner le réseau ».

Comment dépasser certaines limites des AMAP ?

En 2004, Baptiste Mylondo cherche à créer une AMAP dans le septième arrondissement de Lyon, la plus proche de chez lui étant déjà débordée. La réflexion s'étend rapidement : pourquoi une seule AMAP et pas plusieurs, en réseau ? L'idée germe alors avec Thomas Klein, un ami en fin d'études comme lui, de créer une forme de coopérative réunissant plusieurs producteurs et plusieurs points de distribution. Cela permettrait de dépasser le public au départ essentiellement militant des AMAP en diversifiant l'offre des produits (pas seulement du maraîchage). Ils ont pour ambition de redynamiser l'économie agricole locale et d'offrir un véritable service public de l'alimentaire à l'échelle d'une agglomération comme Lyon. "On est parti des lacunes des AMAP, desquelles on s'inspire, pour en élargir l'accès", explique Baptiste. Ce dernier s'intéresse aux questions de consommation responsable et de décroissance[2] notamment.

Ils se lient avec les premières AMAP déjà présentes dans la région lyonnaise[3] et à des réseaux tels que l'Alliance Paysans-Ecologistes-Consommateurs[4] et l'ADEAR[5], et petit à petit le projet prend forme.

■ **Alter Conso**
3, rue Léonard-de-Vinci,
69120 Vaulx-en-Velin.
04 72 04 43 02
www.alter-conso.org

■ **L'arbralégumes**
3, rue Léonard-de-Vinci,
69120 Vaulx-en-Velin.
http://arbralegumes.net

■ **Croqu'éthic**
3, rue Léonard-de-Vinci,
69120 Vaulx-en-Velin.
04 72 04 39 26
www.croc-ethic.org

1. AMAP, association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
2. Il a notamment publié *Des caddies et des hommes* et *Pour une politique de la décroissance.*
3. Pour connaître les Amap à Lyon, contacter l'Alliance PEC.
4. L'alliance PEC est le réseau régional des Amap, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél. : 04 78 37 19 48, alliancerhonealpes@free.fr.
5. Adear : association pour le développement de l'emploi agricole et rural, associée à la Confédération paysanne. Contact national : 104 rue Robespierre, 94170 Bagnolet.


Benjamin Gauducheau

Nicolas, d'Alter Conso, assure la distribution auprès des adhérents.

Un projet ambitieux

Au départ l'objectif est assez ambitieux : proposer une alternative concrète qui intègre à la fois les aspects écologique, social, économique, culturel… et politique. Un objectif essentiel est de contribuer à réduire l'impact écologique de l'alimentation à l'échelle d'une agglomération comme Lyon, à la mesure de l'urgence climatique actuelle, en relocalisant les échanges. De "faire tomber la grande distribution" également. Serge Latouche et Christian Jacquiau acceptent de parrainer la jeune association.

Autre ambition : être présents dans les quartiers populaires à la périphérie de Lyon, habituellement plus délaissés par ces initiatives. Des tarifs différenciés doivent permettre de faire varier le prix selon le niveau de vie de chaque adhérent, et de rendre le système plus accessible aux "petits budgets". Politiquement, l'ambition est de créer une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) et d'amener des collectivités locales à intégrer celle-ci. Tenter d'entraîner les collectivités sur le chemin d'une relocalisation de l'économie, du soutien à l'agriculture paysanne et biologique, d'une alimentation saine pour tou-te-s, de la décroissance. Enfin le but est de salarier les membres de l'équipe qui organisent ce réseau, afin de montrer qu'on peut monter des projets viables économiquement tout en s'inscrivant dans une alternative à la logique du capitalisme.

La création du réseau

L'équipe s'étoffe de quatre nouveaux membres, eux aussi en fin d'études : les deux Marie, Vincent et Guillaume. Pendant un an et demi, ils vont travailler à la constitution de ce réseau à partir de leurs compétences propres. L'accord d'un premier paysan pour se lancer dans l'aventure n'est pas facile à obtenir. Petit à petit, et le bouche-à-oreille fonctionnant, d'autres sont intéressés et c'est de plus en plus facile. Les animateurs de l'ADEAR suivent et encouragent le projet. En parallèle, des dizaines de réunions publiques et de stands sont organisées pour rencontrer de futurs adhérents « urbains ». Une exposition est montée sur les paysans engagés dans le projet, qui tourne dans des centres sociaux et des MJC.

Pour constituer l'association *Alter Conso,* l'équipe se forme sur le tas aux joies de la fiscalité et aux méandres du droit commercial et alimentaire. Elle bénéficie du soutien financier du Fonds social européen (FSE) ainsi que de la mairie de Lyon, ce qui lui permet de louer un local à Vaulx-en-Velin. Le choix de cette commune est multiple : plus facile d'accès pour les paysans, bénéficiant de facilités fiscales, et au cœur du quartier réputé difficile du Mas du Taureau afin d'appliquer la volonté de s'implanter dans les lieux habituellement privés de l'accès à ce style d'initiatives, loin des quartiers « bobo ».

Durant tout ce temps, les six membres de l'équipe ne sont pas salariés, certains travaillent à côté et d'autres touchent des minima sociaux. Les premiers chèques d'adhésion sont remplis lors du *Salon Primevère* en mars 2006, et les premières distributions ont enfin lieu le 16 mai 2006, dans huit lieux de distribution sur l'agglomération lyonnaise, proposant les produits de 25 producteurs à 120 adhérents. Parmi ces lieux, une bonne part sont implantés dans des quartiers populaires.

Une croissance maîtrisée

Rapidement, la structure va attirer de nouveaux adhérents pour atteindre deux cents au début de l'été, quatre cents fin 2006 et un peu moins de sept cents aujourd'hui, ainsi qu'une quarantaine de producteurs (maraîchers, fruitiers, éleveurs, paysans-boulangers, apiculteurs, artisans-biscuitiers, transformateurs artisanaux, vignerons, brasseurs) et une quinzaine de lieux de distribution (bars, MJC, centres sociaux…).

Cette augmentation rapide des capacités du réseau n'est pas désordonnée et illimitée, loin de là. Elle a été réfléchie avant le lancement, où un seuil a été fixé à sept cents adhérents, niveau de viabilité au-delà duquel l'initiative est considérée comme trop grosse.

Organisation coopérative et intérêt collectif

Dès 2006, deux premiers membres d'*Alter Conso* commencent à être salariés. Tous le sont à partir de l'année suivante. Chacun-e travaille à mi-temps, selon un salaire-horaire égal. Il n'y a pas de spécialisation mais chacun-e est apte (par binômes tournants) à réaliser l'ensemble des tâches : administration, tournées des fermes, commandes,

confection et distribution des paniers, animation socioculturelle autour. Seule la comptabilité, complexe, est le domaine réservé de Baptiste.

Alter Conso est dans un premier temps une association loi 1901, et dépose une demande en janvier 2008 pour se transformer en Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Ce statut instaure une organisation collégiale et démocratique où les trois parties principales : adhérents, producteurs, et salariés, représentent 30% des voix chacune, alors que le collège des sympathisants (composés de lieux accueillant les distributions hebdomadaires, de l'ADEAR ; de l'Alliance PEC, de l'ARDAB, et de collectivités locales) représentent les 10 % restants. Chaque collège à sa vie interne autonome, ils se rencontrent plusieurs fois dans l'année et co-décident ensemble lors de l'Assemblée générale. Un fonctionnement complexe, qui nécessite pratiquement deux ans pour être mis en place.

Les bénéfices réalisés sont intégralement réinjectés pour financer la structure et ses activités, et leur utilisation est décidée après accord entre les différentes parties. Si son activité est commerciale, *Alter Conso* s'inscrit d'abord dans un esprit d'intérêt collectif et non-lucratif.

Le retour vers de la vente indirecte ?

Un des atouts d'*Alter Conso* est la possibilité de proposer une gamme étendue de produits permettant aux adhérents qui le souhaitent de réduire au minimum leur approvisionnement alimentaire dans les « circuits longs ». Plusieurs paniers sont proposés : fruits, légumes, produits laitiers, pain et goûter dans trois tailles différentes : solo, couple ou format familial. Ils sont récupérés par les adhérents sur les lieux de distribution chaque semaine ou deux fois par mois selon les besoins et le type de panier. Le prix du panier est fixé d'avance et non modulable. S'y ajoute le prix d'adhésion à *Alter Conso*, pour lequel trois tarifs sont prévus : une cotisation mensuelle de 10 % pour le tarif réduit (foyers non-imposables), de 20 % pour le plein tarif (imposables), et gratuite pour les bénéficiaires de minimas sociaux. En 2008, le réseau comprend environ un quart de foyers à tarif réduit et presque autant avec l'adhésion gratuite. L'abonnement dure six mois avec un mois d'essai, mais près de 80 % des adhérents se réabonnent au bout de ce temps-là.

Une forme d'intermédiaire est ainsi réinjectée dans un fonctionnement qui se targue d'être un système de « vente directe » entre producteurs et consommateurs. Mais ce niveau intermédiaire est la condition d'existence d'un tel réseau élargi par rapport à des AMAP. D'autre part la marge intermédiaire reste très largement réduite par rapport à un système de distribution classique. Un comparatif des prix par rapport à une grande surface a fait apparaître des prix globalement moins cher à *Alter Conso*, contrairement à ce qu'on pouvait attendre, et malgré le fait que les produis soient de qualité supérieure et permettent une juste rémunération des producteurs. De quoi faire réfléchir…


Benjamin Gauducheau

▲ *Répartition des paniers à Alter Conso*

Qui sont les producteurs ?

Une poignée d'agriculteurs inscrits dans une démarche militante et souvent reliés à la Confédération Paysanne apportent une véritable dynamique aux débuts du projet. Ils sont bientôt rejoints par d'autres, plus ou moins éloignés d'une culture militante et alternative. Tous ne sont pas « bio », tous n'ont pas le profil « Conf' » non-plus.

La décision initiale est d'ouvrir le réseau au-delà de la seule agriculture biologique. D'une part face au constat que les agriculteurs bio sont largement saturés de demande et déjà insérés dans des réseaux qui les satisfont localement. D'autre part dans une volonté de mettre en avant des critères sociaux (taille humaine, coopération, transmission,…) qui sont plus valorisés dans l'agriculture

Vous avez dit SCIC ?

La Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) est une forme d'entreprise coopérative qui :

- Permet d'associer autour du même projet des acteurs multiples : salariés, bénévoles, usagers, collectivités publiques, entreprises, associations, particuliers... ;
- Respecte les règles coopératives : répartition du pouvoir sur la base du principe 1 personne = 1 voix, implication de tous les associés à la vie de l'entreprise et aux décisions de gestion, maintien des résultats dans l'entreprise sous forme de réserves impartageables qui en garantissent l'autonomie et la pérennité ;
- A un statut de société commerciale, Sa ou Sarl, et, en tant que telle, fonctionne comme toute entreprise soumise aux impératifs de bonne gestion et d'innovation ;
- Présente un intérêt collectif et un caractère d'utilité sociale garanti par sa vocation d'organisme à but non lucratif.

paysanne par exemple. L'équipe souhaite absolument se démarquer de la tendance commerciale à faire du « bio » parce que cela se vend bien et cher, auprès d'un public solvable et avant tout intéressé par sa santé.

Pas question pour autant de travailler avec n'importe qui. Un travail de définition coopérative de critères — écologiques et sociaux — de production est réalisé. Ce qui amène à refuser un certain nombre de candidatures. L'engagement des producteurs par rapport aux consommateurs passe par l'adhésion à la charte de production d'*Alter Conso*, qui porte aussi bien sur des critères qualitatifs et environnementaux (rejet des OGM, des serres chauffées, de la culture hors-sol, limitation des intrants chimiques notamment), que sur le respect de la participation à la vie coopérative, de la transparence quant à leur production et la gestion de leur exploitation… Un système d'auto contrôle est mis en place pour diagnostiquer les fermes mais peine à bien fonctionner. Celles ci fournissent également une sorte de cahier des charges pour le suivi des produits. Mais demeure une difficulté à évaluer sainement le respect ou non de la charte des producteurs, relativement floue et pauvre en critères objectifs. Il y a actuellement quatre producteurs de fruit qui sont en « bio » sur dix, un maraîcher et un autre en reconversion sur cinq, et quatre boulangers sur quatre. Chaque année, ce sont les producteurs qui fixent les prix par filière.

La solidarité citadins-paysans

Les producteurs se relaient pour venir approvisionner les lieux de distribution chaque semaine et le trajet qu'ils ont à parcourir n'excède pas 50 km. S'ils semblent y trouver leur compte avec une garantie de prix rémunérateur et un réseau étendu donc une demande plus large, il n'y a pas, à la différence des AMAP, de principe de solidarité suffisamment solide entre consommateurs et producteurs. Face aux aléas climatiques, la solidarité n'est pas totale. A la différence de nombre d'AMAP, les paniers sont partiellement remboursés lorsqu'ils n'ont pu être assurés. Cependant le réseau cherche à construire une solidarité par la bande dans ce cas là : Cyrile Moulin a vu sa production de fruits asphyxiés, il a pu écouler en contrepartie les légumes de son potager dans les paniers. Il est rare qu'on ne puisse pas trouver de compensation. Dans tous les cas, le producteur touché repart la saison suivante avec un réseau intact pour écouler sa production. En 2007, ce sont quatre exploitations qui se sont trouvées à un moment ou à un autre au bord de l'asphyxie et de la fermeture, et qu'*Alter Conso* a contribué à faire survivre de manière décisive. Il faut donc savoir naviguer entre une certaine mollesse entraînée par



Benjamin Gauducheau

Il y a des paniers de légumes pour personne seule, pour couple, pour couple avec enfants… Il est aussi possible de faire varier les quantités sur les conserves, confitures…


D.R.

Un autre point de distribution d'Alter Conso : les entrepots de la librairie "A plus d'un titre".



Benjamin Gauducheau

Les adhérent(e)s viennent en famille.

les comportements encore individualistes de nombre de consommateurs d'une part, et la volonté de solidarité de l'équipe organisatrice, qui reste entière. En 2008, c'est un maraîcher bio membre d'*Alter Conso* qui a bénéficié du soutien actif du réseau face à un conflit de terre qui le menaçait d'expulsion. Combat qui a été gagnant.

Taille critique ?

Au niveau du fonctionnement même du réseau, l'équipe s'est largement renouvelée dans le temps et il y a actuellement neuf salariés issus de parcours variés, tous entre vingt et trente ans. Trois sont des femmes. Le fonctionnement horizontal, sans hiérarchie, s'inscrit dans une logique de recherche d'une organisation du travail cohérente et adaptée à chacun, et dans un souci de polyvalence et d'autonomie personnelle.

Si le réseau fonctionne bien, le nombre d'adhérents ne cesse de croître, à tel point que beaucoup sont sur des listes d'attente. Se pose la question de la taille critique du réseau, dont l'étendue présente des avantages en même temps qu'elle apporte des contraintes. Le travail des salariés est largement manutentionnaire, gestionnaire et organisationnel. Pratiquement aucun temps n'est dégagé pour l'animation de la dimension culturelle et sociale de l'activité, contrairement aux objectifs initiaux. L'activité « commerciale » ronge le temps disponible. Même lors des distributions, l'animation et l'échange sont réduits face au nombre des adhérents. Une taille critique mal évaluée ?

Essaimer

Pour éviter de trop se perdre dans la lourdeur bureaucratique des grandes organisations, l'idée présente dès la création est celle de « l'essaimage » : plutôt que de croître sans cesse et de devenir un « géant de la petite distribution », mieux vaut faire profiter les autres de l'expérience d'*Alter Conso* pour les aider à lancer leurs propres projets. C'est ainsi que deux autres structures : *L'Arbre à légumes* et *Croqu'éthique* se sont créées en 2008. Elles ont bénéficié de l'expérience, du savoir-faire et du carnet d'adresses d'*Alter Conso* pour se constituer et contacter adhérents, lieux de dépôt et paysans, et toutes les trois partagent le même local, à Vaulx-en-Velin. Une manière de mutualiser l'espace et l'argent, bien sûr, mais aussi d'avancer dans une dynamique commune, en toute indépendance et avec leurs particularités. Ce sont déjà plus de deux cent foyers qui bénéficient des services de ces deux jeunes structures menées elles aussi par des militant-e-s convaincu-e-s.

Vers la décroissance !

Au-delà de la préoccupation environnementale et des visées sociales et solidaires, la démarche des fondateurs de réseau recouvre une dimension politique claire ; « si toutes les organisations et la société dans son ensemble fonctionnaient comme *Alter Conso*, on irait vers la décroissance », estime Baptiste. Concrètement cette conviction se traduit par le travail à temps partiel choisi, l'esprit coopératif pour ne pas faire du bénéfice à tout prix, la relocalisation de la production et de la distribution, la volonté de brider la taille de la structure, le soutien à la souveraineté alimentaire.

L'accès à tous, quel que soit son revenu, et le soutien aux paysans locaux, contribuent à faire de cet échange « un jeu à somme positive » et non univoque comme dans la logique du marché, estime Thomas. Qui veut jouer ?

Sophie Keller et Guillaume Gamblin ■

Raccourci, un collectif d'alternatives

Raccourci est le nom d'un collectif de circuits courts se la région lyonnaise, né à l'automne 2008, afin de mutualiser leurs expériences et d'entreprendre des actions avec plus de lisibilité, dans un esprit de coopération. Il s'agit d'actions en direction de l'opinion publique, des médias et des collectivités locales, mais aussi par la suite de formation et d'évaluation. A l'heure où les multinationales de l'agroalimentaire et les géants de la grande distribution tentent de récupérer les discours militants et écologistes dans leurs campagnes de publicité, l'enjeu de ce collectif est d'affirmer des exigences fortes. Ils précisent : "La distribution de paniers n'est pas pour nous une opportunité de développement économique s'appuyant à un phénomène de mode, elle est le moteur d'un changement de logique économique et n'a de sens que si elle s'inscrit dans les valeurs de l'économie solidaire". Pour l'instant, le collectif *Raccourci* comprend l'Alliance PEC-Rhône Alpes (Amap), A deux pas des champs, l'Ardear, l'Arbralégumes, Alter Conso et Croc'éthic.

Contact : *Raccourci, 8, quai Joffre, 69002 Lyon.*



Les photos de cet article ont été réalisées au sein de l'AMAP Réunion-Père Lachaise (Paris 20e) par le photographe Rafaël Trapet.

D'autres circuits courts

La multiplication des circuits courts et d'autres initiatives prometteuses devrait favoriser une évolution vers des agricultures durables et une démocratisation de la question alimentaire.

Comment se construit la confiance dans les produits que nous consommons ? Dans la théorie économique classique, la notion de confiance n'a pas à proprement parler lieu d'être, puisque le comportement du consommateur s'explique par le calcul rationnel et la maximisation de l'utilité. Pourtant, en étudiant le fonctionnement de marchés de services comme celui des avocats, Lucien Karpik et d'autres ont montré que la rationalité du consommateur engageait un travail de jugement ne pouvant se réduire à ces aspects de calcul, et engageant précisément la confiance[1]. Dans les choix moins "impliquants"comme les achats alimentaires, le jugement, qui s'opère la majeure partie du temps de manière routinière parce que forgé par les habitudes et non problématisé, s'appuie pourtant sur tout un ensemble de points qui permettent, en situation, de construire la confiance : des repères tels que marque, label, composition, etc., portés par le produit, mais aussi les connaissances et compétences du consommateur, ses sensations et, dans les circuits courts en particulier, des interactions entre consommateurs et producteurs (ou leurs représentants), voire des relations interpersonnelles. Pour construire ces points d'appui et les suggérer aux consommateurs, les filières agro-alimentaires mènent un travail d'instrumentation des relations marchandes[2] qui permet de garantir ces propriétés que l'on condense ordinairement sous le terme fourre-tout de qualité. La qualité est ainsi décomposée en critères codifiés : par exemple, le label AB (agriculture biologique) codifie les caractéristiques du mode de production en termes de pratiques et intrants proscrits ou prescrits.

Circuits courts[3] : une autre construction de la confiance

C'est autrement que certaines démarches "alternatives"[4] liées aux circuits courts, ou les favorisant, vont proposer de construire la confiance. D'une part, à cette décomposition de la qualité en critères codifiables, elles préfèrent souvent une notion et des démarches d'évaluation plus globales. Par exemple, pour les animateurs de la *Charte de l'agriculture paysanne,* la qualité des produits est "la résultante globale du système d'exploitation". D'autre part, ces démarches redéfinissent la fameuse traçabilité qui structure aujourd'hui fortement les échanges à distance, par la proximité et l'identification des produits à leur producteur. Par exemple dans la même charte : "La vente directe, motivée par une volonté de conserver pour soi, producteur, la plus-value liée au produit fini, est une garantie de traçabilité et de qualité. Le paysan qui vend lui-même sa production, en s'identifiant de fait au produit qu'il commercialise, sera toujours plus vigilant sur ses pratiques que celui qui écoule sa production (souvent à l'état de matière première) dans une filière où des lots divers se trouvent amalgamés".

Dans la *Charte nationale du producteur fermier,* la traçabilité est exprimée par la notion de maîtrise du producteur sur l'ensemble du processus de production. Le producteur doit être "présent à tous les stades" de la filière : la production, la transforma-

1. Karpik L., *Les Avocats : entre l'Etat, le public et le marché,* XIIIe-XXe siècles, Gallimard, Paris, 1995
2. Cochoy F., Dubuisson-Quellier S., 1999. Vers une sociologie du travail marchand, *Sociologie du travail,* 42(3) : 359-368.
3. Si on tend parfois à confondre circuits courts et vente directe, les circuits courts se définissent un peu plus largement par la présence d'un intermédiaire au maximum, ce qui fait que l'approvisionnement de la restauration collective par des producteurs locaux, même lorsque cela passe par une structure logistique intermédiaire (cf. plus bas), relève des circuits courts (Chaffotte L., Chiffoleau Y., 2007. Vente directe et circuits courts : évaluations, définitions et typologie, *Cahier de l'Observatoire n° 1,* INRA, Montpellier, fév. 2007)
4. On les qualifie d'alternatives en ce qu'elles se donnent comme visée commune de s'opposer à certaines caractéristiques du système "dominant" associé au couple agriculture intensive – grande distribution, à savoir l'industrialisation de l'agriculture, la distance croissante entre production et consommation et leurs conséquences en matière de dégradation de l'environnement, ainsi que la standardisation des produits alimentaires.


Rafaël Trapet

tion, la vente. Le maintien de l'identification du produit est matérialisé non plus par l'enregistrement d'informations ou l'étiquetage, comme dans les définitions officielles de la traçabilité, mais par la présence physique du producteur, sa vigilance, et la continuité de cette présence et de cette vigilance au long de la filière.

Enfin, ces démarches tentent de mettre en visibilité le processus de production, en le décrivant ou en le montrant. Certes, dans les circuits longs, sur les emballages des produits en particulier, on trouve aussi de plus en plus d'information sur les modes de production, visant à rassurer les consommateurs. Mais le récit livré sur un emballage est conçu pour répondre à toutes les formes d'incertitudes de tous les consommateurs possibles, dans un système de communication unilatéral, alors qu'en vente directe, le récit du producteur répond aux demandes et incertitudes de consommateurs singuliers et identifiés, et que certains systèmes alternatifs mettent en œuvre des dispositifs de prise de parole spécifiques.

Par exemple, les récoltes ou ventes à la ferme, les fermes ouvertes ou encore les visites à la ferme régulières dans des systèmes tels que les Amap permettent aux consommateurs d'exprimer leurs questions et, plus fondamentalement, d'éprouver les liens de causalité entre les caractéristiques du processus de production et la qualité des produits. L'invitation du consommateur à venir sur la ferme incarne ainsi une volonté d'ouverture de la "boîte noire" qu'est le processus de production pour le consommateur. Cependant, cette invitation peut rester non honorée, ce qui témoigne certes d'une distance entre les principes et la réalité, mais aussi d'une sorte d'efficience du mode virtuel : virtualité qui dispense d'une vérification dont on sait qu'elle est là en puissance, et rend ainsi les choix alimentaires "vivables".

Certains circuits courts comme les Amap redéfinissent plus radicalement encore l'échange marchand, en suggérant les moyens d'un possible ajustement entre production et consommation, au moins sur un ensemble de produits et une part de la production d'un agriculteur, et en intégrant les irrégularités habituellement évacuées par les circuits longs (celle de la production et des produits). Cela permet aux producteurs et consommateurs de départager ensemble une part de leurs incertitudes respectives[5].

Localisme rime-t-il avec élitisme ?

Cette authentique capacité de certains circuits courts à redéfinir les formes de l'échange, avec un fort impact à la fois sur les modes de production (possibilité pour un producteur d'aller vers des pratiques agricoles plus écologiques parce qu'il a un écoulement garanti et un partage des aléas, par exemple) et sur les modes de consommation (consommation de produits de saison et locaux), ne doit pas masquer certaines de leurs limites.

La valorisation du local s'appuie souvent sur l'idée que les acteurs (locaux) partageraient une même vision de leur territoire, de son avenir et des systèmes d'échanges locaux qu'ils souhaitent

5. Voir développement de ces points dans Lamine C., 2005. Settling the shared uncertainties: local partnerships between producers and consumers, *Sociologia Ruralis*, (45) : 324-345 ; et Lamine C., 2008, avec la collaboration de N. Perrot. ***Les Amap, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?***, Éditions Yves Michel, Gap, 140 p.

Le bio et le local dans la restauration collective

Alors que l'introduction de produits biologiques dans la restauration collective a apparu comme une des priorités du Grenelle de l'environnement, se pose aujourd'hui presque partout le problème d'une quasi absence d'offre locale. Les établissements souhaitant tenter l'expérience de la restauration bio et/ou locale sont de plus en plus nombreux mais force est de constater que les producteurs ne sont pas encore préparés à répondre à cette nouvelle demande : parce qu'ils ne sont pas assez nombreux et ni organisés collectivement pour proposer un approvisionnement en volumes suffisants et dans une gamme assez diversifiée. Ainsi, l'ouverture de la consommation de produits biologiques ou locaux à une plus large frange de population oblige à repenser les systèmes de production et de distribution locaux, à envisager l'arrivée de nouveaux types de producteurs et de nouvelles formes de coordination entre eux pour regrouper leur offre, et souvent à construire une structure logistique spécifique.

L'approvisionnement de la restauration collective en produits bio et locaux nécessite aussi une coordination nouvelle entre de nombreux acteurs du territoire qui ne se sont pas habitués à travailler ensemble : il est en effet nécessaire que chacun intègre les contraintes qui s'imposent aux autres. Organisations agricoles, collectivités territoriales, producteurs, responsables d'établissements, personnels de cuisine, enseignants, nutritionnistes et convives sont tous ensemble sollicités pour réorganiser les principes du système alimentaire, c'est-à-dire de la production, de la distribution, de la transformation et de la consommation des produits agricoles.

Exemples de sites où trouver de l'info sur ces démarches : www.defis-ruraux.fr, www.unplusbio.org


Rafaël Trapet

mettre en place. Or, le risque est que ces systèmes soient un moyen pour les élites locales, tant côté producteurs que côté consommateurs, de se créer des territoires protecteurs, plus que cette opportunité d'un mouvement de résistance à la globalisation qu'ils revendiquent. Bien que cette valorisation du local repose sur l'opposition au "global", associé à la domination de l'agro-industrie et de la grande distribution, le local n'est pas intrinsèquement et par la seule vertu de ce renversement et du changement d'échelle, synonyme d'équitable ou d'égalitaire.

Des systèmes locaux peuvent fort bien masquer des processus de domination et de création de nouvelles inégalités entre producteurs, ou entre producteurs et consommateurs. Un système tel que les Amap reste peu accessible à des ménages défavorisés, mais aussi à nombre de producteurs, notamment maraîchers, qui n'ont pas forcément la capacité en termes de surface, de compétence, de charge de travail, d'appui par leur entourage, de se diversifier suffisamment pour fournir un panier de légumes varié toute l'année. Les systèmes alternatifs sont de fait initiés par des membres de la "classe moyenne éclairée", qui, involontairement en général, sont ainsi amenés à imposer une certaine conception d'une bonne agriculture, d'une bonne alimentation et même d'un bon mode d'échange…

Face à ces critiques, existent ou émergent des expériences qui peuvent contribuer à démocratiser l'accès aux produits issus de l'agriculture bio ou durable locale pour les consommateurs, et conduire à une meilleure valorisation de leur production et de leur façon de travailler, pour les agriculteurs. Le problème de la démocratisation de l'accès à une nourriture de qualité et écologiquement "viable" est par exemple pris à bras le corps par nombre d'acteurs qui, dans diverses régions,


Rafaël Trapet


Rafaël Trapet

cherchent autour de la restauration collective, surtout scolaire, à répondre à l'objectif d'accroître la part du bio et du local dans les cantines.

Le potentiel de systèmes combinant vente directe et circuits plus longs

Au-delà de la volonté parfois illusoire, pour les producteurs et parfois les consommateurs qui les accompagnent, d'acquérir une autonomie par le biais de la seule vente directe — car si certains producteurs réussissent, d'autres échouent ou ont une charge de travail invivable — la combinaison de circuits de commercialisation courts et longs peut être une voie de développement plus réaliste, permettant notamment de construire un compromis entre diversification et spécialisation. Diverses expériences que nous analysons actuellement montrent que certaines formes d'organisation collective et d'intermédiation dans les filières peuvent faciliter la transition vers l'agriculture biologique, y compris pour des agriculteurs assez fortement spécialisés au départ et/ou ayant des surfaces trop importantes ou une structure d'exploitation inadéquate pour basculer vers 100 % de vente directe. L'approvisionnement de la restauration collective par les producteurs locaux est, on l'a vu, une piste permettant de diversifier les débouchés, et certaines formes de circuits longs peuvent ouvrir d'autres voies.

A l'échelle territoriale, cette mixité entre circuits courts et circuits longs peut être favorisée — ou malheureusement dans certains cas empêchée — par les stratégies des acteurs économiques (coopératives, intermédiaires), par les politiques territoriales (cas de la restauration collective par exemple, mais aussi via l'application de politiques publiques nationales et européennes) et par l'implication de la société civile locale. Toutefois, il ne faut pas tomber dans l'excès inverse consistant à idéaliser ce type de mixité, et il est nécessaire d'examiner les questions d'équité sociale posées tant au niveau des producteurs que des consommateurs. Il faut en particulier évaluer la viabilité de ces systèmes sous des angles non strictement économiques : organisation de l'activité, temps de travail, autonomie de décision du producteur etc. Que cela soit du côté des producteurs ou des consommateurs, l'important est de pouvoir caractériser les transitions que ces formes mixtes permettent, en termes d'évolution des pratiques techniques (pour aller vers l'agriculture biologique notamment) des agriculteurs, d'accessibilité de telles évolutions à un ensemble large d'agriculteurs et pas seulement à des profils très spécifiques, et enfin d'accessibilité des produits à une frange plus large de la population.

Claire Lamine et Léa Cambien ■

Le cas de coopératives conventionnelles s'ouvrant au bio

Comment garantir le maintien d'exploitations sur un territoire quand la production locale, comme c'est souvent en cas en arboriculture et viticulture, connaît une importante crise conjoncturelle ? Des initiatives en émergence en Ardèche méridionale montrent que l'ouverture de la coopération traditionnelle à la commercialisation de produits biologiques peut être envisagée comme une réponse à une situation économique défavorable et à la forte demande en produits bios. Une coopérative fruitière a ainsi choisi de se tourner vers la commercialisation de fruits bio, puis à celle de légumes bio. Des adhérents issus de l'agriculture conventionnelle comme des producteurs non adhérents mais en AB et jusqu'alors investis dans les seuls circuits courts, se sont engagés. Ces producteurs, qui commercialisaient en circuit court, ont la possibilité de continuer à le faire, la coopérative renonçant à sa clause d'apport exclusif, ce qui devrait leur permettre de valoriser au mieux l'hétérogénéité de leur production sur plusieurs circuits, sur des volumes plus importants. Quant aux autres, initialement assez spécialisés, cette initiative peut leur permettre de diversifier leur production et d'entrer dans une démarche de valorisation qu'ils n'auraient pu envisager auparavant. Sur le territoire, cela contribue au maintien d'exploitations agricoles menacées, tout en commençant à structurer l'offre maraîchère bio locale.

Contact : Chambre d'agriculture de l'Ardèche, contact@ardeche.chambagri.fr


Rafaël Trapet



D.R.

Entre élargissement et radicalisation

AMAP Cœur de Sundgau (Haut-Rhin)

Les Amap naviguent aujourd'hui entre deux tendances différentes. D'un côté un élargissement social avec des expériences moins militantes mais cherchant une transformation plus massive des comportements. De l'autre une tendance à la radicalisation qui permet à certains d'aller plus loin encore dans la cohérence de leur démarche, mais nécessairement de manière plus confidentielle. Des démarches différentes… et pas nécessairement opposées.

CE DOSSIER PRÉSENTE UNE EXPÉRIENCE ALTERNATIVE ORIGINALE, ALTER CONSO, CHERCHANT à relever le défi d'un élargissement du principe des Amap et de leur potentiel subversif : relocalisation des échanges, limitation des intermédiaires, décroissance globale et plus "massive". Cette démarche n'échappe pas à certaines limites (réintroduction d'une part très limitée d'intermédiaire, relations moins personnalisées entre les adhérent-e-s et avec les producteurs, engagements militants moins forts…). D'autres démarches existent ailleurs également dans ce sens d'un élargissement, avec des types de fonctionnement un peu différents.

Elargir en innovant

C'est le cas de *Biocabas,* dans la région lilloise[1]. Organisé par le Groupement des agriculteurs biologiques du Nord-Pas-de-Calais *(Gabnor),* ce système de paniers a été mis en place en 2004. Il est possible de s'abonner pour trois mois, six mois ou un an à ce système de paniers de légumes et fruits mélangés, issus de l'agriculture biologique locale (région Nord-Pas-de-Calais). Le nombre d'abonnés augmente régulièrement. Mi-2009, ils sont un petit millier, avec des distributions dans quatre-vingts points relais que sont des petits commerces de l'agglomération lilloise, et un réseau d'une quarantaine de producteurs bio. Ce sont des personnes en insertion qui réalisent les distributions de paniers sur les points relais.

A Grenoble a été mise en route en juin 2008 une expérience nommée *Court circuit*[2]. Le principe est le suivant : un réseau de producteurs locaux ayant des modes de production "éco-raisonnés" d'un côté, des points de distribution et des citadins qui adhèrent au réseau d'autre part. Les produis frais ou secs ne sont pas distribués sous forme de paniers mais déposés dans des lieux de vente "classiques" tels que des épiceries de quartier et autres petits commerces conventionnels qui adhèrent au réseau. Ces commerçants présentent sur un rayonnage une gamme des produits du réseau, qui sont à prix réduit pour les consommateurs adhérents. Théoriquement, c'est une manière à la fois d'élargir les débouchés des producteurs locaux ayant une démarche de qualité dans les commerces conventionnels, et de rapporter de la clientèle intéressée par ces produits à ces commerces de quartier de petite taille. Les citadins, quant à eux, doivent pouvoir trouver ainsi de bons produits tout près de

1. ***Le Bio cabas,*** Coopérative Norabio, 8, rue Jean Bourgois, 59147 Gondecourt, tél. : 03 61 58 41 61, www.gabnor.org.
2. www.court-circuit.org
3. ***Sortir de l'économie,*** 6-8 rue Armagnac, 11000 Carcassonne. Revue téléchargeable sur le site http://sortirdeleconomie.ouvaton.org
4. Ce temps de travail démesuré constaté dans de nombreuses AMAP pose au minimum le problème de la juste rémunération.
5. ***Côté Jardins,*** 31, rue Gervais-Buissière, 69100 VIlleurbanne, tél. : 04 72 77 19 92.

chez eux. Enfin, des personnes sont salariées pour coordonner le réseau et organiser les échanges. Pour le moment, l'expérience ne comprend que quelques dizaines de consommateurs adhérents et une poignée de points de vente, mais elle pourrait se développer plus largement.

De nécessaires interrogations

A l'opposé de ces démarches, on trouve dans un cercle militant plus réduit des personnes qui remettent en cause les systèmes de circuits courts en plein développement actuellement, au nom d'une exigence de cohérence et de radicalité sociale, économique, politique. C'est le cas des auteurs de la revue *Sortir de l'économie* qui, dans leur deuxième livraison, apportent des questionnements sur la pertinence et les limites des démarches de type "Amap"[3]. Partant d'une critique radicale de l'économie comme paradigme dominant et enfermant nos vies, ils interrogent : "Veut-on que l'économie soit locale pour qu'elle se déploie encore un peu plus à l'intérieur de nos vies ?".

Vouloir "changer le monde avec son porte-monnaie", ou encore affirmer qu'acheter c'est voter, n'est-ce pas finalement "le summum de l'esprit marchand voulant faire jouer la concurrence" ? Dans ce cas "la consom'action n'est que l'avant-garde de la mutation éco-capitaliste".

Encore prisonniers des échanges marchands !

"Les AMAP restent dans les filets de l'économie" en tant que généralisation de l'échangisme marchand, écrivent Clément et Deun dans leur texte "Sortir les Amap de l'économie". Nous restons, dans notre relation à un producteur agricole, "en tant que possesseurs de la marchandise-argent dans laquelle se transmute l'ensemble des marchandises disponibles et en particulier le panier hebdomadaire".

On constate donc que cette forme d'échange "ne remet pas en cause la division raffinée des 'rôles', des 'métiers' et des 'tâches' , c'est à dire la spécialisation de chacun d'entre nous". Le producteur trime toujours 70 heures par semaine de son côté, alors que le consommateur poursuit son activité[4].

"Quel est le principe simple d'une AMAP ? On demande à une personne, notre ou nos producteurs (de légumes, d'œufs, de viande, etc.) de se spécialiser sur des tâches particulières que nous n'assumerons pas".

Par contraste, l'expérience de *Côté jardins* à Lyon permet déjà de faire un pas en dehors de cette contradiction[5]. Le principe en est que chaque adhérent-e passe de manière planifiée six dimanches par an à participer aux travaux agricoles… ce qui permet d'embaucher simplement pour accompagner ce travail un jardinier qui travaille environ 35 heures par semaine. Alors qu'ailleurs parfois le simple fait de venir chercher son panier à l'heure semble déjà beaucoup…

Plus de lien… marchand ?

On cherche à travers cette forme d'échange à renouer des relations directes, des liens sociaux… mais encore autour de la marchandise et de l'échange marchand, qui ordonnent malgré tout le bal. "Autour de toujours le même échange marchand, du même travail, de la même situation de rouage, on va essayer de construire une sorte d' 'esprit collectif ". Est-on vraiment subversif en "aménageant simplement le dernier maillon de la chaîne finale : la 'relation consommateur/producteur' " ?

Un réel potentiel subversif

Pourtant, il est possible d'aller vers une sortie de l'économie, "à chaque fois que des services non formalisés et non monétarisés circulent dans le groupe" par exemple. C'est dans ce sens que vont les nombreux petits services rendus dans les Amap par les citadins aux paysans. Par ailleurs, en organisant eux-mêmes l'animation de la vie coopérative, la gestion de la trésorerie, la répartition des paniers, les amapiens procèdent à des activités à la fois non rémunérées et non bénévoles, dans le sens où ces activités leur sont directement destinées. Ils en deviennent à la fois les producteurs et les


Mimmo Puccarelli

⮝ *AMAP Arbre à légumes - Lyon. Distribution devant le CEDRATS, Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales.*


D.R.

⮝ *AMAP de l'Ile (44) : ramassage des potimarrons*



Les Amap : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?

Claire Lamine
Ed. Yves Michel
2008 - 163 p. - 14 €

Fruit d'une étude sociologique de longue haleine sur le sujet, ce premier ouvrage sur les Amap vient consacrer l'existence d'un phénomène de société qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Un livre qui se lit avec facilité et grand intérêt.



Les intermittents du bio

Claire Lamine
Ed. Quae
2009 - 342 p. - 35 €

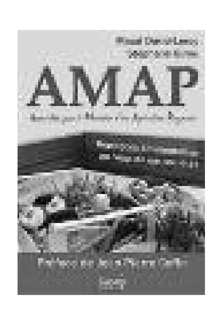
Une nouvelle étude sociologique sur ce qui nous motive pour manger bio et nous investir dans des circuits alternatifs.

AMAP

Replaçons l'alimentation au cœur de nos sociétés

Maud David-Leroy
et Stéphane Girou
Ed. Dangles
2009 - 160 p. - 15 €

Les auteurs sont deux "amapiens" de la région Midi-Pyrénées. L'une milite dans l'économie solidaire, l'autre a fait une recherche universitaire pendant trois ans. Les auteurs donnent la parole à des adhérents et des producteurs qui expliquent leurs motivations et essaient d'analyser en quoi ce changement de pratiques dans son alimentation a des conséquences dans son quotidien et autour de soi. En s'appuyant sur les chartes des équivalents japonais, ils montrent comme le modèle s'est importé en France et ailleurs, pose la question de savoir si le bio est plus écolo que le local et invite, avec nombre de références sociologiques, à se nourrir les yeux ouverts. Facile à lire et engageant pour s'y mettre à son tour.





AMAP des Hirondelles (Haut-Rhin)

consommateurs. Ils vont vers ce que les auteurs de cette réflexion appellent des "prosommateurs".

Une alternative aux Amap ?

Clément et Deun proposent d'ailleurs un modèle alternatif d'organisation — pour l'instant imaginaire — inspiré des Amap et qui devrait pouvoir aider à sortir de l'économie.

"On peut esquisser la démarche suivante. Au lieu de payer le paysan pour sa production ou son temps de travail, on lui offre en nature des conditions de vie sur place (logement) et l'infrastructure pour cultiver (terres, matériel).

Le cadre juridique d'une telle entreprise pourrait être une coopérative dont le chiffre d'affaires serait nul. Les citadins en seraient des sociétaires payant une cotisation périodique, qui serait un peu l'équivalent des prix des paniers dans les Amap. Ces cotisations servent à payer les charges de la coopérative, qu'il s'agisse des activités agricoles ou de ce dont a besoin le paysan nourri et blanchi par la coopérative. Comme cette coopérative ne vend rien et ne fait travailler personne, il n'y a pas de TVA à payer, ni de charges sur des salaires. Tous les sociétaires ont également un droit d'usage de l'infrastructure de la coopérative, et peuvent donc y vivre, par exemple dans leurs périodes de chômage ou bien pour s'installer à l'année pour cultiver, auto-construire des bâtiments ou des logements, ou même pour ne rien faire".

Du consom'acteur au prosommateur

Et d'imaginer : "Pour un fonctionnement souple, on peut imaginer dans la perspective d'un compromis en tension vers une sortie de l'économie, que la coopérative vende une partie de ses produits, afin de moins reposer sur les activités économiques des citadins, en leur permettant ainsi d'auto-réduire leur temps de travail pour mieux en sortir, même si – les prix agricoles étant tellement bas –, une auto-production alimentaire (sans activités de transformation) ne conduit pas à baisser, individuellement, de beaucoup ses heures de travail.

Rapidement, les citadins peuvent s'envisager en tant que "prosommateurs", car toutes les activités réalisées au sein de la coopérative leur sont destinées directement.

L'intérêt d'une telle structure est de casser la nécessité d'évaluer et de rémunérer un travail (celui des agriculteurs). L'argent reste néanmoins nécessaire mais il ne circule plus entre deux personnes (entre l'amapien et un producteur) car toutes les personnes agissent de concert, se répartissent les risques et les responsabilités, alors que dans l'économie tout repose *in fine* sur le producteur.

L'argent sert donc à acheter ce que l'on ne peut produire au sein de la coopérative, et non pas à réguler la vie sociale en son sein, puisqu'il n'y a pas de salaire versé, ni de prix à payer pour jouir des fruits de la coopérative".

Des coopératives ville-campagne

Ils poursuivent ainsi : "La vie sociale au sein de la coopérative s'articule autour de deux lieux, l'un en ville et l'autre en campagne, les deux se complétant en évitant la sempiternelle question du choix entre la ville et la campagne, cumulant les avantages des deux. Par conséquent, la coopérative peut donner un sens supplémentaire aux nombreux projets de cohabitats et d'écovillages qui sont si populaires en ce moment, mais qui comportent toujours de nombreuses ambiguïtés, de par un positionnement écologiste qui ne met jamais en question l'invention de l'économie.

Car alors il ne s'agit plus de cohabiter d'une part, et de se trouver un boulot dans l'économie

d'autre part, mais de s'assurer collectivement une part non négligeable de services directement pris en charge par les personnes qui en jouissent, se dispensant par là de travailler.

La mentalité prosommateur succède donc à celle du consomm'acteur, en cela que l'autoproduction au sein de petits collectifs de prosommateurs très soudés permet une autonomisation consciente d'elle-même vis-à-vis de l'économie.

La valorisation des produits de la coopérative ne se pose donc plus, car ce sont ses membres qui en apprécient eux-mêmes la substance, indépendamment de tout critère extérieur".

Radicaliser... en réduisant ?

A l'inverse des démarches d'élargissement présentées plus haut, ces réflexions sur la radicalisation trouvent leurs limites dans la portée limitée — à court ou moyen terme en tout cas — de leur mise en pratique.

Pour le grand public, adhérer à une Amap est déjà un engagement important. Peu de gens sont prêts à aller encore plus loin dans leur investissement dans de telles démarches, qui en viennent finalement à englober l'ensemble des choix de vie de la personne. La difficulté pour aller plus loin, c'est donc qu'on risque de ne plus entraîner grand monde… Par contre des expérimentations en ce sens peuvent avoir valeur exemplaire, ce qui a également tout son sens, non pas à la place mais à côté des Amap et de leurs élargissements.

La proposition de coopérative à activité monétaire nulle proposée ci-dessus se rapproche d'ailleurs à bien des égards de certaines expériences existantes. On citera *Terre de liens*[6] qui collectivise les terres : les Amapiens pourraient devenir propriétaires des terres et favoriser l'installation de maraîchers par ce biais. Et *Longo Maï*[7] dont les coopératives fonctionnent par l'échange non monétaire : l'une fait de la viande, l'autre du vin, la troisième des vêtements, la quatrième du maraîchage et tout cela s'échange en dehors du système monétaire. Signalons également *Pis Vert,* qui, sous forme associative, emploie un éleveur dont la viande n'est distribuée qu'aux adhérents : le temps de travail et le salaire sont fixés lors des assemblées générales en fonction des besoins de l'éleveur[8].

Toutes sortes de questions restent ouvertes concernant l'évolution des Amap. Avec la prise de conscience écologique croissante de la société, va-t-on assister à un tournant vers des systèmes de circuits courts "grand public" plus mixtes, plus insérés dans les cadres dominants de l'économie et de ce fait, moins subversifs ? Le risque existe de voir se développer les systèmes lucratifs venant surfer sur la vague des Amap en proposant des formules de fonctionnement toujours moins écologiques et sociales. Déjà de nombreux systèmes, que nous n'avons pas jugé intéressants d'aborder dans ce dossier, proposent au consommateur de commander à la carte et au coup par coup, sur internet, le contenu de son panier qui lui sera ensuite livré à domicile. Ces formules souvent à un prix inabordable pour les classes populaires, s'adressent à des personnes qui souhaitent avant tout protéger leur santé en se faisant plaisir gustativement. Elle ne vont pas forcément de paire avec une taille importante.

Inversement des circuits plus élargis comme *Alter Conso,* peuvent maintenir une éthique et des pratiques en cohérence avec des valeurs de décroissance et de solidarité. Il s'agit avant tout de faire preuve de discernement.

Enfin des alternatives plus radicales, existantes ou en gestation, permettent d'irriguer l'imaginaire des Amap et de nourrir un projet politique plus subversif. Entre exigences d'élargissement et de radicalité, imaginaire alternatif et expériences existantes, s'élaborent les alternatives de demain. Bien malin qui saura imaginer leur visage…

Guillaume Gamblin ■



AMAP de l'Ile (44) : ramassage des potimarrons



AMAP Lup'Amap (Haut-Rhin) : mise en forme des fromages

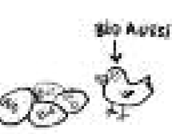
6. *Terre de liens,* 10, rue Archinard, 26400 Crest, tél. : 09 70 20 31 00, www.terredeliens.org.
7. *Longo Maï,* le Pigeonnier, 04300 Limans.
8. *Le Pis Vert,* le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne. A noter que, parmi les adhérents, on compte des membres d'entreprises alternatives locales comme Ambiance Bois, Télé-Millevache, Champs libres…



Bio Provence

agri-bio





Paris

Cantines bio

La démarche mise en place par Jacques Boutault, maire Vert du 2e arrondissement devrait s'étendre maintenant à toutes les cantines (scolaires ou professionnelles) : la ville a voté le principe d'atteindre 20 % de produits bio en 2010, 30 % en 2014. Ces cantines servent 30 millions de repas par an. La mairie a lancé un appel aux producteurs pour que l'approvisionnement soit réalisé le plus localement possible. Mais même si la surface cultivée en bio a augmenté de 2,2 % en 2008, elle ne représente que 4500 hectares en Ile-de-France, pas de quoi suivre la demande.

Ille-et-Vilaine

Panier des campagnes

La 3e édition du guide *Le panier des campagnes* présente 74 adresses de producteurs bios et paysans qui font de la vente directe à la ferme. Le guide présente aussi un calendrier des fruits et légumes de saisons et des recettes originales. Il est disponible gratuitement dans les mairies et les offices de tourisme. *Accueil paysan – Agrobio 35, 17, rue du Bas-Village, CS 37725, 35577 Cesson-Sévigné, tél. : 02 99 77 36 74.*

Tarn-et-Garonne

Ferme bio des Coteaux

La ferme bio des Coteaux propose aux personnes intéressées de venir s'initier à différentes activités de production : du 25 août au 31 octobre, vendange de chasselas ; samedi 3 octobre : pressage de raisin ; samedi 31 octobre : pressage de pommes. La ferme fait aussi la transformation de fruits et légumes, des fruits de saison, des plantes aromatiques... Pour en savoir plus : *Cécile et Philippe Miocque, Saint-Hubert, 82390 Durfort-Lacapelette, tél. : 05 63 04 34 88.*

décroissance

Espagne

Enric Duran libre



D.R.

Enric Duran qui a emprunté pour près d'un demi-million d'euros à trente-neuf organismes de crédit avant d'annoncer qu'il ne rembourserait pas avait été arrêté le 17 mars 2009 sur le campus de l'université de Barcelone après la publication du deuxième numéro de la revue *Podem (Nous pouvons),* revue distribuée gratuitement grâce à la générosité des financiers (voir *S!lence* de mai 2009). Comme les grands délinquants de la finance, il a été libéré le 21 mai 2009 après avoir versé une caution de 50 000 euros, ce qui lui permet de multiplier les conférences en attendant un procès... lequel n'est pas encore pour demain, car les organismes financiers hésitent pour certaines à porter plainte. *www.podem.cat.*

Chute de la production industrielle

Entre mai 2008 et mai 2009, la production industrielle française a baissé de plus de 20 %. Dans le cadre d'une recherche pour aller vers une sortie de l'industrialisme, c'est plutôt une bonne nouvelle : cela prouve qu'avec quelques contraintes (ici peur de la crise financière), il est possible de très vite se passer du superflu. Dans une politique de décroissance, il faudrait être capable d'avoir une telle décélération de manière volontaire et de manière durable... pour diminuer d'environ 80 % cette production industrielle (et ceci sans augmenter les importations liées aux délocalisations). Un virage important à prendre serait de lutter contre l'obsolescence programmée des objets : actuellement tout est fait pour qu'un objet tombe en panne dès la garantie terminée. Il faudrait également prévoir que les objets soient réparables, et enfin que tous les composants soient réutilisables ou recyclables. Autant dire que nous n'en sommes pas encore là.
Du côté social, cela signifierait sans doute beaucoup moins de travail dans le milieu industriel, mais avec un certain redéploiement dans les métiers d'artisanat (entretien des objets réellement utiles). Le travail disponible peut soit être réparti entre tous (en liant cela avec un revenu maximal admissible), soit être redéveloppé en remplaçant des machines polluantes par des objets plus écolos nécessitant plus de main-d'œuvre (comme dans le cas de l'agriculture bio par rapport à l'agriculture pesticide).

Confédération paysanne

Pour une démarche plus globale



Lors de son assemblée générale des 28 et 29 avril 2009, la Confédération paysanne a adopté une ligne politique proche des idées des objecteurs de croissance : "à l'opposé d'une agriculture fondée sur l'utilisation de ressources fossiles, polluantes et déclinantes, misons sur une agriculture avec des bras, ressource importante". La Confédération paysanne vise donc à orienter la politique agricole vers une démarche sans pétrole, mais aussi sans engrais et sans pesticides. La Confédération paysanne se définit ainsi dans une démarche très proche de celle des agriculteurs bio, tout en intégrant intelligemment d'autres critères, notamment en énonçant que l'agriculture n'est pas seulement un problème d'agriculteurs, mais également des consommateurs, des élus, des collectivités... Elle dénonce également le productivisme. Ah si les syndicats ouvriers pouvaient suivre la même réflexion. *Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél. : 01 43 62 04 04, www.confederationpaysanne.fr.*

Médias

■ **(A)typiques,** *68, rue Louis-Roustan, La Pointe Courte, 34200 Sète, tél : 04 67 51 14 82, www.atypiques-mag.info.* Cette revue bimestrielle de 36 pages devrait être lancée au mois d'octobre sur le thème des alternatives écologiques et solidaires de la région Languedoc-Roussillon.

■ **Le Colibri solidaire et distributif,** *21, rue du 3e-BCP, 88100 Saint-Dié-des-Vosges.* Le premier numéro de cette revue est paru avant l'été. En lien avec la Maison de la citoyenneté mondiale de Mulhouse, elle se veut une revue de débat autour des questions de l'économie distributive, des alternatives solidaires, s'appuyant sur le réseau Colibri présent en Amérique du Sud (voir *S!lence* de février 2009). D'abord trimestriel, il est prévu pour devenir mensuel dès que possible.

■ **La ville autrement,** *Alternatives économiques Poche, juin 2009, 144 p. 9,50 €.* Ce hors-série réalisé en partenariat avec la revue Urbanisme présente les réflexions engagées par les professionnels et les collectivités territoriales sur ce que peut être une ville durable. Beaucoup de réflexions intéressantes, mais si ce n'est pas encore très global.

■ **Festival Camino : agir pour la non-violence,** *Centre de ressources sur le non-violence, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, 2009, 90 p. 6 € + 2,30 € de port.* A l'occasion du festival de juin 2009, publication de quelques grandes conférences de l'édition 2006 : Pierre Rabhi, Patrick Viveret, François Plassard, Albert Jacquard et Jean-Marie Muller.

■ **Le postillon,** *lepostillon@yahoo.fr,* journal qui paraît à l'improviste sur Grenoble et sa cuvette dénonce la politique du maire Michel Destot, la désinformation du *Daubé*, les rêves nanotechnologiques... En vente à la criée et dans quelques magasins.

Ardèche

Caracoles de Suc

Caracoles de Suc est une ferme collective autogérée qui se veut un lieu de résistance au système actuel. L'idée est d'assurer au maximum son autarcie, en s'organisant de manière collective, en produisant un maximum de produits alimentaires, en favorisant l'artisanat et l'autoconstruction, et en organisant des échanges avec des amis de passage, venant du milieu urbain (échange force de travail contre produits). Les terres sont en propriété collective au sein de l'association Terres communes qui est également propriétaire d'autres lieux autogérés. *Caracoles de Suc, quartier Brunel, 07360 Saint-Fortunat, tél. : 04 75 58 19 39, www.caracolesdesuc.org.*



Reclaim the fields

Du 30 septembre au 4 octobre 2009, les jeunes de la coordination européenne *Via Campesina* organisent un campement européen à Minerve (Hérault). Le campement rassemblera de jeunes paysan-ne-s, celles et ceux qui souhaitent s'installer en agriculture, des paysan-ne-s sans terre et des personnes engagées pour la souveraineté alimentaire.

Il n'y a de futur possible en Europe que si de nombreux jeunes paysans et paysannes peuvent s'installer ! Les luttes à venir sont nombreuses : pour l'accès à la terre, pour des prix agricoles rémunérateurs, pour la reconnaissance sociale du travail paysan, contre la domination du modèle d'agriculture industrielle et pour des politiques agricoles plus justes.

Le campement est organisé autour de quatre grands axes :

- Devenir paysan : les jeunes, l'installation et l'agriculture paysanne
- Se prendre en main et valoriser l'entraide, la coopération et les dynamiques collectives
- Agriculture paysanne et agro-écologie, le tournant a prendre pour "refroidir la planète"
- Comprendre la situation de l'agriculture, renforcer nos solidarités et nos capacités d'agir : articuler nos luttes pour la défense des paysanneries de demain

Avec de nombreux ateliers pratiques et théoriques sur l'accès à la terre, l'agriculture urbaine, les politiques agricoles, l'agroécologie, les alliances producteurs-consommateurs...

Issu du monde syndical paysan de toute l'Europe, le collectif de jeunes *Reclaim the fields* (qu'on peut traduire par "revendiquons les champs") souhaite cette rencontre largement ouverte aux nouvelles pratiques militantes et aux différentes initiatives de la société civile sur ces questions ainsi qu'à toutes personnes intéressées, qui peuvent aussi proposer des activités.

Chaque jour une assemblée organisera la vie collective. Le campement est organisé dans la ferme collective de Cravirola. Contribution pour le campement de 5€ pour la totalité du séjour. Vous pouvez les contacter et vous inscrire en envoyant un e-mail à *camp2009@reclaimthefields.org, http://reclaimthefields.org*

Terres agricoles

En attendant Guidot

Le soleil est radieux cet après-midi 21 juin 2009 sur le plateau ardéchois. Les victuailles sont déballées et chacun se sert sous l'ombre d'un vieil arbre qui abrite des toilettes sèches. Ce n'est pas un concours culinaire mais un rassemblement en soutien à Antoine Guidot, qui prend la parole après Christian de la Confédération paysanne et Eric Potier, un conseiller municipal. Une banderole est prête pour la manifestation, une première dans le pays. *Rendez-nous Belin,(mort ou vif).* Belin, c'est Cyril Belin, l'ancien maire de Lanarce, ce village d'Ardèche où s'affrontent deux camps depuis quelques années. Son nom s'est retrouvé sur une affichette apposée sur la mairie du village. Des affiches on en trouvait pléthore sur la mairie, certaines dénonçant l'appropriation de terres par des retraités, d'autres appelant gentiment à la responsabilité de la mairie dans son rôle de gestion des sectionaux.



D.R.

Antoine Guidot exerce l'activité de paysan boulanger et vit là-haut à 1200 mètres d'altitude. Il plante ses semences, sauve ce qu'il peut chaque année, et le vendredi malaxe ses miches de pain qu'il vendra sur le marché du Puy-en-Velay le lendemain. Il utilise pour ses cultures, comme c'est la coutume, des terrains communaux et sectionaux, qui sont dans le Massif Central des terres collectives destinées aux agriculteurs ayant droit, c'est-à-dire habitant au moins six mois de l'année, « feu allumé ».

Seulement ce n'est pas l'avis d'une vieille famille qui habite à deux pas et qui loue ces espaces sémillants contre espèces trébuchantes. Ces derniers, retraités, n'entendent pas laisser ce qu'ils appellent « leurs terres » à ce nouvel arrivant. En réalité ces terrains sont la propriété de la mairie de Lanarce.

Ces retraités, les Lhermet, ont intenté en 2006 un procès en justice pour expulser le malotru, arguant d'une généalogie ancienne sur le plateau. Comme la justice se révèle souvent incompétente dans ce domaine, ils gagnent ! Notamment parce que la mairie, gestionnaire et propriétaire se montre incapable, d'être droit dans ses bottes, ni d'attaquer la décision de justice. La maire, Ghislaine Fracchia n'a pas souhaité répondre à nos questions. Lors de la manifestation, elle ne s'est pas montrée, ni en mairie, ni à son domicile. L'adjoint, M. Dumollard, pourfendeur d'éoliennes par ailleurs, s'est quant à lui discrètement éclipsé dans la futaie la plus proche, en voyant saillir vers lui une centaine de paysans, pour beaucoup adhérents à la Confédération paysanne. Cette affaire met en lumière un climat tendu chez les agriculteurs quant à l'installation agricole. Antoine fulmine, non sans humour : *"Une année c'est la grêle, l'autre c'est la mairie".* Pour cet agriculteur, qui vit sans subventions agricoles, l'espoir réside toujours dans une conciliation en sous-préfecture. Certains de ses soutiens qui pensent que la terre est à ceux qui la travaillent envisagent comme au Chiapas de prendre la mairie. La manifestation, qui avait commencé par l'arrachage des deux panneaux des huissiers, s'est donc ensuite acheminée dans le village où les gendarmes, ordinairement occupés en ce *"week-end chargé sur les routes"* se sont multipliés comme les pains, face à ces néos, pas contents du tout.

Le lundi, le village était en ébullition autour de l'affiche rouge, celle du *"Rendez-nous Belin"*. On s'occupe comme on peut dans nos campagnes. Mais on s'occupe peu de ceux qui veulent travailler la terre. Les ragots c'est bien plus rigolo.

Christophe Goby.



Grippe


D.R.

■ **Une usine de vaccins au Mexique.** Sanofi-Pasteur a annoncé la construction d'une usine de vaccins au Mexique pour un investissement de 100 millions d'euros. Seul problème : cette annonce a été faite lors d'une rencontre entre Felipe Calderon, président du Mexique, et Nicolas Sarkozy, président de Sanofi, pardon de la République française, le 9 mars 2009, soit un mois et demi avant l'annonce de l'apparition du virus… Une sacré coïncidence quand même !
■ **Immunité… juridique.** Déclenchant un plan d'urgence pour fabriquer un vaccin contre la grippe H1N1, le gouvernement des Etats-Unis a déclenché une urgence de santé publique qui permet de mettre sur le marché un vaccin sans avoir à franchir les étapes administratives habituelles (tests de sécurité). Comme cela n'est pas sans risque, début juillet 2009, les fabricants du vaccin ont obtenu du gouvernement l'immunité juridique en cas de complication : il ne sera pas possible de les poursuivre en justice en cas de défaillance ou de "dommages collatéraux".
■ **Mortalité faible.** Au cours des cinq premiers mois d'apparition, la grippe A/H1N1 a contaminé plus de 160 000 personnes et en a tué un peu plus de 1100. Des chiffres qui peuvent paraître affolants… sauf si l'on compare avec le nombre de décès que les grippes provoquent chaque année dans le monde : entre 250 000 et 500 000 habituellement selon l'OMS, Organisation mondiale de la santé.

Téléphonie mobile

■ **Vers les 0,6 V/m ?** En Suisse, la norme d'émission pour les antennes-relais est de 4V/m, au Luxembourg de 3V/m. Pour le moment, les meilleures normes sont celles prises par la ville de Paris : 2 V/m alors que légalement, les opérateurs peuvent aller jusqu'à 41 V/m sur la fréquence 900 Mhz et 58 V/m en 1800 Mhz. Des études indépendantes estiment possible de descendre à 0,6 V/m ce qui oblige à multiplier le nombre d'antennes, mais semble être un seuil en-dessous duquel, on ne mesure plus de conséquences sur la santé. Les 16 000 mesures effectuées par l'Agence nationale des fréquences montrent que dans 90 % des cas, nous sommes déjà en dessous de 1,5 V/m. Les associations ont demandé au gouvernement d'expérimenter ce seuil et une trentaine de communes s'étaient portées candidates lors du Grenelle des ondes qui s'est tenu au printemps 2009. Depuis plus rien. De nombreux élus demandent au moins que l'on respecte la même norme qu'à Paris : si c'est possible pour nos dirigeants, cela doit être aussi possible pour les "provinciaux".
■ **Saint-Denis : Moratoire.** La ville de Saint-Denis, au nord de Paris, a adopté le 29 juin 2009 un moratoire sur les antennes relais. Ce moratoire a été pris dans l'attente des résultats d'expérimentation d'un seuil maximal d'exposition sur les lieux de vie et de travail de 0,6 volts/mètre, expérimentation promise lors du Grenelle sur les ondes électromagnétiques.

LES CABINES DE BRONZAGE HAUTEMENT CANCÉROGÈNES

JE BRONZE B.IO, C'EST MEILLEUR POUR LA SANTÉ

Bronzage et cancers

Selon une étude du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), l'exposition avant 30 ans aux rayons ultraviolets artificiels des cabines de bronzage augmente de 75 % le risque de cancer de la peau. De même, cela augmente les cancers oculaires. Malgré l'annonce faite fin juillet, les cabines restent autorisées. Rappelons que le bronzage naturel, bien que moins nocif, augmente lui aussi les risques de cancers de la peau.



Etats-Unis

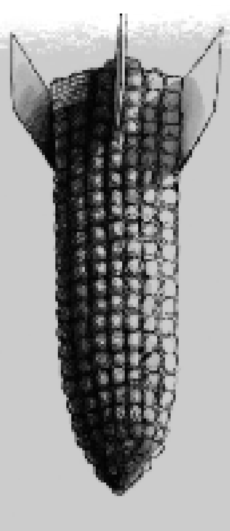
L'amarante contre Monsanto

Le soja transgénique de Monsanto a des soucis aux Etats-Unis : l'amarante semble avoir muté en Géorgie, près d'Atlanta, et résiste maintenant au Round-Up. Seule solution pour les agriculteurs : désherber à la main, ce qu'ils n'ont pas le temps de faire. Conséquences, au moins 5000 hectares de culture ont été abandonnés ce printemps et 50 000 autres sont menacés.
Selon des biologistes qui se sont penchés sur cette résistance végétale, ce n'est sans doute que le début d'une "pollution" plus importante. Des agriculteurs ont annoncé vouloir revenir aux cultures sans OGM après de nombreux déboires de ce genre.
Ironie de la situation : l'amarante est considérée dans l'agriculture industrielle comme une "mauvaise herbe" alors qu'elle produit 12 000 graines par pied par an et des feuilles plus riches en protéines que le soja. Cette plante était mangée par les Incas qui la considéraient comme une plante sacrée.

Argentine

Problèmes sanitaires

Le soja RR occupe 17 millions d'hectares, soit 50 % de la surface agricole du pays. Cet OGM est vendu par Monsanto comme tolérant aux traitements au Roundup, insecticide phare de la multinationale. Pour économiser les frais, ce pesticide est répandu par avion. Cela provoque maintenant une montée rapide des cancers et des malformations sur la population rurale. En 2002, à Cordoba, une association Mères d'Ituzaingo Anexo fait faire des analyses sur le sang de trente enfants habitant des maisons en bordure de la ville : tous ont des traces de pesticides, 23 sont au-dessus des limites autorisées. De nouvelles analyses plus fines réalisées ensuite indiquent que c'est de l'endosulfan que l'on a retrouvé… le principe actif du Roundup. En décembre 2008, le tribunal de Cordoba interdit l'épandage par avion à moins de 1500 m des habitations. D'autres juges interdisent petit à petit le territoire. Une campagne nationale *Paren de fumigar* (arrêtez d'épandre) a été lancée. Alors que 99 % du soja argentin est maintenant OGM, les paysans eux-mêmes commencent à douter de ses bienfaits : de mauvaises herbes résistantes au Roundup sont apparues… annulant le bénéfice espéré par le recours à cet OGM. Ce soja est essentiellement destiné à nourrir les élevages européens. (*La Croix,* 13 avril 2009)





Isère

Expérimentation interdite

En 2007, le ministère de l'agriculture autorise une expérimentation de Monsanto sur la commune de Bourgoin-Jallieu. La commune ne l'entend pas ainsi et attaque la décision devant le Conseil d'Etat. Le 27 mai 2009, le conseil d'Etat a cassé l'autorisation, évoquant un dossier incomplet [...] notamment sur la localisation des opérations de disséminations envisagées".

Quand le Grenelle dérape...

Enlevé par les sénateurs, l'article 41 bis du Grenelle 1 sur les déchets a été réintroduit par les députés en deuxième lecture le 16 juin 2009. Cet article permet aux communes d'exonérer de taxes foncières les entreprises qui utiliseraient la chaleur en provenance d'un incinérateur. Comme dans la loi, aucune restriction n'est mise à l'implantation d'un incinérateur, les promoteurs de ces derniers vont pouvoir faire miroiter l'installation d'entreprises aux communes qui en acceptent un. Nous sommes à l'exact opposé de ce qu'avaient demandé les associations de l'*Alliance pour la Planète* lors du début du Grenelle, à savoir un moratoire sur la construction des incinérateurs. (*Cniid*, communiqué du 16 juin 2009).

Quand le Grenelle dérape... (bis)

En première lecture, le député pronucléaire Ollier avait introduit un amendement qui exonèrerait les habitations se chauffant à l'électricité de la nécessité de consommer moins de 50 kWh/m²/an, prétextant que le chauffage électrique ne produit pas de gaz à effet de serre. L'Ademe et RTE ont pourtant clairement montré que l'usage du chauffage électrique provoque d'importantes pointes de consommation en hiver que l'on ne peut satisfaire qu'en ayant recours à des centrales thermiques. En première lecture, l'amendement avait été rejeté. Mais en seconde lecture, le 17 juin 2009, il est réapparu et a été adopté.

Déchets

■ **Ecosse : contre l'incinération.** Le parlement écossais a adopté par 65 voix contre 54, le 11 juin 2009, un amendement mettant fin à la construction des incinérateurs au profit de la réduction des déchets et du recyclage.

■ **Formation à la gestion durable des déchets.** Le *CNIID*, Centre national indépendant d'information sur les déchets, organise, avec l'association Formation et citoyenneté, une formation en direction des élus les 6 et 7 novembre 2009 à Paris. N'hésitez pas à transmettre cette information à vos élus qui bien souvent manque cruellement d'informations indépendantes sur ce sujet : comment prévenir localement les déchets, comment favoriser leur réutilisation, comment jouer sur la fiscalité, comment lancer un compost de qualité, comment réduire le recours à l'enfouissement et à l'incinération... Inscriptions : *Formation et Citoyenneté, Roger Flament, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 79 09 23.*

Transports

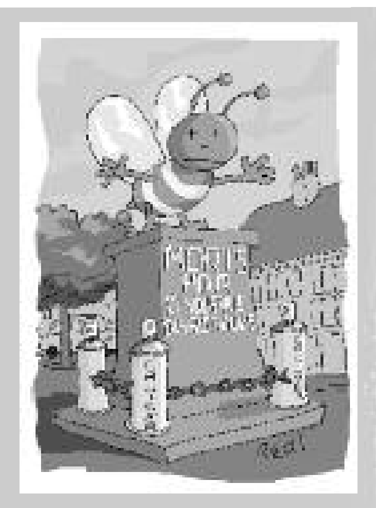
■ **Compagnies low coast en difficulté.** Même si les tarifs sont bas, le tourisme en temps de crise se tourne vers des voyages plus locaux et la fréquentation des avions est en légère baisse. Une baisse suffisante pour mettre en difficulté certaines compagnies. SkyEurope a ainsi déposé le bilan le 22 juin 2009. Les procès en cours impulsés par l'Union européenne pour faire cesser la participation des collectivités locales au financement de ces compagnies devraient accélérer le mouvement.

■ **Notre-Dame-des-Landes : élus contre.** Alors que le projet pourrait tout simplement être emporté par la crise économique, un comité des élus opposés à l'aéroport a vu le jour en juin 2009. Lors de son lancement, il regroupait 170 élus locaux, ils étaient déjà 300 début août 2009. Surtout des élus de Loire-Atlantique, élus de petites communes sans étiquette, des Verts et des Modem pour le moment, mais médiatisation aidant, cela devrait s'élargir politiquement et géographiquement.

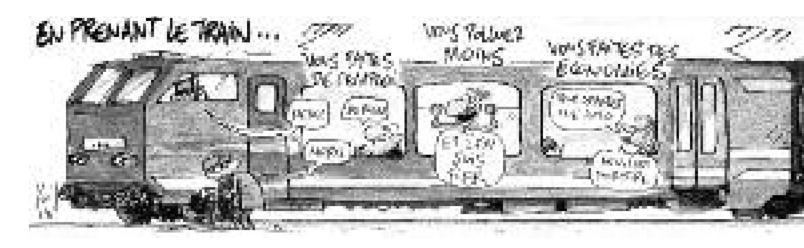
■ **Rail : réouverture de la rive droite du Rhône.** Les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon, les départements du Vaucluse, de l'Ardèche et du Gard, ont mis en place, début 2009, un comité de pilotage pour la réouverture d'une ligne voyageur Pont-Saint-Esprit, Bagnols-sur-Cèze, Villeneuve-lès-Avignon, Aramon, Remoulins, Nîmes. La ligne est fermée depuis 38 ans. Une association de soutien au projet a vu le jour et à lancé une pétition : *TER-SNCF Rive droite du Rhône, mairie, 30200 Bagnols-sur-Cèze, tél : 06 87 52 35 30, assoc.ter_sncf@yahoo.fr.*

Abeilles

Agir dard dard



Les associations professionnelles estiment qu'au premier semestre 2009 la surmortalité des abeilles est de l'ordre de 30 à 35 %. Alors que l'Allemagne, l'Italie et la Slovénie ont interdit l'usage du Cruiser, un pesticide qui englobe les semences de maïs, fortement suspecté d'être à l'origine de cette surmortalité, le gouvernement français a laissé faire les semis traités encore cette année. Le 18 mai 2009, alors que les semis de maïs sont terminés pour 2009, 16 associations et organismes professionnels (Unaf, Civam, Amis de la Terre, LPO, MDRGF...) ont lancé une campagne *Pesticides, les abeilles piquées au vif* demandant au ministère de l'agriculture d'interdire le Cruiser et autres neurotoxiques avant les achats de semences pour 2010. Pour participer à la campagne, voir *www.agirpourlenvironnement.org.*



Pays Basque

Refus de la ligne à grande vitesse

Malgré le forcing de certains élus et de la chambre de commerce et de l'industrie, la population en Pays Basque n'est pas intéressée par la création d'une ligne à grande vitesse (LGV), préférant de loin une amélioration des lignes existantes. En 2008, deux communes ont organisé des référendums en parallèle aux élections municipales : Ustaritz et Mouguerre, les électeurs ont voté non à la LGV à 92 et 91 %. Comme le projet se poursuit, le 7 juin 2009, en parallèle aux élections européennes, trois autres communes ont organisé un référendum : Lahonce , Saint-Pierre-d'Irube et Villefranque. Les opposants totalisent respectivement 82,80%, 92,68% et 93,9% et ceci avec des participations identiques aux élections européennes. Les proLGV totalisent respectivement 17,19 %, 7,32 % et 6,1 %. En démocratie, le projet serait arrêté. Mais sommes-nous en démocratie ? *Cade, Collectif des associations de défense de l'environnement, chemin de Galharet, 64990 Mouguerre, tél. : 05 59 31 85 82.*

Tempête dans un verre d'eau



D.R.

Fin juin 2009, le WWF et le médecin David Servan-Schreiber dénonçaient les risques de présence de pesticides dans l'eau du robinet... pour conseiller de boire des eaux en bouteilles. Cela provoquait immédiatement une réplique de France Nature Environnement, de l'Association pour un contrat mondial de l'eau et d'Agir pour l'environnement qui rappellent que des études ont montré que les pesticides sont également présents dans les eaux en bouteille puisque provenant des mêmes sources d'eau... et que l'industrie des bouteilles en plastique présente un bilan écologique déplorable. Ces associations rappellent que le plastique libère des polluants dans l'eau, que le plastique donne ensuite un déchet qui n'est pas recyclable et que le transport de l'eau en bouteille est une source importante d'émission de gaz à effet de serre. Il semble donc plus judicieux de recommander aux citoyens de vérifier que leur commune applique bien la loi en matière de surveillance d'eau du robinet plutôt que de faire la promotion des eaux en bouteille.

société

Emplois

■ **Salariés contre actionnaires.** Alors que les actionnaires du groupe PPR se sont voté le 7 mai 2009 des dividendes d'un montant de 418 millions, ils ont dû affronter à leur sortie de réunion la colère des salariés venus en masse pour protester contre les licenciements prononcés au sein du groupe : La Redoute (672 emplois), Conforama (800), Fnac (400)…

■ **Délocalisation des emplois.** La loi oblige à proposer aux salariés licenciés un reclassement. Ainsi, neuf salariés de l'entreprise de textile Carreman basée à Castres (Tarn) se sont vu proposer, le 7 mai 2009, d'être reclassés dans un autre établissement…en Inde, pour un salaire de 69 euros. Et c'est légal !

■ **4 millions de chômeurs.** Selon les chiffres communiqués par Pôle-Emploi, le chômage aurait légèrement baissé en juin 2009 pour la première fois depuis quatorze mois. Un chiffre contesté par les syndicats, qui indiquent que cette baisse ne concerne que la catégorie A. Toutes les autres catégories augmentent et le total toutes catégories était fin juin de 4 097 800, soit 29 700 personnes de plus en un mois. Le nombre de licenciés économiques a augmenté de 53 % en un an. De nombreuses personnes ne sont pas inscrites à Pôle-Emploi, découragées ou parce qu'elles ne toucheraient pas d'argent de toute façon…ce qui laisse supposer que le nombre de chômeurs est encore plus important.

■ **Chômage des jeunes.** Les courbes du chômage montrent qu'à chaque ralentissement économique, c'est le chômage des jeunes qui augmente le plus vite. La crise actuelle en est une fidèle illustration. Selon les chiffres officiels, entre avril 2008 et avril 2009, le chômage des 18-25 ans a augmenté de 119 000 pour atteindre 451 000. Seuls 2,5 millions de jeûnes sont sur le marché du travail (les autres font des études). Outre 451 000 chômeurs, plus de 1,2 million travaillent avec un emploi précaire (CDD, Contrat aidé, intérim...).

Pour l'abrogation des lois antiterroristes

Depuis 1986, date de la première loi antiterroriste, les lois successives définissent de manière de plus en plus étendue ce qu'est le terrorisme permettant d'arrêter n'importe qui sur simple suspicion. L'affaire Tarnac a bien montré les dérives d'un tel système. Le flou de ces lois est contraire à la convention européenne des droits de l'homme, c'est pourquoi un collectif s'est mis en place pour demander leur abrogation. Pétition sur *http://calas-fr.net.*

Mumia Abu-Jamal

Mumia Abu-Jamal, journaliste noir, est arrêté en 1982 et condamné à mort pour l'assassinat d'un policier. Au fil des ans, il s'avère que l'affaire est un montage du FBI pour contrer les mouvements noirs radicaux. Dans les années 1990, l'assassin du policier est clairement identifié, les témoins avouent avoir été soumis au chantage de la police. Alors que l'accusation s'effondre, l'institution judiciaire refuse de revoir le procès. 27 ans après, les derniers recours sont en cours et Mumia Abu-Jamal toujours en prison. En mars 2008, la cour d'Appel fédérale a seulement suspendu la peine de mort. Le ministère public de Pennsylvanie a fait appel devant la Cour suprême qui ne peut choisir qu'entre rétablir la peine de mort ou maintenir la détention à perpétuité. Les comités de soutien ont décidé de lancer une pétition directement adressée à Obama pour lui demander de mettre en place au moins un moratoire sur la peine de mort. *Collectif Mumia, 43, boulevard de Magenta, 75010 Paris, www.mumiabujamal.net.*



Mumia Abu-Jamal lors de l'un de ses procès

nord/sud

Inde

Hôtel de luxe contre Jarawa

La tribu des Jarawa, environ 320 personnes, n'est entré en contact avec le monde extérieur qu'en 1998. Ils vivent sur une île de l'atoll d'Andaman, gérée par l'Inde. Malgré l'opposition des autorités locales, le gouvernement indien y a autorisé la construction d'un complexe hôtelier… à côté d'une réserve pour les Jarawa. Barefoot, la société qui veut construire l'hôtel explique que son choix de se mettre à côté des Jarawa relève de son choix de développer un "tourisme durable et socialement responsable". Survival international a lancé une campagne pour dénoncer ce projet. (*www.survivalfrance.org*)

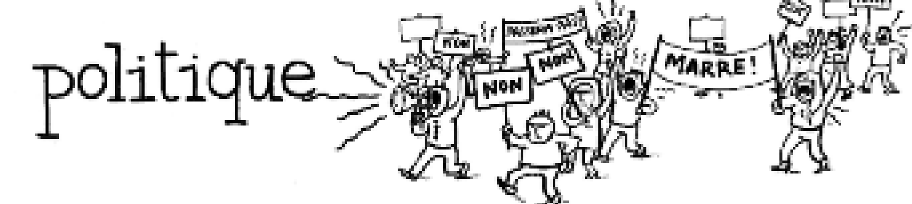


Survival/Salomé

Gabon

Sarkozy hué par la foule

Le plus vieux dictateur africain est mort début juin après 41 ans de règne. "La France perd aujourd'hui un ami […] qui avait œuvré avec détermination et courage à la paix et à la stabilité" déclare alors Bernard Kouchner. Il a surtout permis à la France de piller le pays en toute tranquillité et de financer des hommes politiques pour acheter leur complicité, parmi lesquels le même Kouchner. Lors de l'enterrement d'Omar Bongo, le 16 juin 2009, Nicolas Sarkozy a été hué par la foule : "Non à la France", "On ne veut plus de vous, partez" à son arrivée à Libreville. Le terme de françafrique était utilisé dans la foule présente ce jour-là. Du côté diplomatique, on estime que cela a été organisé… par la concurrence américaine et chinoise. C'est bien possible.



Traité européen

Sans l'Allemagne ?

Le tribunal constitutionnel allemand a estimé, le 30 juin 2009, que l'Allemagne ne peut ratifier dans son état actuel le TCE, traité constitutionnel européen, celui-ci ne garantissant pas les droits fondamentaux du peuple allemand. En 1993, le même tribunal avait déjà obligé à rédiger un amendement au traité de Maastricht laissant libre l'Allemagne de pouvoir se retirer de l'Europe à tout moment. Les Polonais demandent également des modifications. Et l'Irlande n'acceptera de refaire un référendum qu'après avoir obtenu des garanties notamment sur sa neutralité en matière de défense... Une modification du TCE obligerait normalement, en démocratie, à reprendre tout le processus d'adoption par les 27 Etats.

Mexique

Mémoire d'Oaxaca

« Rendre hommage, dénoncer en faisant œuvre d'art, » voilà le dessein de la tournée de trois citoyens de Oaxaca qui racontent la dernière insurrection du Mexique, dans ce pays pourtant coutumier du fait.

Le premier d'entre eux, Ruben Leyva, peintre, et éditeur de cet imposant album rassemblant les images de 24 photographes qui ont couvert les événements de la commune d'Oaxaca et d'un récit retraçant l'histoire du mouvement social. Jorge Pech Casanova s'est préoccupé de relier le passé des luttes dans cette région du sud du Mexique, bien connu des tours opérateurs français, à celles qui sont survenues en 2006.

Lors de la présentation à la galerie Andiamo à Marseille où sont tendues de larges photos, il évoque le soulèvement des maîtres d'écoles dans les années 70. Avec eux, tout recommencera en 2006 et notamment avec le mouvement indigène, à en croire ceux qui se reconnaissent dans une identité indienne en lutte contre l'occident. Des maîtres dont les photos rappellent qu'ils ont reçu le soutien sans faille de leurs élèves et des familles, contre un gouverneur, larron et suborneur, qui ne cessa d'extravaguer et de chercher querelle à toute une population.

Devant un public attentif, Abraham Nahon, l'un des cinq auteurs, a exposé ce travail, surmonté par un flot d'images de révolte défilant. On retiendra la volonté de retenir l'expression populaire à travers les tags, inscriptions, et autres symboles de ces mois de révolte. Un des plus représentatifs restera l'hélicoptère dont Ruben Leyva raconte le combat ; les manifestants brandissaient des miroirs pour tromper ces oiseaux rapaces et agacer les pilotes.

S'il y a eu une amorce de révolution, c'est par l'expression artistique que nos trois compères ont souhaité l'afficher.


D.R.

Quatorze radios libres ont combattu une télévision aux ordres du pouvoir, des pochoirs, des photos, et nombres d'actions inventives ont porté une réponse aux attaques sournoises du gouverneur. On se rappellera des piquets de nuit pour combattre l'insécurité que les forces de police ont entretenue. Depuis la nuit du mouvement, l'oppression agit « sélectivement » sur les membres de l'APPO, ainsi que sur les responsables des forces de l'ordre ; deux d'entre eux ont été liquidés. Le silence est de meilleure qualité quand on est enterré. L'ouvrage « Mémorial de agravios », Mémoire des Offenses, rappelle les traces de la commune d'Oaxaca. Il est vendu en librairie militante ou téléchargeable à l'adresse suivante : *www.rubenleyva.com.* CG.

Elections européennes

■ **Large succès des Verts en France.** La liste Europe-Ecologie réussit à réunir 2 802 950 voix (16,28 % des votes exprimés ou 6,3 % des inscrits). Un succès en voix et en pourcentage, même si le taux d'abstention est très élevé (59,35 %) et les exprimés seulement un peu plus de 17 millions (sur 44 millions d'inscrits). En 2004, les Verts avaient fait 7,41 % (1 271 394 voix) soit plus qu'un doublement (le meilleur nombre de voix remontait aux élections européennes de 1989 où la liste nationale menée par Antoine Waechter avaient bénéficié de 1 922 945 voix, 10,59 % des voix exprimées, 5,02 % des inscrits). Cette fois, ils talonnent les socialistes qui ne réunissent que 2 837 674 voix (16,48 %).

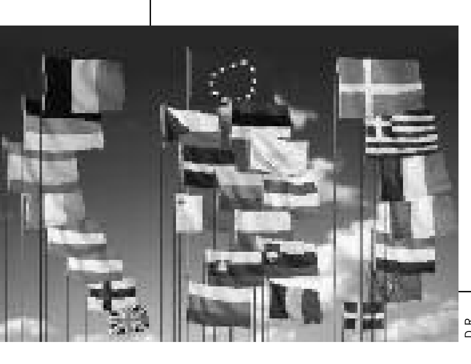
La situation varie selon les régions, la liste Europe-Ecologie totalise 12,10 % dans le Nord-Ouest, 16,64 dans l'Ouest, 14,27 dans l'Est, 15,82 dans le Sud-Ouest, 18,27 dans le Sud-Est, 13,56 dans le Massif Central, 20,86 en Ile-de-France, 16,24 pour l'Outre-Mer (elle fait 51,38 % en Guadeloupe mais avec seulement 13,5 % de votants).

A Paris, avec 27,46 %, Europe-Ecologie arrive en seconde position devancée seulement par l'UMP (29,97), largement devant le PS (14,69). Europe Ecologie est en tête dans 13 arrondissements sur 20 (2e, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 18e, 19e, 20e)

A Lyon, également en seconde position avec 23,70, derrière l'UMP et devant le PS. En tête dans 3 arrondissements sur 9, le 1er (37,80 %) le 4e et le 7e. A Marseille (16,33 %), en tête dans le 1er. A noter que sur 14 députés français, on compte 8 femmes et 6 hommes.

En France, Jean-Luc Bennahmias, député Vert sortant est cette fois-ci élu Modem. Hélène Flautre est la seule réélue Verte.

■ **Résultats des Verts mitigé dans le reste de l'Europe.** En Belgique, Ecolo côté Wallon totalise 23,09 % contre 8,5 % en 2004, (2 élus). Groen fait 8 % comme en 2004, côté Flandres (1 élu). En Allemagne, avec 12,1 % les Verts sont stables (11,9 % en 2004) (14 élus). Idem au Luxembourg avec 17 % (15 % en 2004, 1 élu). En Suède, la poussée est plus forte avec 10,8 % (6 % en 2004, 2 élus) tout comme au Danemark avec une coalition écolo-extrême-gauche (passant de 7,9 à 16,1 %, 2 élus). Au Portugal, les Verts alliés traditionnellement aux communistes font 10,65 % contre 9,1 % (2 élus). En Espagne, la même alliance Verts-communistes fait 3,73 % (2 élus), En Finlande, ils passent de 10,4 à 12,3 % (2 élus). Aux Pays-Bas, de 7,4 % à 8,9 % (3 élus). En Autriche, les Verts reculent : 9,5 % (12,9 % en 2004) (1 élu). En Grande-Bretagne, ils font 8,70 % (2 élus). En Grèce, présents pour la première fois, ils font 3,48 % (1 élu). En Italie où la division règne, aucune liste ne dépasse 2,5 %. Dans les pays d'Europe de l'Est, les Verts restent quasiment inexistants. Présents seulement en République Tchèque, ils n'y font que 2 %. Le groupe des Verts au Parlement européen passe de 43 membres (dont 6 Français) à 55 membres (dont 14 Français et 14 Allemands).


D.R.

■ **Ecologistes indépendants.** En 2004, présent dans une seule région, le *MEI* d'Antoine Waechter avait réuni 61 457 voix (2,76 % dans la circonscription). Associé cette année avec *La France en action* et *Génération Ecologie,* ils étaient présents sous le titre d'*Alliance écologiste indépendante* et font 3,63 % (625 220 voix). Le meilleur score est obtenu dans la région Est avec 4,26 %. Ils n'obtiennent aucun élu. Jeune mouvement créé autour du réseau *Ecoforum* et diverses associations, une liste *Résistances* se présentaient dans la région Sud-Est. Elle ne totalise que 14 516 voix (0,49 %). Les listes *Europe décroissance* présentes dans six régions demandait que l'on télécharge le bulletin de vote sur internet. Le résultat est bien modeste : 6381 voix (0,03 %).

■ **Nouveau parti anticapitaliste.** Grosse désillusion pour le NPA qui avait commencé dans les sondages à 9 %. Il termine à 4,88 % (840 713 voix). Il fait son meilleur score dans le Nord-Ouest (5,8 %) et son plus mauvais en Ile-de-France (3,48 %). Record à Carhaix, en Bretagne, lieu de lutte pour le maintien d'un hôpital avec 11,5 %. Il n'obtient aucun élu.

■ **Espérantistes.** La liste Europe démocratie espéranto avait réuni à réunir 25 067 voix (0,15 %). Elle passe à 29263 voix (0,17 %). Une liste a été aussi présentée en Allemagne, avec un score très faible (0,045 %).

■ **Gauche-droite ?** La gauche a progressé dans 11 pays, la droite dans 16... mais qu'est-ce que la gauche ? Le Parti socialiste co-gouverne avec un parti de droite dans neuf pays.

■ **Aéroport.** A Nantes, où le débat est vif à propos de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, la liste socialiste, bien que tenant la mairie (17,95 %), est largement distancée par les Verts (25,54 %) qui talonnent l'UMP (25,78 %). La liste Alliance écologiste indépendante fait 3,16 %.

éducation

Toulouse

Alain Refalo sanctionné


D.R.

Le 9 juillet 2009, Alain Refalo, initiateur du mouvement des Désobéisseurs, est passé en commission disciplinaire. Le verdict a été rendu le 24 juillet 2009. Il a été puni par un abaissement d'échelon. Alors qu'il a déjà eu 19 jours de salaire soustraits de sa paie, cet abaissement d'échelon entraîne une perte de salaire d'environ 7000 € sur les quatre ans à venir. Selon l'inspecteur d'académie, la décision a été prise directement au niveau du Ministre. Une caisse de solidarité a été mise en place pour compenser ce manque à gagner et payer les procédures en cours : *Caisse de solidarité aux désobéisseurs, SNUipp 34 - FSU, 474, allée Henri II de Montmorency, 34000 Montpellier (chèques à l'ordre du SNUipp34).*

Aude

Ecole-Témoin

Le GEE, Groupe d'éducation à l'environnement, de l'Aude, a passé un partenariat avec l'ADEME pour mettre en place des "écoles-témoins" où les enfants seront sensibilisés à la question des déchets, des économies d'énergie, des éco-gestes, en lien avec l'équipe pédagogique et avec le but dans un premier temps de diminuer l'empreinte de l'école, puis d'étendre le concept aux foyers des enfants en travaillant avec les parents.
GEE, 5 avenue de la Gare, 11300 Limoux, tél. : 04 68 31 86 53, www.geeaude.org.

Marseille

Erwan Redon, désobéisseur licencié ?

Erwan Redon, professeur des écoles à l'école des Convalescents (Marseille 1er) fait partie des 2800 désobéisseurs. Ceux-ci ont depuis plusieurs mois déjà, entamé un mouvement de résistance contre la casse organisée du service public d'éducation. Ils refusent de participer à la mise en œuvre des nouveaux programmes inspirés par la vision d'une école rétrograde et utilitariste.
Les désobéisseurs accompagnent leur acte d'une intense réflexion pédagogique, de dialogues avec les parents d'élèves et de nombreuses propositions pour une école meilleure, tout en assurant la totalité de leur service.
Alors que ce mouvement de désobéissance civile s'amplifie nationalement, la répression qui s'ensuit est à géométrie variable selon les académies. Dans les Bouches-du-Rhône, la hiérarchie a décidé de mater ces fonctionnaires frondeurs. A la veille de l'été, Erwan Redon en était déjà à 32 jours de salaire en moins. Le 7 juillet 2009, il a été convoqué devant la commission disciplinaire du rectorat pour "insuffisance professionnelle".
Erwan Redon est dans le collimateur depuis plusieurs années. Depuis 2005, il refuse les inspections (comme autorisé par une note de service de 1983). En 2006, avec le soutien des parents, il veut organiser une classe de neige. Comme cela est refusé, les parents occupent l'école… ce qui leur vaut une garde à vue pour effraction. Militant à Sud et au CREPSC, un institut de recherche pédagogique proche de la pédagogie Freinet, il a animé une campagne contre le fichage des enfants, participe au Réseau éducation sans frontière.
Le 7 juillet 2009, la défense a montré la nullité de la procédure qui doit donc repartir de zéro.

Pour une université du vivant

La connaissance est actuellement entièrement orientée dans une logique de croissance économique. L'éducation, les secteurs de l'information et de la recherche sont de plus en plus asservis à cette logique et contribuent à la perpétuer. Le vivant est assimilé à un mécano de matériaux démontables ; l'industrialisation doit en permettre toutes les modifications (biotechnologies, nanotechnologies), la privatisation du vivant est de plus en plus étendue.
Afin de valoriser une nouvelle façon de prendre en compte le vivant, de le respecter, de redéfinir le sens de la recherche, une association s'est mise en place en janvier 2009 avec comme objectif de mettre en place une Université du vivant, en lien avec le mouvement biodynamiste : *PEUV, Pour l'émergence d'une université du vivant, Le Poirier, 71250 Donzy-le-National, tél. : 03 85 59 65 29.*

femmes

Il n'y a pas que la pilule !

D.R.

Le 19 juin 2009, lors de la présentation du rapport sur la santé des femmes, Roselyne Bachelot a annoncé le possible remboursement des pilules de troisième génération, pilule moins dosées et donc moins dangereuses. Le Mouvement français pour le planning familial s'est félicité de cette annonce, mais demande que soit étudié le remboursement des autres méthodes contraceptives : patch, anneau vaginal, diaphragme, cape cervicale… Les deux premiers présentent moins de dangers hormonaux que la pilule et moins de contrainte (pas de prise quotidienne), les deux derniers réduisent les risques de contaminations aux IST.

Europe

Présence accrue des élues

Si en France, le taux d'élues reste le même en 2009 qu'en 2004 (44 %), globalement il monte régulièrement : depuis 1979, date d'élection du premier Parlement européen, le nombre de femmes élues est passé de 16 % à 35 %. Deux pays ont élu plus de femmes que d'hommes : la Suède et la Finlande. Les pays les plus masculins sont la Grande-Bretagne et l'Italie.



Le site internet *www.osezlefeminisme.fr* propose un mensuel en téléchargement à partir du mois de septembre 2009, afin de relancer l'information sur le sujet à un moment où les inégalités, les violences et les soumissions sont toujours aussi nombreuses. Un comité de rédaction se tient par dialogue sur internet.

Amour meurtrier

Le site *http://meurtrefemmeparcompagnon.blogspot.com* recense tous les meurtres de femmes par leur compagnon. Pratiquement un crime tous les trois jours en France. Ce site donne également de nombreux liens sur le thème de la violence et du sexisme.



D.R.

Glacier d'Aletsch (Suisse)

Suisse

Les glaciers fondent

Une étude publiée le 22 juin 2009 par l'université de Zurich chiffre à 12 % la diminution de volume des glaciers du pays. L'étude estime que d'ici 2050, la température moyenne au niveau de ces glaciers aura augmenté de 1,8°C en hiver et 2,7°C en été.

Agir maintenant

Les *Amis de la Terre Belgique* ont réalisé un excellent petit film qui appelle à la mobilisation contre le changement climatique et qui appelle à agir pour que nos politiques cessent de seulement lire des rapports. On peut voir le film sur *www.dubruitpourleclimat.org*.

Risques de famine

Les cultures de riz et de maïs supportent mal l'augmentation des écarts climatiques. Selon un rapport de la Banque asiatique de développement, une augmentation d'1°C de la température mondiale (ce qui est probable d'ici 2020), entraînerait une baisse de production de 10 % au niveau mondial avec un record de 50 à 70 % aux Philippines. L'association *Oxfam* rappelle que pendant la canicule de 2003, les rendements de maïs ont chuté de 20 % en France et de 36 % dans le nord de l'Italie. A l'inverse, les rendements de blé pourraient augmenter au Canada, en Europe du Nord et en Russie... mais s'effondrer dans la plaine du Gange en Inde (15 % de la production mondiale actuelle). Les risques de famine augmenteraient ainsi énormément dans les zones tropicales.

Faux quotidien

Le 18 juin a été largement diffusé en Europe une édition spéciale de *l'International Herald Tribune*... daté du 19 décembre 2009. On peut y lire que les négociateurs de la conférence sur le climat de Copenhague ont pris des mesures efficaces pour lutter contre le changement climatique et qu'ils remercient les milliers d'activistes qui par leurs actions de désobéissance civile ont mobilisé l'opinion entraînant les décisions radicales nécessaires. En une, on y lit que le Danemark, l'Espagne et l'Allemagne sont les grands gagnants de ces mesures car ils ont pris le problème à temps en développant les énergies renouvelables. On y lit également l'engagement de Sarkozy à sortir du nucléaire. Esso annonce la fin de l'exploitation des énergies fossiles. Dans les fausses publicités, on peut découvrir un "rappel de produits" qui concerne toutes les automobiles, celles-ci présentant un énorme défaut susceptible de provoquer des accidents grave : un moteur. Si vous lisez l'anglais, c'est à lire sur internet : *http://iht.greenpeace.org*.

Ultimatum climatique

Un million de signatures pour sauver la planète ?

Du 7 au 18 décembre 2009 se tiendra à Copenhague, au Danemark, la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la plus importante depuis celle de Kyoto en 1997. Confrontés collectivement au péril climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif, et donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux à venir.

Un collectif international d'associations (WWF, Greenpeace, Réseau Action climat, Fondation Nicolas Hulot, Amis de la Terre, Oxfam, Secours catholique, Médecins du monde, Fédération internationale des droits de l'homme, Action contre la faim, Care...) a lancé une pétition pour demander à la conférence de prendre des mesures conséquentes : baisse des gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2020 (par rapport à 1990) pour les pays industrialisés. Aide renforcés aux pays moins industrialisés pour qu'ils accèdent directement aux technologies les plus propres. Une pétition en ligne sur internet (*www.copenhague-2009.com*) s'est fixée comme but de réunir au moins 1 million de signatures d'ici l'ouverture de la conférence.

Alors que la dérive climatique ne fait plus de doute, que les causes sont maintenant connues et que les conséquences sont sous nos yeux, peut-on encore se contenter d'une pétition ?

Insuffisances

Le texte de la pétition n'est de fait qu'un minimum commun aux associations. Comme on y retrouve plusieurs groupes "développementistes" qui pensent que les pays du Sud ont besoin de rattraper le "niveau de vie" du Nord, on y trouve cette revendication d'aide à accéder aux technologies les plus propres. Mais ces technologies "propres" nous protègent-elles d'une dérive climatique ? Quand des éoliennes ou des capteurs solaires (faiblement émetteurs de gaz à effet de serre) se substituent à des centrales thermiques en produisant de l'énergie pour poursuivre la destruction à grande vitesse de la planète, se sort-on du problème ? Les pays du Nord qui développent ces technologies pèsent-ils chaque année moins lourd sur la planète ? Si ces technologies alimentent la "croissance verte", alors elles accélèrent la destruction sociale et écologique de tous.

La position de l'Europe, qui initialement demandait que l'on baisse de 20 % notre consommation d'énergie, est déjà meilleure ; celle de la Grande-Bretagne, qui vient de voter début 2009 un engagement pour réduire de 80 % ces gaz à effet de serre, notamment par la diminution de la production et de la consommation, est aussi au-dessus des revendications de cette campagne. Il est étonnant que les associations soient en retrait sur les pays les plus en pointe sur la question !

Enfin, il y a tromperie sur les dates d'échéance : la conférence de Copenhague ne va pas être le lieu où les Etats négocient, mais l'annonce des décisions qui ont été déjà prises auparavant dans les conférences préparatoires*. Autant dire que vouloir influer sur les Etats seulement en décembre 2009, c'est trop tard. Enfin, demander seulement une petite signature aux sympathisants n'a aucun effet sur le climat... tout au plus, cela donne un peu plus de légitimité à ces associations pour faire du lobbying dans ces conférences internationales.

Après des années de lutte, quel est le bilan objectif des actions de ces associations ? Ralentir un peu la chute ?

Bref, nous sommes largement en-dessous de ce que nécessite l'urgence de la situation.

Michel Bernard.

** 28 septembre au 9 octobre à Bangkok, 2 au 6 novembre à Barcelone.*



Ile-de-France

Multiplication des éco-quartiers ?

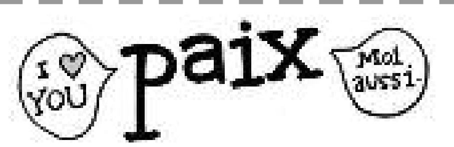
L'Etat, les collectivités publiques et des aménageurs ont signé le 3 mars 2009 une convention portant sur huit futurs éco-quartiers en Ile-de-France. Il s'agit d'énormes programmes immobiliers (plusieurs milliers de logements à chaque fois)... Ces éco-quartiers sont programmés à Bussy-Saint-Georges (quartier Sycomore, 77), Montévain (77), Meaux (quartier Foch Roosevelt), Chanteloup (quartier de la Boucle, 78), Mantes-la-Jolie / Rosny-sur-Seine (Hautes-Garennes, 78), Saint-Ouen (Docks, 93), Ile-Saint-Denis (93), Louvres-Puiseux (95). Les critères écologiques restent pour certains assez flous : faibles émissions de gaz à effet de serre, verdure, circulation douce...
Celui de Saint-Ouen est à proximité immédiate d'un incinérateur. Pour d'autres, comme à l'Ile-Saint-Denis où le maire, Michel Bourgain, est Vert, les objectifs sont ambitieux : labellisation Effinergie minimale, 30 % de bâtiments passifs, 20 % de bâtiments à énergie positive, chauffage de l'eau chaude par des énergies renouvelables, respect de l'écosystème fluvial (le site est sur une île), quartier sans voiture, enlèvement d'une ligne THT, détournement d'une autoroute, création d'un millier d'emplois dans des activités en lien avec l'écologie... Les quartiers devraient voir le jour d'ici 2013.


Marie Clem's

Immeuble à énergie positive, Quartier Vauban - Francfort (Allemagne)

Aider les copropriétés à chauffage collectif

En mars 2009, le groupe Dijon-Ecologie a écrit une lettre ouverte aux sénateurs et députés de Bourgogne pour les inciter à proposer un complément aux lois qui visent à aider l'isolation dans les bâtiments collectifs. Les règles mises en place actuellement ne permettent en effet pas d'agir dans les copropriétés à chauffage collectif, or ce sont près de 5 millions de logements et 14 millions de personnes qui sont concernés. Le groupe donne des suggestions précises sur leur site : *www.dijon-ecolo.fr/dossiers/isolation-habitat-ancien.html*.



Grande-Bretagne

Pour l'abandon de l'arme nucléaire

Alors que le déficit budgétaire de la Grande-Bretagne devrait dépasser 12 % du PIB cette année, le gouvernement essaie de faire adopter le budget pour le renouvellement des missiles nucléaires Trident. Le 14 juillet 2009, *The Guardian* a publié les résultats d'un sondage indiquant que 54 % des Britanniques sont pour renoncer aux armes nucléaires alors que 42 % souhaitent continuer. Retournement de tendance : il y a un an, ils étaient 51 % à vouloir continuer, 39 % à s'arrêter. Entre les deux, le gouvernement a publié le coût de dix ans de dissuasion nucléaire : 41,8 milliards d'euros.

Suisse

Référendum contre achat d'armement

En 1993, le *Groupe pour une Suisse sans armée,* avait réussi à obtenir un référendum sur la question de l'achat de nouveaux avions pour l'armée. Le gouvernement a gagné le référendum, mais 43 % des Suisses avaient quand même voté contre. Alors qu'aujourd'hui le gouvernement envisage l'achat de nouveaux avions, le Groupe pour une Suisse sans armée a réussi à nouveau à dépasser les 100 000 signatures (en onze mois) obligeant à la tenue d'une nouvelle consultation. Faisant remarquer que l'armée dispose encore de 33 avions de combat pour les quinze prochaines années, le référendum demande un moratoire sur l'achat d'avions militaires jusqu'en 2019. La pétition a été déposée le 8 juin 2009. *GSsA, case postale 151, 1211 Genève 8, tél. : 022 320 46 76, www.gssa.ch.*

Intervention civile de paix

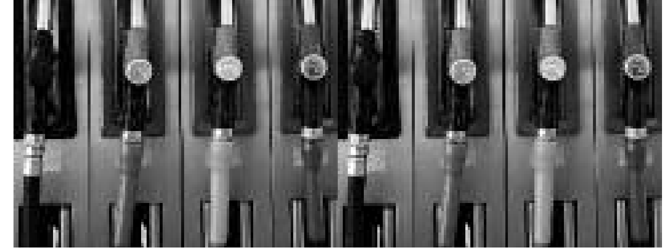
En collaboration avec le Collectif Guatemala, Nonviolent Peaceforce et Peace Brigades International France, Le Comité pour une intervention civile de paix (Comité ICP) propose des formations ouvertes à toute personne, tout groupe ou institution engagés ou désireux de s'engager dans des missions d'intervention civile en zone de conflit.
Animée par des formateurs professionnels, ces formations d'une semaine offrent une étude de l'ICP et de son rôle dans la transformation des conflits contemporains ; un travail sur le savoir-être en situation de conflits ; une acquisition de savoir-faire en matière de résolution de conflits. Cela se fait par des jeux de rôle, des mises en situation, des études de cas, des partages d'expériences, des exposés, des conférences. La prochaine formation se tient du 4 au 11 septembre 2009 à Poissy, Yvelines. Renseignements : *Comité ICP, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25, www.interventioncivile.org.*

Belgique

Interdiction de financer des armes utilisant l'uranium appauvri


D.R.

Le 21 juin 2009, le parlement belge a voté une première loi interdisant à l'armée belge l'utilisation de l'uranium appauvri. Le 2 juillet 2009, il a voté une loi interdisant d'investir dans le secteur des armes à uranium appauvri. L'uranium appauvri, très dense, permet de fabriquer des munitions extrêmement perforantes et des blindages efficaces. Lors de l'explosion d'un missile contenant de l'uranium, il y a pulvérisation de particules qui s'avèrent extrêmement toxiques chimiquement, et radioactives. La Belgique demande aux autres pays européens de suivre, rappelant que le Parlement européen a adopté en 2008, à 94 %, un moratoire sur l'utilisation des armes à uranium appauvri. La coalition belge "Non aux armes à uranium" demande maintenant à l'armée belge de respecter la loi avec le retrait des missiles utilisés par les avions F16 en Afghanistan. *Coalition Belge "Non aux Armes à Uranium !", Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel vzw, K. Maria-Hendrikaplein, 5, B 9000 Gent, tél. : 09/242 87 52, www.motherearth.org/du.*



Pic pétrolier ?

Avons-nous atteint ce fameux pic de production ? Depuis 2006, la production est en légère baisse au niveau mondial mais, pour beaucoup d'experts, cela est dû à une réduction volontaire des producteurs pour accompagner la baisse de la demande liée à la crise économique. Seule certitude : selon Fatih Birol, chef économiste de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les trois quarts des sites pétroliers ont déjà dépassé leur pic de production et le manque de mise en route de nouveaux sites ne permettra pas de faire face si la demande repart à la hausse après la crise actuelle. Toujours selon lui, même si le pic de production n'est pas forcément encore atteint, la demande pourrait dépasser l'offre dès 2010, provoquant une envolée du prix du pétrole. (source : *The Independent,* 3 août 2009)

Les renouvelables passent en tête

Selon les statistiques officielles, pour la première fois en 2008, la puissance installée en énergies renouvelables (éolien, solaire, bois, hydraulique) a dépassé celle des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole et nucléaire) sur la zone géographique Amérique du nord et Europe. La tendance devrait encore s'accélérer après la décision du nouveau président des Etats-Unis de subventionner uniquement les énergies renouvelables (150 milliards de dollars en dix ans). Avec 27 GW installés en 2008, l'éolien est maintenant au niveau de l'hydraulique… et son taux de croissance a été de 250 % en quatre ans contre 14 % pour l'hydraulique, ce qui laisse penser que maintenant l'éolien va prendre la tête des nouvelles installations et donc des investissements. En 2008 toujours, les Etats-Unis ont pris la tête des installations éoliennes, détrônant l'Allemagne, alors que la Chine, avec une croissance de 90 % en un an dans le domaine, détrône le Japon pour le photovoltaïque.

Genève

Rêve d'avenir

Rêve d'avenir est un programme transfrontalier financé par la Confédération helvétique et l'Union européenne qui vise à réaliser pour 2020 les objectifs dits 3x20 : 20 % de baisse de la consommation d'énergie, 20 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre, 20 % de production à partir des énergies renouvelables. La ville de Genève a annoncé début août qu'elle allait lancer des consultations avec les communes voisines pour adhérer à ce programme, qui prévoit entre autres la mise en place d'une "centrale à négawatts", où l'on comptabilise les économies réalisées et où l'on échange les moyens mis en œuvre pour que chacun puisse y prendre des idées.

Etats-Unis

Inefficacité des automobiles



Selon une étude de l'université de recherche en transports du Michigan, publiée en juillet 2009, avec 1 litre de carburant, on pouvait faire en moyenne, en voiture, 5,95 km entre 1923 et 1935. Cette distance baisse ensuite pour descendre à 5,08 km en 1973, date du premier choc pétrolier. Entre 1973 et 1991, on fait alors des recherches pour améliorer l'efficacité et on remonte alors à 7,18 km. Les gains sont ensuite plus faibles et en 2006, nous n'en sommes qu'à 7,31 km. Le gouvernement Obama a fixé comme objectif d'atteindre 15 km par litre d'ici 2016, ce qui semble difficilement réalisable.

Espagne

Moment symbolique

Alors que le nucléaire (six centrales, huit réacteurs) est en bout de course en Espagne avec la sortie de cette énergie décidée par les socialistes dès 1983, l'arrêt programmé de la centrale de Garoña prévu cette année (à l'âge de 40 ans) marque un moment symbolique : alors que le pays est devenu exportateur d'électricité depuis 2004, 2010 devrait être la première année où la production électrique éolienne dépasse celle du nucléaire.

Loire-Atlantique

De l'uranium au solaire

L'ancienne mine d'uranium de Gétigné pourrait être recouverte d'un champ de photopiles : avec 12 hectares, cela représenterait une production égale à la consommation de 4500 personnes. Areva annonce la mise en fonctionnement pour début 2010. L'association *Moine et Sèvre* pour l'avenir qui a réalisé plusieurs fois des mesures de radioactivité, avec la Crii-Rad, demande qu'avant installation des panneaux, le site soit dépollué. *Moine et Sèvre pour l'avenir, 3, chemin des Venelles, 44190 Clisson, tél. : 02 40 03 98 08.*

L'abécédaire illustré de l'écologie pittoresque

par Borkowski



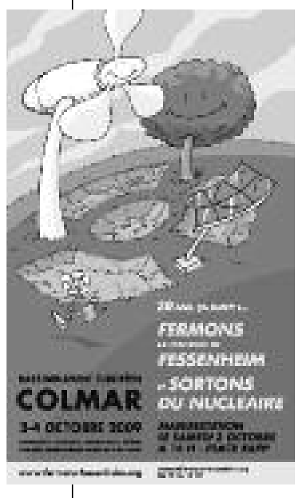
BAGNOLE

Symbole de la société industrielle, pilier de la culture consumériste et de la mondialisation heureuse, elle ne tolère plus l'homme que s'il lui est entièrement dévoué.



Fessenheim

3 et 4 octobre Contre la prolongation



La plus vieille centrale nucléaire de France va-t-elle pouvoir continuer à fonctionner pour dix ans supplémentaires comme le demande EDF ? Une inspection décennale doit se tenir en octobre 2009 pour en décider. L'occasion pour les opposants d'organiser une manifestation internationale les 3 et 4 octobre prochains. Pour lancer la mobilisation, une première manifestation s'est tenue à Strasbourg le 27 juin. Les manifestants proposaient aux passants une pétition à signer et leur offraient un sac et un bonbon : le sac pour symboliser l'attitude de nos élus qui se mettent la tête dans le sac plutôt que de regarder la vérité en face et le bonbon car aussi efficace que les pastilles d'iode distribuées autour de la centrale, mais bien meilleurs.

Bure

Chantier participatif


D.R.

Depuis 2004, une maison a été achetée dans la commune de Bure, près du site de l'Andra où doivent arriver un jour les futurs déchets hautement radioactifs. Cette maison doit permettre une présence renforcée contre le projet nucléaire. L'association Bure Zone libre qui gère le lieu a démarré en août 2009 la construction d'un bâtiment d'accueil pour le public (ossature bois, isolation laine de chanvre, menuiserie bois, double vitrage. Ce nouveau bâtiment permettra d'agrandir sensiblement les bâtiments existants. Pour limiter les coûts, il est fait appel à soutien : professionnels ou amateurs peuvent venir participer à une tranche de chantier.
Plus d'infos : *Bure Zone Libre, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél. : 03 29 45 41 77, http://burezonelibre.free.fr.*

Allemagne

Bloquer un train peut être légal !

Cécile Lecomte, alpiniste française, surnommée L'Ecureuille, s'est spécialisée dans les actions spectaculaires pour retarder les convois de déchets nucléaires. A partir de ponts, elle se pend au-dessus des voies dans des situations acrobatiques nécessitant du temps pour l'en déloger. Après avoir réussi à arrêter plusieurs trains venant de l'usine de La Hague et allant à Gorleben, site d'enfouissement des déchets, elle a été poursuivie devant un tribunal allemand. Le 4 juin 2009, celui-ci l'a relaxé estimant que manifester ainsi relève d'un droit d'expression fondamental. Le débat a porté sur la hauteur de la manifestation : la loi spécifie qu'il est interdit de manifester jusqu'à 4,80 m de haut, alors qu'elle était placée plus haut, laissant théoriquement la place pour que le train passe sous elle. Concrètement, à chaque fois, le train s'arrête de peur qu'elle n'en profite pour descendre sur les wagons.

ITER

Fusion lointaine...

Dans un article historique paru dans *Libération* le 7 juillet 2009, Nicolas Chevassus-au-Louis rappelle les espoirs mis dans la fusion. Alors qu'aujourd'hui, on nous promet que le réacteur ITER pourrait fonctionner d'ici une dizaine d'années et que la fusion pourrait être au point pour la deuxième moitié du 21e siècle, il cite le discours inaugural du physicien indien Homi Bhabha lors de la première Conférence internationale atomique à Genève, en août 1955 : "Je me hasarde à prédire que, d'ici vingt ans, on aura trouvé le moyen de libérer sous contrôle l'énergie thermonucléaire". 50 ans après, on se hasarde toujours...

Les déchets meurent à l'Aube ?

Le 24 juin 2009, le gouvernement a annoncé avoir choisi les communes de Pars-les-Chavanges (75 habitants) et d'Auxon (927 habitants), dans l'Aube, pour y implanter un futur site de stockage de déchets radioactifs. C'était compter sans la réaction de la population. Après des réunions publiques mobilisant largement, le 4 juillet 2009, le conseil municipal de Pars-les-Chavanges a voté pour le retrait de sa candidature. Le 10 juillet 2009, c'est le conseil municipal d'Auxon qui retirait à son tour sa candidature. Localement, une fédération des communes menacées s'est constituée qui entend soutenir les initiatives des habitants de ces communes contre ce projet. L'ANDRA a annoncé fin juillet 2009 qu'elle reprenait ses prospections : une quarantaine de communes seraient encore candidates...
Fédération Grand-Est Stop-Déchets Nucléaires, BP17, 52101 Saint-Dizier cedex, www.burestop.org, www.villesurterre.com.



D.R.

EPR

■ **Finlande : le chantier continue.** Après négociations avec Areva, Stuk, agence finlandaise de sécurité nucléaire, a autorisé la reprise des soudures sur le chantier d'Olkiluoto, estimant que les fissures détectées ne sont pas dangereuses. Cela fait longtemps que l'on sait faire marcher des réacteurs fissurés... puisque c'est le cas de la plupart des réacteurs français. Evidemment, une fissure peut ensuite s'agrandir, mais c'est une autre histoire. Pour le moment le démarrage est toujours programmé en 2012... au lieu de 2009.

■ **Canada : contre l'EPR !** L'Etat d'Ontario a annoncé le 15 juillet 2009 qu'il annulait son programme de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. L'occasion d'apprendre qu'Areva avait postulé pour deux réacteurs EPR d'un coût de... 14 milliards d'euros, soit 7 milliards par réacteur et donc un prix double de celui annoncé en France !

■ **Grande-Bretagne : contre l'EPR ?** Le 1er juillet, *The Times* a rendu publique une lettre du 16 avril 2009 dans laquelle la NII, inspection des installations nucléaires de Grande-Bretagne, a répondu de manière négative à la demande d'EDF de construire des EPR dans le pays. Londres s'étonne à la découverte du dossier technique du manque de progression au niveau de la sécurité alors qu'EDF a longuement communiqué sur le sujet. Notamment, les contrôleurs estiment qu'un accident par réaction en chaîne d'incidents ne peut être exclu. EDF s'est engagée à modifier les plans de l'EPR, ce qui d'une part coûtera cher et d'autre part devrait interroger les autorités finlandaises et françaises qui, elles, ont autorisé la construction d'un EPR. Le 7 juillet 2009, l'ASN, Autorité de sûreté nucléaire, a annoncé qu'elle lançait une étude pour vérifier les conclusions des autorités britanniques.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

annonces

Entraide

■ **Bretagne.** J'ai besoin d'aide bénévole pour faire vivre le lieu que j'habite au cœur de la forêt de Brocéliande. Accueillir groupes et individus, accompagner projets et personnes en difficulté, animer et recevoir des animations sur les alternatives, intervenir sur la simplicité volontaire et le partage... J'aimerais transmettre ce que j'ai acquis depuis 50 ans dans diverses activités (agricoles, ouvrières, éducatives, autogestionnaires, santé, gestion d'entreprises alternatives et associations, accueil et accompagnement, animation...). Pour plus d'informations, téléphonez-moi au *02 99 07 87 83, Alexis Robert, La Guette, 35380 Paimpont.*

■ **Jura.** Y a-t-il des silencieux-ses du côté de la forêt de Chaux ? En cours d'installation à La Vieille-Loye, j'apprécierais de rencontrer des personnes résidant dans le coin, pour échanges sur écohabitat, jardinage, Amap... ou simplement balades en forêt. *Tél. : 01 43 21 46 28.*

■ **Savoie.** Paysans en pré-retraite donnons matériel de fenaison d'occasion : petite auto-chargeuse (13 m³), râteau-faneur, pirouette, fourche crocodile, une presse moyenne densité. *Tél/fax/répondeur : 04 79 05 28 99, chevrerie.bronjo@laposte.net.*

Vivre ensemble

■ **Espagne.** Projet communautaire en Andalousie, province de Grenade, cherche famille et/ou personnes motivées pour se joindre à notre groupe (sept adultes et quatre enfants), et partager nos activités : agricole, pain, construction, animaux... souhaitons personnes qui s'engagent dans le projet collectif. Pour nous joindre, *tél. : 0034 691 121 455.*

■ **Espagne.** Cherchons personnes, couples, familles, motivés pour partager une vie de groupe communautaire, à la campagne. Fermette située en Andalousie (Espagne), dans le massif montagneux de la Alpujarra (sud de Grenade). Activités du lieu : grand jardin potager biodynamique, poules, pain (vente), rénovation et autoconstruction, organisation de stages, soirées pizzas. Nous voulons de manière saine tendre vers l'autonomie économique du projet et aimerions accueillir nouvelles personnes qui s'engagent dans le projet. *Association Casa Calabaza, cortijo padre eterno, 18410 Carataunas, Granada, Espagne, tél. : 0034 646 527 527, padre-eterno@no-log.org.*

■ **Lot.** Porteur de projets, le groupe du hameau d'Andral (près de Gourdon) vous informe de deux opportunités d'activités. 1) la mairie du Vignan (Lot) est prête à acheter un local de 500 m² qu'elle louerait en tout ou partie à la SCI Le hameau d'Andral pour des activités en rapport avec notre projet (biocoop, vente d'éco-matériaux...). 2) la possibilité pour des futurs membres de la SCI d'acquérir ou de louer des terres en bio à proximité du hameau d'Andral. *Sylvain, tél. : 05 53 36 89 81 et Anne-Laure, tél. : 06 80 78 59 62, http://eco-hameau-d-andral.over-blog.fr.*

Rencontres

■ Jeune oiseau des champs à beau plumage cherche belle fleur des prairies pour partager l'écosystème de la campagne. Tél. : 06 68 90 30 58.

■ Sans âge, sans lieu, le cœur voyage et c'est tant mieux. L'homme qui m'arche poétesses danseuses sans frontière. Femme de corps et d'esprit, je vous ouvre mes portes. Le grand retour d'un certain monde. *Gilles Gérard, 51, rue de Montparnasse, 75014 Paris.* Souhaite le meilleur de votre impudeur. Noble négritude le silence est un passage secret. Il vous tend de tout son enthousiasme. Le plus subtile de notre utopie. Ô beauté s'arrosent des vents entre le ciel et la boue. Les plus belles fleurs et présages. Cueillez de votre bonheur les gouttes suaves de votre espérance. Ô belle harmonie de m'écrire le meilleur de vous le plus profond de moi, vite à bientôt de vous lire et peut-être de nous rencontrer.

Recherche

■ Je recherche toute info concernant l'impact écologique du papier toilette. *Moutsie pour L'Ortie, Lasserre du moulin 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, lortie@wanadoo.fr*

■ Je cherche un vélo de facteur (les fameux vélos jaunes de la Poste) d'occasion, ou un vélo hollandais avec cadre de femme, d'occasion ou neuf, de préférence en état de marche. Suis prêt à venir le chercher sur place, et à le ramener en train ou autre véhicule jusqu'à Lyon. *Esteban, ptitgavroche@gmail.com, tél. : 04 72 00 92 98 (avec répondeur si absent).*

■ Je recherche également le film *Pourquoi pas ?* de Colline Serreau (1977), en cassette VHS ou en DVD/Dvix. Si vous en avez un exemplaire, ou si vous pouvez en faire une copie, ça m'intéresse bien car il n'est pas disponible en dvd à l'unité pour le moment. *Esteban, ptitgavroche@gmail.com, tél. : 04 72 00 92 98 (avec répondeur si absent).* Merci par avance !

Emplois - offres

■ **Rhône.** Primevère recrute 3 salariés, lieu de travail Bessenay. 2 postes de secrétaire : la saisie des dossiers exposants d'octobre à décembre, à temps plein, bonne connaissance des outils informatiques de base et bonne capacité de rédaction. 1 poste d'assistant de communication d'octobre à février, à temps plein, bonne connaissance des outils de mise en page QuarkXpress ou InDesign, d'internet et bonne capacité de rédaction. Envoyer sa candidature par courrier à *Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 ou par mail sur primevere@wanadoo.fr.*

■ **Haute-Vienne.** La ressourcerie *Le monde allant vers...* est une association d'éducation à l'environnement créée en 2002. Trois axes : réduction des déchets, réemploi, recyclage. Quatre fonctions : sensibilisation, collecte d'objets, remise en état en ateliers, vente en boutique. L'équipe salariée travaille dans une dynamique collective en lien avec le conseil d'administration et les adhérents bénévoles. Elle se partage les tâches et les responsabilités. L'association cherche un-e coopérateur-trice désirant s'impliquer fortement dans le portage global du projet afin de compléter l'équipe. Poste polyvalent. Il faut avoir une bonne condition physique et le sens du contact. Temps plein souhaité, rémunération SMIC + 10 %. CDD 6 mois + CDI à suivre. Envoyer CV et lettre de motivation à *Le monde allant vers... 2, avenue Foch, 87120 Eymoutiers, contact@lemondeallantvers.org.*

Emplois - demandes

■ **Grand ouest.** Jeune homme, 23 ans, motivé et travailleur, cherche emploi en agriculture bio ou paysanne, vente directe et exploitation diversifiée. 1 an d'expérience en maraîchage bio, études agricoles (Bac+3), disponible octobre 2009. N'hésitez pas à me joindre : *06 50 77 01 75.*

■ **Paris ou proche banlieue.** Cherche emploi patronnière-couturière-brodeuse-perleuse-retoucheuse, à mi-temps, en atelier ou à domicile. Etudie toutes propositions. *chera9669@yahoo.fr.*

Immobilier recherche

■ **Midi-Pyrénées.** Couple avec un enfant cherche à louer à propriétaire privé ou public sous forme de bail longue durée petite maison et terrain un à trois ha dont partie boisée pour implanter sur le long terme le jardin-bibliothèque "La Grenouille", actuellement à Peyssies (Haute-Garonne), de préférence sur petite commune rurale à revitaliser dans triangle Toulouse-Saint-Gaudens-Foix. Renseignements et contacts : *www.lagrenouille.org.*

■ **Nord-ouest de Rennes (Bécherel),** cherche terrain à louer (accès à l'eau pas loin) de sept 2009 à juin 2010 pour formation BP tourisme équestre. Nous sommes un couple, la trentaine, en roulotte, une jument de trait et deux gentilles chiennes. Nous cherchons voisinage avec enfants et animaux ou colocation maison avec possibilité pour nous compagnons. *Mélanie, tél. : 06 76 66 22 04, Pont Aofred, 22110 Rostrenen.*

■ Couple, 3 enfants, pépiniériste, sylviculteur, fustier (constructeur en rondin), nous voulons créer une pépinière et arboriculture de variétés anciennes (bio mais sans label) et cherchons un terrain d'environ 3 ha, si possible boisé ou en friche, maximum 900 m d'altitude et proposons en échange une construction en rondin (fuste) et notre expérience et connaissances dans nos métiers, créer ou rejoindre écovillage, type SEL. Etudions toutes propositions. *erdei@neuf.fr ou 04 71 77 48 96.*

Immobilier offre

■ Alpes-de-Haute-Provence, loue bergerie restaurée en chambre pour une ou deux personnes dans cadre magnifique, sous les oliviers, à Entrevaux, toilettes sèches, eau solaire, table gourmande autour du potager, détente, baignades, massages... *Tél. : 06 72 18 62 28, lecabanondesoliviers@gmail.com.*

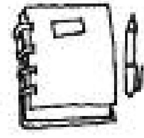
■ **Drôme.** vends, cause déménagement, yourte neuve artisanale, 6,25 m de diamètre, 6000 €. *Tél. : 06 32 02 76 88.*

■ **Tarn-et-Garonne,** vends maison bioclimatique près de Montauban, 140 m² + annexes + 4000 m2 de terrain, chauffage solaire et bois. 260 000 €. *Tél. : 05 63 02 90 45 ou 06 86 51 30 99.*

■ **Gard.** Cherche 3 colocataires verts pour occuper maison de 130 m² à Saint-Geniès-de-Comolas, à la campagne. Roquemaure à 4,5 km, Orange à 11km, Avignon à 20 km. Jardin de 800 m² (possibilité potager), terrasse 1er niveau de 80 m², garage 30 m². Libre 1er octobre 2009. Prix 350 €/mois et par personne. *Tél. : 06 13 71 95 28, francoise.blanc.30@orange.fr.*

■ **Hérault.** Vends terrain constructible dans village Montpeyroux, en bio depuis 20 ans, clos, haie, fruitiers, près école, 976 m², 132 k€. *Tél. : 04 67 96 69 28.*

agenda



Septembre



Paris : Palestine, la création dans tous ses Etats, jusqu'au 22 novembre, à l'Institut du monde arabe, exposition d'une vingtaine d'artistes contemporains palestiniens. *www.imarabe.org.*

Limoges : sculpture au féminin, à partir du 1er septembre, Galerie des Hospices, 2, rue Félix-Eboué, l'œuvre de Camille Claudel et de neuf sculptrices contemporaines. 11 septembre : colloque à la bibliothèque francophone multimédia. *Mairie de Limoges, tél. : 05 55 45 60 00, www.ville-limoges.fr.*

Paris : Survie, 3 septembre à 19h, au café La Pierre du Marais, 51, rue de Bretagne (3e), réunion mensuelle de l'association Survie, débat sur les élections au Congo-Brazzaville, au Gabon, en Mauritanie, présentation d'activités liées à l'information sur la Françafrique. *Survie Paris-Ile-de-France, contact@survie-paris.org, tél. : 01 43 35 40 41 (Claude) ou 01 48 03 45 73 / 06 88 93 35 71 (Zoul).*

Paris : les moteurs de la déforestation, 3 septembre et 1er octobre à 19h30 au Moulin à café, 9, place de la Garenne (14e, M° Pernety), conférence sur la déforestation et ses conséquences sur le climat, présentation de solutions réalistes. *Greenpeace-Paris, Éric Burgstahler, tél. : 06 17 52 84 89 ou Pascal Ewig, tél. : 06 16 07 50 71.*

Lille : Amitié entre les peuples, 3 septembre à 18h15 à la MRES, 23, rue Gosselet, assemblée générale du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). *MRAP, tél. : 06 17 49 30 65.*

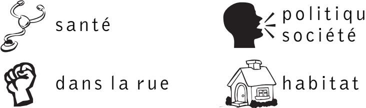
Bio **Bas-Rhin : compost.** 3 septembre à 8h30 au Centre d'initiation à la nature et l'environnement de Munchhausen. Pourquoi et comment composter. *Cin, Maison de la nature, 42, rue du Rhin, 67470 Munchhausen, tél. : 03 88 86 51 67.*



Bas-Rhin : la maison passive, 4 septembre à 9h30, à Sparsbach, exigences à mettre en œuvre pour une telle

agenda





santé — dans la rue — femmes — politique, société — habitat — paix — fêtes, foires, salons — nord / sud — films, spectacles, culture

construction, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Ariège : 2e Kumpania, 4 et 5 septembre à Argein, rencontres des cultures balkaniques. *Association Kumpania Tzigane, hameau Laborie, 09420 Castelnau-Durban, tél. : 05 61 04 76 28.*

Namur : 25e Valériane, 4 au 6 septembre, à Namur-Expo, rue Vrithoff, 300 exposants, agriculture, jardinage et alimentation biologiques, habitat écologique, écobioconstruction, énergies renouvelables, commerce équitable, associations de protection de l'environnement, éco-tourisme, habillement, artisanat, santé. 40 conférences. *Nature & Progrès Belgique, 520, rue de Dave, B5100 Jambes, tél. : 081 30 36 90.*

Haute-Savoie : 2e Al'Terre nature, 4 au 6 septembre à Héry-sur-Alby, vendredi à 20h30, salle des fêtes : spectacle "les gens de chez moi" ; samedi à 10h, film Janadesh, pour une poignée de terre ; 13h45 : conférence le temps... ses graines, 15h30 : conférence ces arbres qui cachent la forêt, 17h30 : film-débat : que sont nos sols devenus ? Dimanche, 10h, conférence : manger ou conduire, il faut choisir ; 13h30 : débat sur les labels bio ; 15h30 : table-ronde des terres et des hommes (Amap, Terre de liens, Terre d'union) ; 17h : film et débat : simplicité volontaire et décroissance. Forum des associations, animations... *Sens art'ifice, tél. : 04 50 51 31 66, Cyclamen, tél. : 04 50 68 47 89.*

Morbihan : le rock du bagne, 5 septembre au palais des Congrès de Pontivy, concert de soutien aux prisonniers politiques + vidéo et débat animé par la Fédération anarchiste de Lorient à 15h, concert à 18h. *ankylose-de-rue@gmx.fr, tél. : 06 67 81 71 18.*

Lille : découvertes des plantes alimentaires sauvages, 5 septembre à 15h, au Jardin écologique, rue du Guet. *PPJEG, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 40 21 80, http://jardin-ecologique.org.*

Corrèze : Eho ! Liens, 5 et 6 septembre au pied des éoliennes de Peyrelevade en Limousin, festival des énergies du plateau. Thème de l'année : l'écoconstruction. *Energies pour demain, Mairie, le Bourg, 19290 Peyrelevade, tél. : 05 55 94 77 51.*

Bas-Rhin : étonnantes confitures. 6 septembre à 10 h au *Jardin gourmand, 3b, rue de Bassemberg, 67220 Lalaye, tél. : 03 88 58 91 44.*

Cantal : 20e foire écobio d'Aurillac, 6 septembre, place Saint-Géraud, place de la Bien-faisance, centre-ville. *Association l'Arbre à Pain et Bio15, 7, avenue Georges-Pompidou, 15000 Aurillac, tél. : 04 71 63 56 40.*

Bouches-du-Rhône : 13e foire bio de Roquevaire, 6 septembre sur le cours Négrel-Ferraud, producteurs bio, bien-être, santé, habitat... conférence sur le reïki. *Association Mino-Bio, Annie Bousquet, tél. : 04 42 04 04 57.*

Toulouse : espéranto, 7 au 11 septembre, stage d'initiation et cours de perfectionnement, priorité aux cheminots. *AFCE, association française des cheminots pour l'espéranto, stage.esperanto@laposte.net.*

Bayonne : l'économie solidaire, 8 septembre à 19h, à la Taverne du cinéma l'Atalante, café-débat avec Geneviève Maucet, du SEL Clair de Lune et Isabelle Capdeville, d'une AMAP locale. *ATTAC Pays Basque, 81, avenue des Glycines, 64990 Mouguerre.*

Paris : qu'elle était belle mon usine, 9 septembre, 19h45, au CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, projection du film et débat avec le réalisateur Nicolas Dupuis : la lutte de salariés de Michelin contre une fermeture d'usine en 2005. *Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 71 21 07.*

Bas-Rhin : fabriquer ses cosmétiques naturels, 9 septembre à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Marseille : journée de l'alimentation locale et solidaire, le 9 septembre de 9h09 à 21h09, sur le cours Julien (6e), marché paysan le matin, auberge espagnole à 12h30, stands et animations l'après-midi, apéro participatif en début de soirée. *Filière paysanne (association pour une consom'action alimentaire locale), tél. : 04 91 47 84 95 / 06 17 47 88 78.*

Carcassonne : la société du spectacle, 9 septembre à 19h30, à la MJC, rue Aimé-Ramond, débat autour du livre de Guy Debord et du film éponymes. *Le fonds de l'œil, clement.homs@wanadoo.fr.*

Paris : les rires d'Eros, à partir du 9 septembre à 19h, exposition de peinture de Sophie Sainrapt à la librairie *Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 16 07.*

Rhône : faire face à l'agressivité. 10 et 11 septembre, à Vénissieux, de 9h à 17h, formation à la non-violence : comprendre l'agressivité, ne pas l'accepter, jeux de rôles à partir d'exemples proposés par les stagiaires, mises en situation, entraînement à de nouveaux comportements. *Ifman, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, ifman.rl@wanadoo.fr.*

Alsace : BiObernai 09. 11 au 13 septembre, au centre d'Obernai, parking des remparts, 200 exposants, thème de l'année : la biodiversité. *Alsace bio, 22, rue des Magasins, 67000 Strasbourg, tél. : 03 88 23 29 54.*

Ille-et-Vilaine : 7e forum habitat sain, 12 septembre à partir de 10h, à Hédé-Bazouges (20 km au nord de Rennes), expositions, conférences, démonstrations autour des questions d'habitat groupé et de jardins partagés. *Mairie, 35630 Hédé-Bazouges.*

Lille : La Brique fait ses poèmes. 12 septembre, à 18h, au café L'Ecart, rue Jeanne-d'Arc, lecture poétique avec le nouveau mensuel d'infos et d'enquêtes. *La Brique, 35/24 rue des Sarrasins, 59000 Lille.*

Bio **Loire : faire son fromage de chèvre bio,** 12 et 13 septembre, à Les Noés, stage animé par Samanta Le Floch et Pascal Préfol. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Côtes-d'Armor : 24e Biozone, 12 et 13 septembre à Mur-de-Bretagne, 250 exposants. *Association Produire consommer biologique, 45, Le Coudray, 22800 Saint-Brandan, tél. : 02 96 32 11 14.*

Marseille : le mandat impératif, 12 septembre à 17h au CIRA, causerie animée par Pierre-Henri Zaidman : comment la démocratie directe a été expérimentée pendant la Révolution française et la Commune... et comment on pourrait l'appliquer aujourd'hui. *Centre international de recherches sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél. : 09 50 51 10 89.*

Tarn-et-Garonne : festival vers une humanité équitable, 12 septembre au domaine de la Panouille, organisé par *Emmaüs 82, domaine de la Panouille, 82290 La Ville-Dieu-du-Temple, tél. : 06 B50 48 85 53.*

Haut-Rhin : vivre en autonomie, 12 et 13 septembre à 9h30, à Linthal, autonomie dans les domaines de l'énergie, des matériaux, de l'eau, de l'alimentation. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Gard : 19e Terrabio, 12 et 13 septembre, à Remoulins, marché bio de plein air avec une centaine d'exposants. Entrée libre. Concert gratuit le samedi soir. Ateliers et conférences. *Nature et Progrès Gard, 12, rue Rivarol, 30000 Nîmes.*

Loire-Atlantique : fête de la Grée, 12 et 13 septembre, fête en soutien à l'écolieu, demi-tarif pour ceux qui arrivent sans moteur. Présentation des activités, des chantiers, spectacles pour petits et grands. *Les Amis de plein Grée, La Grée, 44660 Soulvache, tél. : 02 40 28 68 85.*

Bio **Belgique : oasis du Ginkgo,** 13 septembre à 14h, chez Henri et Marise André, 1 A/4, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles, jardin collectif de 30 ares au sein d'une ferme en biodynamie, selon les principes de Pierre Rabhi. *Nature & Progrès, rue de Dave, 520, 5100 Jambes, www.natpro.be.*

Bio **Seine-Maritime : créer un petit élevage de volailles,** 13 septembre à Mesnières-en-Bray, stage animé par Sébastien Perrier. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Cher : rencontres écofestives de Saint-Laurent, 13 septembre à La Couturanderie, 5 km de Vierzon, thème : la Terre nourricière. Conférence de Philippe Desbrosses. *Association Le Roseau, Céline-Marie Witezak, 15, rue de l'Etape, 18100 Vierzon, tél. : 02 48 51 51 79.*

Journée pour la liberté d'instruction, 15 septembre, 3e année. En France, il s'agit de rappeler que l'école n'est pas obligatoire, seule l'instruction l'est. Un contexte particulier après la publication du rapport gouvernemental sur les sectes qui pense que vouloir éduquer soi-même ses enfants est un signe de dérive sectaire. Pour connaître les actions près de chez vous : *http://jipli.free.fr.*

Paris : l'Inde en héritage, 16 septembre à 19h, rencontre avec Abha Dawesar pour son roman L'Inde en héritage à la librairie *Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 16 07.*

Creuse : réunion IPNS, 16 septembre à 20h30 à Ambiance Bois, Faux-la-Montagne, préparation des prochains numéros de la revue alternative du plateau de Millevaches. *www.journal-ipns.org.*

Lyon : François Maspéro et les paysages humains, 16 septembre au 15 novembre, au Musée de l'Imprimerie, 13, rue de la Poulaillerie, Lyon 2e, exposition à l'occasion du cinquantenaire des éditions François Maspéro et de son œuvre d'écrivain et de chroniqueur. *Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 19 04, www.maison-des-passages.com.*

Lyon : expédition de S!lence. 17 et 18 septembre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Paris : le racisme français et les institutions, 17 septembre à 19h, à la maison des associations du 3e, 5, rue Perrée, M° République, débat avec Olivier Lecour-Grandmaison et Odile Tobner, chacun auteur d'un livre sur le sujet. *Survie Paris Ile-de-France, contact@survie-paris.org, tél. : 01 43 35 40 41 (Claude) ou 01 48 03 45 73 / 06 88 93 35 71 (Zoul).*

Paris : Sans terres et sans reproches, 17 septembre à Paris Ateliers, 11, place Nationale (13e, M° Olympiades) à 19h30, apéro solidaire, 20h30 : projection du film, suivi d'un débat avec Christian Vélot, chercheur, Yann Fiévet, président d'Action consommation et Eric Boutarin, l'un des réalisateurs sur le thème : quel avenir pour le monde paysan ? *Consom'solidaire, maison des associations, boite 81, 11, rue Caillaux, 75013 Paris.*

Bas-Rhin : fabriquer ses enduits et peintures en terre crue, 18 septembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Paris : archives lesbiennes, 18 septembre à 19h, rencontre autour de la publication du livre Mouvements de presse par les Archives lesbiennes, à la librairie *Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 16 07.*

Saône-et-Loire : enduits à la chaux, 18 et 19 septembre à Curtil-sous-Buffières, stage animé par Michel Fleury. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Belgique : maison en bois cordé, 19 septembre à 13h, chez Gilles et Marie Prion-Poucet, 87, rue des Sautes, 5100 Dave. Maison autoconstruite en matériaux écologiques. *Nature & Progrès, rue de Dave, 520, 5100 Jambes, www.natpro.be.*

Lyon : végétarisme, choix politique, engagement personnel, 19 septembre à 15h, au *CEDRATS, 27, montée Saint-Sébastien,* débat avec Cécile Bourgain, déléguée du Rhône de l'Association végétarienne de France, et Yves Bonnardel, militant libertaire et égalitariste.

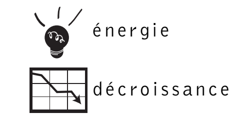
Bio **Allier : bière artisanale à l'anglaise,** 19 septembre à Tréban, stage avec Chris Wallace. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Bio **Var : produire son miel,** 19 septembre à Saint-Antonin-du-Var, stage animé par Patrick Commencas, *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Haute-Vienne : Gaston Couté, 19 septembre à Saint-Julien-le-Petit, spectacle retraçant la vie et les histoires de cet écrivain engagé. *Association Contrechamps : 05 55 69 13 18 assocontrechamps@wanadoo.fr.*

Bas-Rhin : enduits et badigeons à la chaux, 19 septembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*





agenda

Saône-et-Loire : jardinage biodynamique. 19 et 20 septembre, avec Pierre Masson. *Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château, tél. : 03 85 59 23 74, www.bio-dynamie.org.*

Isère : 13e foire bio de Mens. 19 et 20 septembre à Mens, sur le Trièves, au sud de Grenoble. *Office de tourisme, rue du Breuil, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 84 25.*

Loire : 1er forum social du Forez, 20 septembre à Saint-Etienne-le-Mollard, le matin au jardin d'Astrée et l'après-midi à la salle des fêtes. Stands associatifs. 14h25 : Philippe Corcuff. *UVA Forez, centre social de Montbrison, tél. : 04 77 96 09 43.*

Bas-Rhin : haies et arbustes. 20 septembre, formation avec Jean-Michel Florin. *Ferme de Truttenhausen, 67140 Heiligenstein, tél. : 03 88 08 44 17, www.bio-dynamie.org.*

Seine-Saint-Denis : tisanes, baumes, macérats huileux... des plantes au quotidien, 20 septembre à Montreuil, avec Virginie Bitaillou. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Nord : fête de la nature, du patrimoine et du développement durable, 20 septembre au CENH, avec stands associatifs sur la HQE, les énergies renouvelables, les savoir-faire d'autrefois. *CENH, Centre d'éducation nature du Houtland, chemin de Rubrouck, 59470 Wormhout, tél. : 03 28 65 76 00.*

Rouen : procès pour refus d'ADN, 21 septembre au tribunal correctionnel, François Vaillant, rédacteur en chef de la revue Alternatives non-violentes, est convoqué car comme Déboulonneur (anti-pub), il a été condamné à 1 euro symbolique en mai 2007 et devient donc un délinquant ! Il passe cette fois en procès pour refus de prélèvement d'ADN. Soirée de soutien à la Hall aux toiles à 20h30. *MAN, Centre 308, 82 rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen.*

Drôme : aromathérapie et huiles essentielles, 21 au 23 septembre à Mirmande, avec Jean Coudour. *Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Bas-Rhin : clés pour un habitat écologique, 21 septembre à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Toulouse : semaine de l'écologie populaire, 21 au 25 septembre. Lundi 21, salle du Sénéchal, rue de Rémusat, 18h30 : inauguration d'une exposition ; 20h30 conférence débat : "l'écologie, une priorité pour les quartiers populaires", avec Geneviève Azam, Hédi Bouderbala et Karima Delli. Mardi 22, à 20h, à Utopia, projection de La Rançon de la fraise suivie d'un débat avec Claude-Marie Vadrot. Mercredi 23, à 18h30 à l'Empalot, table-ronde "Etat des lieux, revendications populaires et perspectives de l'écologie dans le domaine de l'habitat et des transports". Jeudi 24 à 18h30, à Alban Minville, idem sur le thème de la santé et de l'alimentation. Vendredi 25 de 10h à 12h30, au T07, rencontres entre organisateurs, associations et institutionnels, propositions concrètes. *Alternatives en Midi-Pyrénées, Francis Mélou, résidence les Jardins d'Ariane, bât C, 5, rue Edmond-Rostand, 31130 Balma.*

Marseille : logiciel vidéo libre, 21 au 25 septembre, formation. Renseignements : *Apeas, 49 rue de Village, 13006 Marseille, tél. : 04 91 99 02 40, www.apeas.fr.*

Hautes-Alpes : plâtre écologique, 21 au 25 septembre, formation de 35 h, tout public : les enduits, les mélanges, les moulures, les colorants... *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Indre-et-Loire : création variétale, sélection et résistance. 22-23 septembre à Montlouis, château de Bourdaisière, séminaire de Tom Wagner sur la création variétale de tomates et de pommes de terre, leur sélection (en fonction de divers critères de saveur, de couleur, etc.) et leurs "résistances" (maladies, sécheresse, etc). *Kokopelli, 131 impasse des Palmiers, 30100 Alès. tél. : 04 66 30 64 91, www.kokopelli.asso.fr.*

Bas-Rhin : aromathérapie, 23 septembre à 14h, à Sparsbach, comment produit-on les huiles essentielles, comment on les utilise. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Seine-Saint-Denis : les teintures naturelles, 23 et 24 septembre à Saint-Denis, avec Sandrine Rozier. *Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Paris : littérature, 23 septembre à 19h, rencontre avec Pascal Morin, auteur de Biographie de Pavel Munch et Anne Percin, auteure de Bonheur fantôme à la librairie *Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 16 07.*

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien ménager, 24 septembre à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Drôme : produits de soin et hygiène à partir des plantes, 24 au 26 septembre, avec Jean Coudour. *Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Bas-Rhin : initiation à la construction en bottes de paille, 25 septembre à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Val-de-Marne : 1er cercle de silence, 25 septembre à 18h30, entrée du RER-A à Saint-Maur-des-Fossés, contre le traitement inhumain des sans-papiers. *http://cercledesilence.info.*

Haut-Rhin : le monde éthérique dans le monde végétal. 25 au 27 septembre, formation avec Dorian Schmidt, Jean-Michel Florin et Christine Picariello. *Maison Oberlin, 278A, le Schoultzbach, 68370 Orbey, tél. : 03 89 71 26 15, www.bio-dynamie.org.*

Gard : économie sociale et solidaire entre les gens et la nature, 25 au 27 septembre à La Fourmilière à Alès. Vendredi à 19h : conférence de Philippe Derudder sur les monnaies complémentaires. Samedi et dimanche : stands et ateliers avec une vingtaine d'associations et d'entreprises : achat groupé à des agriculteurs, écohabitat en autogestion collective, boire enfin : fruits et plantes locales, financement responsable, création d'entreprise et réseau pour agir comment ?, communication non violente parents/enfants, réseau d'échanges et d'entraide, bricolage vélo, trouver sa place pour une société désirée... *Collectif créatif cévenol, La Fourmilière, 1188, avenue des Frères Lumière, ZI Bruèges, 30100 Alès.*

Paris : créations antipublicitaires, 26 septembre à 14h à l'espace Kracjberg, Musée de Montparnasse, 21, avenue du Maine (14e), création d'une œuvre *The Junk mail experiment* par l'artiste Barbara Hashimoto à partir de prospectus ; présentation de la machine distributrice d'arbres de l'artiste québécois Andrew Chartier. A 16h, débat autour de la monoculture d'arbres avec Résistance à l'agression publicitaire et les Amis de la Terre. Exposition ensuite jusqu'au 10 octobre. *Amis de la Terre Paris, Claude Bascompte, 95, rue des Grands-Champs, 75020 Paris, tél. : 01 43 56 93 18.*

Cher : Union pacifiste, 26 et 27 septembre, à Saint-Amand-Montrond, assemblée générale de l'association, visite de la maison natale de Louis Lecoin. *Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél. : 01 45 86 08 75.*

Savoie : stage de cuisine bio. 26 et 27 septembre, à Saint-Pierre-de-Genebroz (près des Echelles), composer des repas équilibrés, profiter des plantes sauvages, respecter la dimension conviviale et festive du repas. *Annie Dijoud-Richel, Bande, 73360 Saint-Pierre-de-Génébroz, tél. : 04 79 36 54 98, jacquesrichel@yahoo.fr.*

Marseille : clown activiste, 26 et 27 septembre, stage de formation à l'action non-violente. *Xavier Renou, tél. : 06 64 18 34 21, www.desobeir.net.*

Rhône : restauration basse consommation. 26 septembre à Sainte-Foy-lès-Lyon, visite d'une maison des années 1950 restaurée avec isolation par l'extérieur, double ou triple vitrage, pompe à chaleur air-eau, centrale photovoltaïque... *ALE, 8, rue Béranger, 69006 Lyon, tél. : 04 37 48 25 90, www.ale-lyon.org.*

Loire : créer un petit élevage de volailles, 26 septembre à Boyer, stage animé par Hervé et Bernadette Ricca. *Savoir-faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Marseille : festival solidaire, 26 septembre, au parc de l'Oasis, boulevard de Padouane, dans le 15e, renseignements sur *www.festisol.org.*

Seine-Saint-Denis : maîtriser un chantier en éco-construction, le 26 septembre à Saint-Denis, avec Rémy Beauvisage, *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Nord : visite d'une installation solaire, 26 septembre à Lomme : système solaire combiné avec une chaudière à condensation et système photovoltaïque de 3kWc. *EIE, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille.*

Tours : 6e Fougère, 26 et 27 septembre au Hall B du parc des expositions, plus de 200 exposants, bio, associations, habitat sain, renouvelables, 48 conférences et ateliers. *Salon Fougère, Hamarnils, BP8, 77520 Donnemarie-Dontilly, tél. : 01 64 01 31 86, www.salon-fougere.com.*

Val-de-Marne : femmes en résistance à l'invisibilité, 26 et 27 septembre à Arcueil, espace municipal Jean-Vilar, festival féministe de documentaires. Samedi 26 à 13h30 : Un ruban rouge autour de ma maison ; Les maisons de Hristina et Suzanne Raes ; 15h45 : Siete instantes ; 18h : débat féminisme, quelle visibilité ; 20h30 : The Sari Soldiers. Dimanche 27 à 13h30 : Jana Sanskriti, un théâtre de campagne, Shadi; 15h45 : Femmes précaires à la dérive, Nous ouvrières de la Sogantal ; 17h30 : Binka, marche de nuit lesbienne et féministe... Programme complet : *http://resistancesdefemmes.wordpress.com.*

Côte-d'Or : foire écologique de Semur-en-Auxois. 27 septembre au Centre Saint-Exupery. Thème : la crise, une chance pour la planète ? Pour une économie écologique, sociale et solidaire. *Auxois-Ecologie, BP 27, 21140 Semur-en-Auxois*

Belgique : habitat groupé, 27 septembre à 11h, 13h, 15h et 17h, visite de l'habitat groupé La Tarlatane, 15/6 rue du Centre, 1460 Virginal (Ittre). Ancien pensionnat religieux transformé en huit appartements et des espaces communs, avec un parc d'un hectare. Rénovation en matériaux écologiques. *Nature & Progrès, rue de Dave, 520, 5100 Jambes, www.natpro.be.*

Puy-de-Dôme : 9e Bionature, 27 septembre à Saint-Gervais d'Auvergne, halle Cœur de Combrailles, thème de l'année : l'écocitoyenneté, 50 stands, table-ronde à 15 h : "pourquoi et comment s'installer en agriculture biologique ?". *Bio Nature, communauté de communes, rue de l'Egalité, 63390 Saint-Gervais-d'Auvergne, tél. : 04 73 85 84 58, www.cœurdecombrailles.fr.*

Saône-et-Loire : 6e fête altermondialiste mâconnaise, 27 septembre à la Roche Vineuse, avec marché paysan, une centaine d'associations, mini-forums, conférence de Paul Ariès Quelle économie pour une société solidaire ? Programme complet : *comité Attac Mâcon, 63, rue de Strasbourg, 71000 Mâcon, tél. : 06 73 21 32 86, www.local.attac.org/71.*

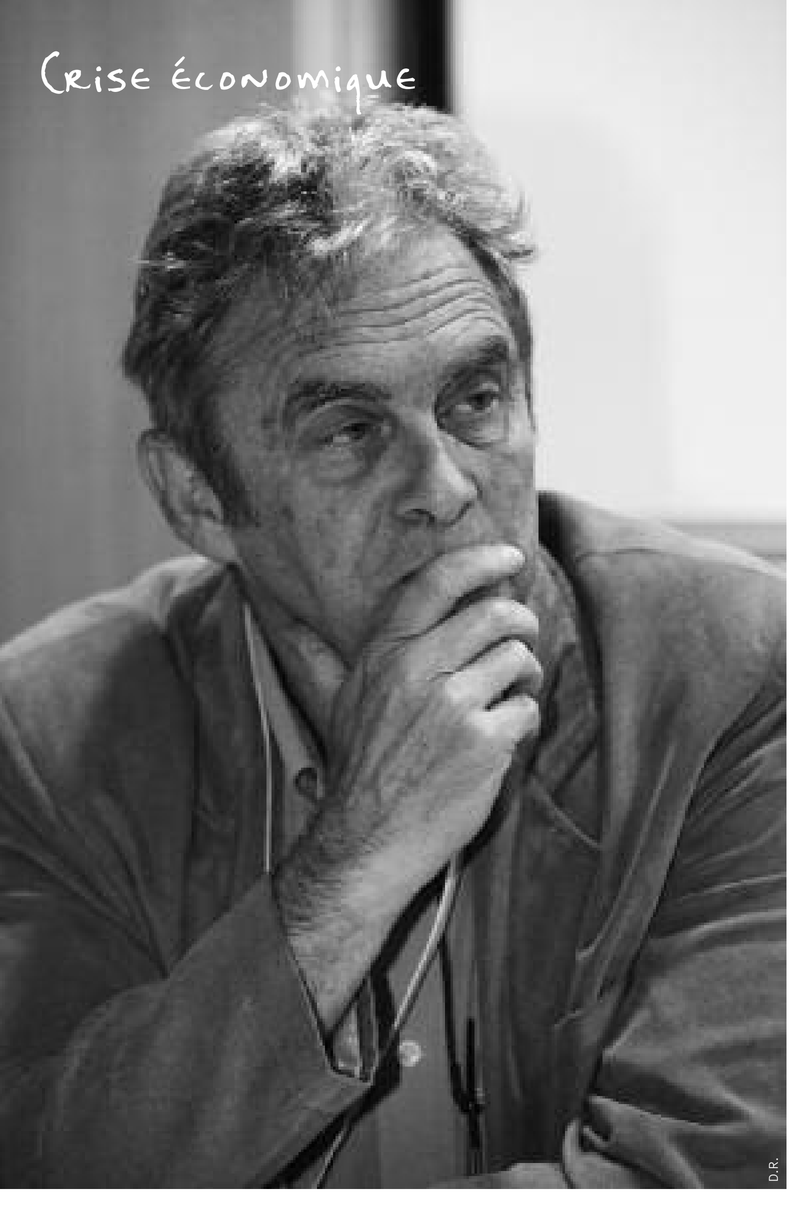
Arles : alter-randonnée, 27 septembre à 10h, place Lamartine pour randonnée à Saint-Mitre-les-Remparts. Covoiturage. *Attac Pays d'Arles, Maison de la vie associative, boulevard des Lices, 13200 Arles.*

Hautes-Alpes : rencontre inter-SEL, 27 septembre à Romette (Gap), salle Romettine, *La Belle de Gap, chez Aimée Cézanne, 24, rue du Colonel-Roux, 05000 Gap, tél. : 04 92 46 22 65.*

Deux-Sèvres : autoconstruction d'éolienne, 28 septembre au 2 octobre, stage à l'atelier de la Fesnaie, à Arçais, animé par l'association Tripalium. L'Atelier La Frênaie favorise déjà depuis deux ans l'autoconstruction de yourtes et tipis. Quinze personnes maximum pourront participer à la construction de trois éoliennes d'1,20 m de diamètre. *La Frênaie, 44, route de Saint-Hillaire, 79210 Arçais, tél. : 05 49 26 96 91, lafrenaie.org@gmail.com.*

Bayonne : logement social sur la côte basque, 28 septembre à 19h, à la Taverne du cinéma l'Atalante, café-débat avec le Comité ouvrier de logement (COL). *ATTAC Pays Basque, 81, avenue des Glycines, 64990 Mouguerre.*

Lille : soirée jeux, tous gagnants, 29 septembre à 20h, à la MRES, découverte des jeux coopératifs. *Le Pas de côté, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 18 48.*


D.R.

L'alternative entre guerre et dialogue de civilisation

Ecrivain, philosophe, ancien compagnon de route de Michel Rocard, directeur du Centre international Pierre Mendès France, Patrick Viveret est un altermondialiste convaincu, un humaniste et un passeur. Conseiller référendaire à la Cour des comptes, ancien rédacteur en chef de la revue *Transversales Science et Culture,* il est l'un des initiateurs des « Dialogues en humanité », le fondateur du projet SOL, un système de monnaie libre expérimenté dans plusieurs régions de France, et l'auteur d'un rapport sur une nouvelle approche de la richesse intitulé « Reconsidérer la richesse ». *« Nous sommes en train de vivre, bien au-delà de la crise qui n'en est que la manifestation grossissante, la fin du grand cycle historique des temps modernes. Ce qui est en train de se clore aujourd'hui, c'est le salut par l'économie, »* souligne-t-il dans l'interview qu'il nous a accordée. Il y évoque aussi le PIB, qu'il qualifie de thermomètre qui nous rend malade, le fétichisme de l'argent et la nécessité de *« faire émerger une citoyenneté terrienne capable d'articuler le meilleur des différentes traditions de civilisation. »*

Les origines de la crise économique que nous traversons aujourd'hui ne seraient-elles pas plus culturelles et spirituelles que financières ?

C'est l'hypothèse qu'ont formulée Keynes et Georges Bataille dès 1930. Ce dernier est l'auteur d'écrits très anticipateurs sur la sphère économique dont *La dépense* qui montrait que le problème le plus difficile à régler est celui de l'abondance. Culturellement, nous sommes organisés pour traiter la question de la rareté plutôt que celle de l'abondance. Quand on ne sait pas traiter l'abondance, on finit par traiter le vertige et la dépression nerveuse collective que génère cette abondance par la guerre. Celle-ci est la forme la plus terrible de destruction de l'abondance et de rétablissement de la rareté. Si l'on veut sortir de cette logique destructrice, il faut reconnaître, tout d'abord, que la plupart des problèmes que nous rencontrons sont liés à une mauvaise gestion de l'abondance. Celle ci ne peut-être considérée comme une opportunité que si l'on a su construire des repères de valeurs qui permettent ensuite de choisir dans ce potentiel d'opportunités qu'est l'abondance (on le voit bien par exemple dans l'économie numérique où une abondance d'informations devient source de vertige chez des individus ou des groupes non structurés dans leurs repères).

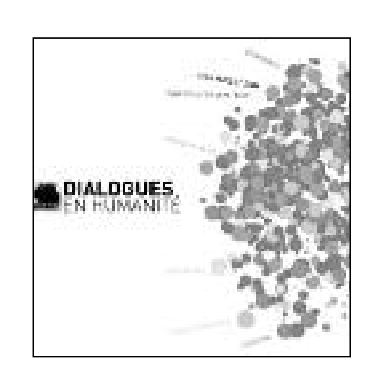
C'est la condition pour mettre fin à la logique de guerre économique qui organise artificiellement la rareté. C'est dans le domaine monétaire que cette logique est la plus évidente. Comment expliquer sinon que les gouvernements occidentaux mobilisent des milliers de milliards de dollars ou d'euros pour sauver le système bancaire et se montrent, en revanche, incapables de trouver quelques millions d'euros au bénéfice de l'université, de la santé ou d'enjeux aussi vitaux, pour l'humanité, que les problèmes de la faim, des soins de base ou de l'eau potable ? C'est cette même logique qu'ont mis en évidence les chiffres communiqués par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : les seules dépenses de publicité mondiales représenteraient dix fois les sommes supplémentaires nécessaires pour assurer les besoins vitaux de l'humanité (logement, eau potable, faim dans le monde).

Y-a-t-il une fatalité à la guerre économique mondiale que nous connaissons ?

Il n'y a aucune fatalité à cette guerre économique. Celle-ci ne s'explique que très partiellement par une rareté des ressources. L'essentiel de la guerre économique tient à des logiques culturelles. Keynes l'a mis en évidence dès 1930 dans son texte prophétique *Perspectives économiques pour nos petits enfants* dans lequel il montrait que l'origine de la crise, prétendument économique des années 1930, était en réalité culturelle. C'est ce qu'il appelait « la dépression nerveuse collective » de sociétés incapables de gérer l'abondance.

Nos sociétés ne souffriraient-elles pas également de l'insuffisance de leurs indicateurs, ces thermomètres qu'elles se sont donné, tels le PIB ?

Le problème de ces indicateurs tient au fait qu'ils ne nous renseignent pas sur des richesses réelles puisque une grande partie de celles-ci sont invisibles à leurs yeux. Ainsi des extraordinaires richesses que constituent les activités domestiques, les activités bénévoles ou les savoirs qui sont exprimés sans échange monétaires. Et inversement, vont être comptabilisées comme richesses positives des dépenses monétaires qui sont liées à des destructions. Le naufrage de l'Erika a ainsi fait progresser la richesse nationale. Les valeurs ajoutées monétaires liées au remplacement du pétrolier, aux flux monétaires d'indemnisation des assurances ont été comptabilisées positivement dans le PIB de la même façon que les accidents de la route. Inversement, les bénévoles qui nettoyaient gratuitement les plages souillées par le cargo étaient, eux, des inactifs improductifs complètement invisibles du point de vue de la comptabilité nationale. De tels indicateurs, parce qu'ils sont devenus exclusivement monétaires, rendent nos sociétés profondément malades. Nous sommes dans la situation d'un marin qui aurait décidé d'un changement de cap en gardant ses instruments de bord calés sur la croissance productiviste intérieure.



“ *Le simple énoncé des risques, au lieu d'être une incitation à l'action, provoque au contraire de la peur face à un sentiment d'impuissance.* ”


D.R.

➤ *Mini-débats lors des "Dialogues en humanités" - Lyon 2008*

En ce début de XXIe siècle comme dans les années 1930, l'homme semble courir à la catastrophe sans même songer à changer de cap. Quels ressorts secrets expliqueraient, selon vous, cette étrange conduite ?

Nous sommes, aujourd'hui, dans une situation où ceux qui connaissent la gravité des enjeux n'ont pas forcément le pouvoir de mettre en œuvre le changement qui serait nécessaire. Alors que ceux qui pourraient le faire n'ont pas forcément le savoir nécessaire. N'oublions pas que la prise de conscience d'enjeux comme le dérèglement climatique ou les attaques contre la biodiversité ne sont le fait que d'une part relativement limitée de la population. De même, le travail de sensibilisation des décideurs est loin d'être terminé. Ceux qui savent et ceux qui veulent ont des intérêts divergents.

Il y a aussi un ressort secret plus fondamental. « On ne croit pas ce que l'on sait » souligne Jean-Pierre Dupuy dans son livre *Pour un catastrophisme éclairé*. Quand l'humanité est confrontée à une angoisse majeure et qu'elle a le sentiment qu'elle n'a pas de réponse face à celle-ci, la modalité classique de réponse est celle de l'évitement. L'accumulation des annonces concernant des risques majeurs provoque une logique de fuite. Il faut le signaler car, trop souvent, les mouvements qui sont uniquement dans l'alerte ne se rendent pas compte que le simple énoncé des risques, au lieu d'être une incitation à l'action, provoque au contraire de la peur face à un sentiment d'impuissance. Le fond du problème réside dans cette angoisse supérieure que nos sociétés occidentales ont tant de mal à traiter qui n'est autre que l'angoisse de la mort. Quand on pose au centre la question de la mort, on observe que la mort, qui est inéluctable, ne constitue pas le problème. La mort peut, quand on la prend de face, devenir une alliée. C'est un des points communs des traditions de sagesse bien résumés par la phrase « vis comme en mourant tu aimerais avoir vécu ». Le vrai problème pour l'humanité n'est pas un problème de survie biologique mais le gaspillage de potentialités créatrices et de qualités de conscience généré par ces formes d'évitement. « Il faut passer de la peur de la mort à l'audace de vivre » a écrit Arnaud Desjardins. Tant que l'on ne l'a pas fait, le ressort secret qui est la logique de l'évitement face à une angoisse suprême non formulée vient nourrir inconsciemment le fait de ne pas croire à ce que l'on sait.

L'argent, compte tenu de la place démesurée qui lui est fait, est devenu un des fléaux de nos sociétés. Comment changer nos rapports à l'argent ? Que pensez-vous des monnaies alternatives ?

Derrière l'argent, c'est une forme de fantasme d'immortalité qui se met en place. Il n'est pas neutre de continuer de parler d'argent, c'est-à-dire d'un métal précieux. Or, l'argent — tout comme l'or depuis 1971 — n'est plus utilisé comme vecteur des échanges, mais il garde sa charge symbolique fascinante. Mais, si on l'évoque c'est que se profile, ici aussi, un lien avec la mort. Car un minéral précieux, n'est-ce pas le symbole d'une forme d'immortalité ? Si l'on n'observe pas, par rapport à la mort, l'attitude qui est celle des traditions de sagesse, qui nous invitent à regarder la mort en face et à sortir des logiques de l'angoisse, on souffre d'un fantasme pervers d'immortalité qui nous empêche de vivre. « Le temps c'est de l'argent » dit l'expression populaire. C'est en fait du temps mort qui est transformé en argent. Au nom d'une promesse de bonheur futur, on s'empêche de vivre le moment présent.

Les monnaies alternatives ne sont véritablement alternatives que pour autant qu'elles changent la posture à la monnaie. On a vu, au moment de la crise argentine, lors de l'effondrement de la monnaie nationale naître des monnaies alternatives comme les créditos, qui ont pris une importance considérable[1]. Sept millions d'Argentins ont utilisé cette monnaie alternative. Faute d'avoir véritablement changé de posture par rapport à la monnaie, certains réseaux argentins ont reproduit avec les créditos les mêmes rapports fétichisés qu'ils avaient eu auparavant avec les pesos ou les dollars. On a vu des spéculations se déchaîner sur les créditos et le système a fini par entrer en crise. Pour toutes les monnaies alternatives ou complémentaires — comme le SOL en France — il faut se diriger vers une réappropriation collective de la monnaie et ne jamais oublier l'enjeu politique et démocratique des monnaies alternatives.

Comment échapper à cette « dépression nerveuse universelle » de l'Occident dont témoigne cet attachement morbide à l'argent. Ne s'agirait-il pas d'abord de décoloniser nos consciences et de nous réapproprier l'art de vivre, les sagesses et les traditions spirituelles anciennes ?

Outre les écrits de Keynes et de Bataille, un autre texte datant également des années 1930,

> ***Il va nous falloir choisir ce qu'il y a de meilleur dans la modernité en évitant le pire : la chosification du vivant et des rapports humains et la marchandisation intégrale.***

1. Lire "Cultiver les projets fertiles", entretien avec Heloisa Primavera, *Silence* n°365, février 2009.

Malaise dans la civilisation, met en évidence que les malaises évoqués sur le plan du psychisme individuel peuvent aussi se retrouver au niveau du psychisme collectif. Face à ces logiques mortifères de régression psychique (le « thanatos »), nous avons besoin de logiques de vie que Freud a appelé « Eros ».

Il faut en effet décoloniser nos consciences et nous réapproprier les sagesses et les traditions spirituelles anciennes. A condition de garder le meilleur de la modernité et de rester lucide sur le fait que l'on trouve le meilleur mais aussi le pire dans les sociétés traditionnelles. L'un des problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés tient au fait que nous sommes en train de vivre, bien au-delà de la crise qui n'en est que la manifestation grossissante, la fin du grand cycle historique des temps modernes. « Nous sommes passés de l'économie du salut au salut par l'économie » a écrit Max Weber pour caractériser l'entrée dans la modernité occidentale qui fut aussi celle de l'avènement du capitalisme. Or, ce qui est en train de se clore aujourd'hui, c'est le salut par l'économie. Les promesses du salut par l'économie n'ont pas été tenues. Les progrès technique, scientifique et économique ne conduisent pas automatiquement au progrès social. La solution finale a été un démenti tragique de cette automaticité. Parallèlement, la question du salut resurgit pour l'humanité à travers l'ampleur des défis qui menacent la poursuite de sa propre aventure. Le risque existe bel et bien que l'on sorte par le bas du cycle de la modernité par la régression pré-moderne. Ce sont le risque que tous les fondamentalismes et les extrémismes font peser. Il va nous falloir choisir ce qu'il y a de meilleur dans la modernité en évitant le pire : la chosification du vivant et des rapports humains et la marchandisation intégrale. Mais, la modernité signifie aussi l'émancipation sous toutes ses formes : la liberté de conscience, le doute, l'individuation qui ne se réduit pas à l'individualisme. Il faut pouvoir retrouver également le meilleur des sociétés traditionnelles (leur rapport très fort à la nature, au lien social et au sens) en écartant le pire. Sinon, le rapport à la nature peut devenir un rapport de pure soumission, le rapport au sens, un rapport de sens identitaire et le rapport au lien social devenir un lien qui entrave par le poids du collectif. L'humanité ne peut avancer dans sa conscience collective et faire émerger une citoyenneté terrienne que si elle est capable d'articuler le meilleur des différentes traditions de civilisation et d'en limiter les aspects destructeurs ou régressifs. Ici se joue l'alternative entre guerre ou dialogue de civilisation.

C'est ce à quoi vous travaillez avec les Dialogues en Humanité ?

Tout à fait. L'hypothèse originelle des Dialogues en Humanité est de dire que la question humaine est la plus passionnante mais aussi la plus difficile qui soit. Contrairement à une vision humaniste classique qui prétend remettre l'homme au centre et qui fait croire qu'ici réside la solution du problème, nous disons qu'il faut remettre l'humain au centre tout en sachant que ce n'est pas la solution mais le début du problème. Car l'humain est capable du meilleur de l'humanité comme du pire de l'inhumanité. Aucune autre espèce que l'espèce humaine n'a été capable de logiques destructrices avec un tel degré de barbarie. La question est de savoir comment on travaille à faire bouger le curseur dans le sens du meilleur plutôt que du pire.

La question humaine est la question centrale. Toutes les autres difficultés que rencontre l'espèce humaine sont en fait des dégâts collatéraux liés à la difficulté qu'à l'humanité à vivre sa propre condition.



D.R.

Jeu coopératif pour favoriser le dialogue lors des "Dialogues en humanité" - Lyon 2008

Les Dialogues en Humanité sont un carrefour qui vise à mettre en évidence les potentialités créatrices qui sont considérables mais qui, souvent, ne se connaissent pas entre elles. Ils visent aussi à développer des stratégies de propositions et d'influence.

Nous accordons autant d'importance à la forme qu'au fond. Nous nous réunissons à Lyon sous les arbres du parc de la Tête d'Or (ndlr : début juillet). Car on ne se parle pas de la même façon sous des arbres que dans une salle de congrès classique. Nous démarrons systématiquement nos Dialogues par les ateliers du sensible qui mobilisent les trois intelligences des traditions de sagesse : intelligence du corps, intelligence du cœur et intelligence de l'esprit. Le débat n'a pas la même teneur quand on a participé auparavant, à travers les ateliers du sensible, à une expérience d'intelligence du corps et du cœur que dans un débat d'intelligence mentale classique.

Propos recueillis par Eric Tariant ■

À lire

■ **Pourquoi ça ne va pas plus mal** de Patrick Viveret (Fayard 2006)

■ **Reconsidérer la richesse** de Patrick Viveret (L'Aube 2003)

■ Consulter le site : http://dialoguesenhumanité.free.fr



Ziad Medoukh lors d'un débat au festival Camino pour la non-violence

Résistance non-violente à Gaza

A l'occasion du festival Camino pour la non-violence[1], *Silence* a rencontré Ziad Medoukh, coordinateur du Centre de la paix de l'université Al Aqsa de Gaza.

Ziad Medoukh

Adolescent, Ziad Medoukh se retrouve un jour avec plusieurs autres enfants avec une pierre dans la main face à des chars israéliens d'occupation. Etrangement, il pose la pierre par terre et préfère ne pas la lancer. Tout au long des années qui suivent, il s'interrogera sur la signification de ce geste. Un parcours qui aboutit à la création en 2006 du Centre de paix au sein de l'université Al Aqsa de Gaza, dans laquelle il est chef du département de français. Ce centre organise des formations aux principes de citoyenneté, de droits de l'homme et des femmes, de démocratie, de paix, de vivre ensemble et de non-violence. Il mène des recherches sur les pratiques démocratiques au sein de la société civile en Palestine.

Gaza

Un million et demie de personnes vivent enfermées à Gaza. Depuis le siège imposé depuis 2007 par Israël, seuls trente à quarante produits sont importables aujourd'hui. "Livres, disques, vêtements, tissus, chaussures, aiguilles, ampoules électriques, bougies, allumettes, instruments de musique, draps, couvertures, matelas, tasses, verres... sont interdits et ne peuvent transiter que par les fragiles tunnels vers l'Egypte, cibles de bombardements répétés". Alors que les bombes ont tant détruit, le ciment, les portes, vitres, fenêtres, ne sont pas autorisés, pas plus que le thé, le café, la semoule. (source : "Ouvrez les portes de Gaza", tribune dans *Libération,* 15 juin 09)

Où en est la résistance non-violente en Palestine ?

D'abord il faut rappeler que tout peuple occupé a le droit de se défendre. Il s'agit d'un droit positif inscrit dans les règles du droit international. Ceci dit, on peut distinguer en Palestine trois formes de résistance : la défense armée, celle des militaires. Elle est légitime. La deuxième, c'est l'attachement à la terre, à l'éducation, qui est également en soi une forme de résistance du peuple palestinien. Malgré des conditions extrêmement difficiles, l'éducation est maintenue et organisée à large échelle. Et pour les habitants, ne pas partir, c'est déjà une manière très forte de résister. Le blocus contre Gaza n'a pas fait fuir les gens, contrairement à l'effet attendu par l'armée israélienne.

Enfin la non-violence proprement dite : actions non-violentes, boycotts, grèves, articles… Le fait d'être non violents est déjà une victoire. Il y a une pratique massive de la non-violence au quotidien en Palestine, dans les familles, les écoles. Mais les médias ne parlent que de la violence et des crimes.

La non-violence se heurte à trois difficultés en Palestine : l'occupation ainsi que la situation économique désastreuse qui poussent à la radicalisation ; le fait de ne pas être connus à l'extérieur, qui affaiblit ces actions ; enfin le fait que la non-violence est une pratique et une démarche qui demande beaucoup de patience, de courage, de détermination. C'est risqué. Nous sommes parfois accusés d'être des traîtres.

Y a-t-il des débats sur les formes et les stratégies de résistance en Palestine ?

Nous devons faire face à trois sortes de violence : d'abord et avant tout la violence de l'occupation : bombardements, attaques, blocus, mur…Nous faisons face également à la résistance armée palestinienne, des tirs de roquettes, des attentats, que les Palestiniens subissent aussi comme une violence. Enfin il faut parler de la violence inter-palestinienne, celle des rivalités et des affrontements entre factions et partis palestiniens.

Pourtant il existe des alternatives. En Palestine, on peut dire que la non-violence est une force populaire, alors que la violence est le fait de factions. La non-violence est très forte mais souffre de ne pas avoir de base historique, philosophique, théorique. Pourtant nous préparons le terrain pour l'avenir, pour la paix.

Dans votre vision de la résistance, qui considérez-vous comme l'adversaire ?

Notre adversaire n'est pas le peuple israélien, encore moins le peuple juif, envers lesquels nous ne nourrissons pas de haine. Nos adversaires sont l'armée et le gouvernement israéliens. C'est le gouvernement qui mène une politique coloniale, avec le mur, le blocus, les check-points, les bombardements, etc.

Développez-vous des liens avec des mouvements israéliens et internationaux ?

Ce que vous devez comprendre c'est qu'à Gaza nous sommes enfermés. Nous ne pouvons pas sortir. Nous sommes isolés depuis trois ans. Même avec les habitants de Cisjordanie nous ne pouvons pas nous voir. Dans ces conditions comment voulez-vous que nous rencontrions des Israéliens ? C'est malheureusement impossible. La loi interdit aux Israéliens d'aller à Gaza. Les seules possibilités de nous rencontrer c'est à l'extérieur de nos deux pays, quand nous pouvons nous en échapper. Les liens que je développe sont surtout avec les réseaux non violents internationaux. C'est un miracle que je sois autorisé à aller à l'extérieur.

Quelle issue politique voyez-vous et quel espoir nourrissez-vous ?

La situation a beau être délicate, je n'en reste pas moins optimiste. Tout d'abord parce que la non-violence est pratiquée par de nombreux Palestiniens, qui continuent à habiter leur terre. Ensuite parce que l'éducation continue, en dépit des difficultés. Enfin parce que nous n'avons rien à perdre. C'est pourquoi nous n'avons pas d'autre choix que de continuer.

Que pensez-vous de l'évolution des négociations de paix avec l'arrivée d'Obama ?

Avec Obama il est sûr qu'il y aura moins de tensions par rapport à Bush. Il fait pour l'instant de beaux discours, mais que se passera-t-il concrètement ? Pour l'instant le blocus sur Gaza n'a pas été levé, l'apartheid est toujours là. Pour imposer une paix juste et durable, il n'y a pas d'autre solution que de faire pression sur les Israéliens pour imposer un processus de paix. C'est la responsabilité de la communauté internationale. La seule solution sera politique et non militaire. Il faut aboutir à la création d'un Etat palestinien pouvant vivre en paix et en sécurité à côté d'Israël.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

1. Organisé par l'association columiérine socio-éducative (ACSE), le festival Camino s'est déroulé du 12 au 15 juin 2009 à Tournefeuille dans le but de valoriser la culture de non-violence de manière ludique, festive et populaire. Voir *Silence* n° 353, p.5-8.


Raphaëlle avec ses brebis.

Raphaëlle de Seilhac, Terre de valeurs

ETRANGE COÏNCIDENCE. LORSQUE NOUS RECHERCHIONS DES PRODUCTEURS POUR NOUS accueillir, Raphaëlle fût la première à nous ouvrir les bras. Parallèlement, nous étions en contact avec *Chemin Faisant,* deux baroudeurs qui ont mené un périple proche du nôtre. Quand nous leur avons demandé où les rencontrer, ils ont tout naturellement répondu : « dans nos yourtes au coeur de la Corrèze, chez une certaine Raphaëlle de Seilhac ». Si toutes les routes mènent au Mons, ce n'est peut être pas un hasard... Nous y étions du 30 mars au 4 avril 2009.

Après une enfance parisienne privilégiée et un parcours éclectique, Raphaëlle a hérité en 1997 de ce lieu, composé d'une grande maison familiale, de 12 hectares de champs et de 40 hectares de forêt. Séduite par la magie du site et attirée depuis des années par la terre, elle s'y est installée comme paysanne en 2003. L'exploitation, menée en agriculture biologique, compte désormais 40 hectares cultivables. Des moutons ainsi que des bovins à viande y sont élevés. Quatre chambres d'hôtes de "haut-standing" ont aussi été aménagées.

De l'individuel au collectif

Le projet de Raphaëlle est donc de créer une fondation tournée vers des valeurs qu'elle porte (le développement durable, l'équité, la culture, l'innovation...) et de faire du Mons un lieu où tout un chacun pourrait s'installer et créer son métier ou sa façon de vivre, dans le respect de ces valeurs. Les personnes impliquées dans l'exploitation agricole des terres du domaine auraient un accès libre à celles-ci, mais Raphaëlle souhaite qu'une large diversité de métiers soient représentée (artisans, actifs extérieurs...). La seule condition est que chacun participe activement à la vie du lieu. Le montage d'une Société civile immobilière est prévu pour loger les occupants, tout en contournant la notion de propriété individuelle.

"Pourquoi une fondation ? Tout simplement car quand on donne quelque chose, ça sort l'élément de la spéculation. La terre est un beau patrimoine, pas question de spéculer dessus : il est à disposition de ceux qui vont y travailler. D'autres vont travailler autour car ils seront intégrés au lieu et l'équilibre doit pouvoir se faire autour de ce patrimoine".

■ Raphaëlle de Seilhac, domaine du Mons, 19800 Vitrac-sur-Montane, tél. : 05 55 27 60 87, www.vacances-en-correze.com.

■ www.cheminfaisant2005.net.


La maison familiale.


Restauration des clôtures.

Mais Raphaëlle n'en est qu'au début de ses projets et de la transformation du site. Dans sa tête est en train de germer une idée ambitieusement séduisante : faire du domaine un lieu ouvert d'échange et de réflexion autour du développement durable.

"Ma problématique au Mons, c'est de casser cette histoire d'héritage. Ça m'a empoisonné toute ma vie car j'ai trouvé que j'ai eu beaucoup trop de rapports avec mon père qui concernaient l'héritage. Il n'y a pas de raison pour moi d'avoir ce sentiment de propriété, c'est hors de propos. Et puis, on sait combien c'est difficile pour beaucoup de paysans d'avoir de la terre : l'heure est au partage. Imaginer un foncier possédé par la collectivité ne me pose pas de problème".

Raphaëlle et les personnes qui côtoient déjà Le Mons ne manquent pas d'idées : l'aménagement d'une salle de spectacle dans l'actuelle grange est par exemple déjà planifié. Cependant, le projet est encore jeune et il continue d'évoluer, alimenté par les rencontres et réflexions de Raphaëlle et de ses proches. La volonté et l'enthousiasme qu'ils mettent au service de cette initiative nous ont impressionnés. Si celle-ci vous intrigue ou vous séduit, n'hésitez donc pas à les contacter !

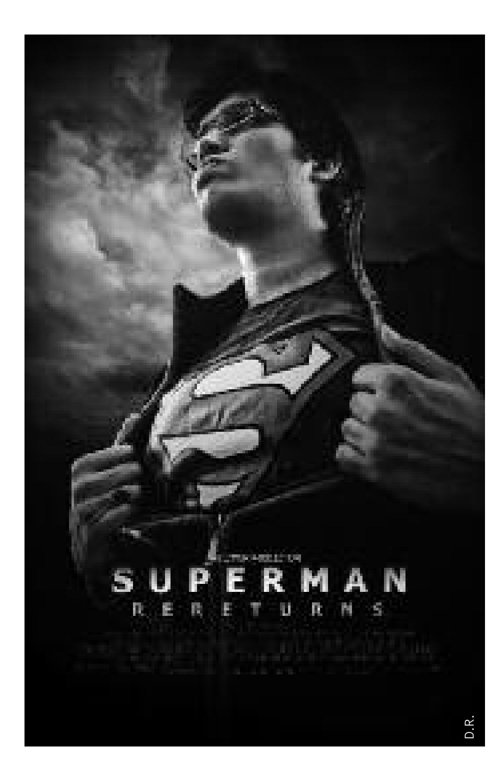
Goulven Maréchal et Alexis Lis ■

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur www.duvertdanslesoreilles.fr.



La fabrique des masculinités

Les « études de genre » se sont essentiellement penchées sur l'histoire spécifique des femmes et des minorités sexuelles, se détachant ainsi d'une histoire hégémonique faite essentiellement par et pour les hommes. Dans ce contexte il était intéressant d'interroger l'une des initiatrices du colloque qui s'est tenu en juin 2009 à l'ENS, Ecole normale supérieure, de Lyon, sur le thème de l'*Histoire des hommes et des masculinités* sur les motivations de ce choix. Anne-Marie Sohn, historienne et auteur de *Sois un homme !*[1], éclaire pour *Silence* les arcanes de la construction de l'identité masculine hier et aujourd'hui.



D.R.

Les films de super-héros entretiennent le mythe d'une certaine masculinité.

Les études sur le genre, c'est-à-dire l'analyse des constructions sociales et culturelles de la différence des sexes, ont connu un essor ces dernières années, rompant ainsi avec une vision classique des différences "naturelles" entre les sexes. Portées essentiellement sur un versant jusque-là largement ignoré du regard des chercheurs, à savoir la place et le rôle des femmes, elles commencent également à s'intéresser au champ de la masculinité en tant que construction sociale. Il est possible de reprendre la célèbre formule de Simone de Beauvoir, explique Anne-Marie Sohn, en affirmant qu' « on ne naît pas homme, on le devient ». Le choix de parler des masculinités au pluriel reflète leurs variations dans le temps et dans l'espace ainsi que selon les milieux. L'étude des masculinités peut se lire également comme le négatif symétrique de la place des femmes. Là où l'on privilégie l'initiative, la parole, la pensée pour les hommes, on impose aux femmes l'attente, la passivité, la discrétion, le silence, la croyance. « Là où les hommes devaient jouer des muscles, les filles devaient garder les yeux baissés » explique la chercheuse.

Comment fabrique-t-on des hommes ?

L'homme se construit essentiellement par ses pères et par ses pairs. Par ses pères, en reproduisant et en s'identifiant au modèle masculin dont il est issu, en héritant du pouvoir lié à son statut d'homme. Par ses pairs, en devant faire ses preuves dans une compétition virile. C'est à travers toute une panoplie d'épreuves que l'identité masculine se construit. Ainsi les guerres, les combats, sont le domaine réservé des hommes. Plus proches de nous, les épreuves professionnelles et les bizutages sont également largement spécifiques aux hommes. A travers elles, les jeunes hommes doivent prouver aux adultes à la fois leur courage, leur impassibilité, leur capacité de surmonter les déconvenues.

Pour autant les masculinités sont diverses. Dans la Grèce antique, on ne construit pas sa masculinité par le travail, qui est une activité servile. Celui-ci est par contre constitutif de l'identité masculine des ouvriers européens de ces deux derniers siècles. De même pour la paternité qui est ou non associée à l'identité masculine selon les contextes.

Violence et virilité

Les masculinités évoluent à travers le temps. Remontant au 19e siècle, Anne-Marie Sohn distingue cinq étapes de l'évolution des masculinités européennes. Autour de 1860 la masculinité est fondée sur la force, la supériorité physique au combat, l'honneur (et l'extrême susceptibilité qui l'accompagne) et le courage. Elle prend source dans la violence, la supériorité physique. Il y a une forte complaisance des adultes face aux attitudes brutales des jeunes, toutes catégories sociales confondues. Un autre élément constitutif de cette masculinité est la puissance sexuelle. C'est le champ de la virilité proprement dite : la capacité à engendrer sexuellement. Cette virilité se construit par une domination sur les femmes. Enfin l'identité masculine se construit largement après la révolution française autour de la figure du soldat citoyen.

L'homme « démocratique »

A partir de 1850-60, on assiste à un recul rapide de ce premier modèle. La société devient moins violente, la politique devient pacificatrice des relations sociales. On entre dans l'âge de la démocratie : du vote, de la délégation, des défilés (bientôt légalisés), du parlement, de la parole et des

1. Sois un homme ! Construction de la masculinité au XIX° siècle, Le Seuil, 2009, 464 p., 23€



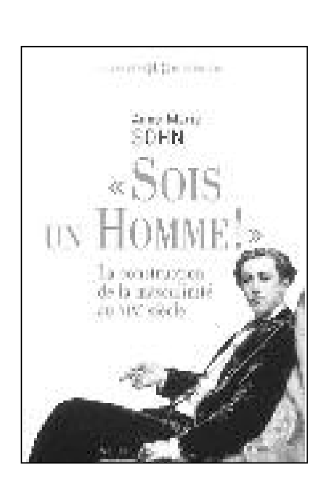
Armée, police… des métiers pour les hommes… les vrais !

journaux. Cet ensemble de nouveaux *habitus* démocratiques désamorce les conflits dans le champ politique. On voit reculer la masculinité brutale qui prédominait jusque-là, notamment par le biais de l'éducation. « L'idéal démocratique, c'est l'idéal du jeune homme sage, pondéré, éduqué, utile à sa patrie », explique Anne-Marie Sohn. On passe alors de la figure du brutal à celle du beau parleur, du leader violent au leader insolent, plus intellectuel et appuyé sur les ressources du langage. Le monde du travail semble épargné par cette mutation, il reste très brutal jusque dans les années 1960.

Quand les femmes ébranlent la domination masculine

Le début du vingtième siècle marque un tournant avec la généralisation de la scolarisation des filles. D'abord clandestinement, les lycées de filles s'alignent sur ceux des garçons jusqu'à ce que la possibilité de passer le bac apparaisse pendant l'entre-deux-guerres. Très rapidement on constate qu'elles dépassent les garçons dans leurs résultats scolaires. Elles connaissent alors une ascension sociale et commencent à partager avec les hommes des ambitions intellectuelles communes. Les femmes prennent davantage en main leur destin individuel. Cela entraîne une mutation.

Jusqu'ici les hommes étaient en compétition *entre eux* seulement. Ils avaient exclusivement d'autres hommes comme outsiders et comme concurrents. C'étaient les combats de coqs pour la séduction, les rivalités masculines pour l'honneur et le pouvoir. Avec la mixité grandissante de la société et l'émergence de femmes diplômées (même si un certain nombre de professions leur demeurent longtemps fermées), la donne change. On passe d'une domination masculine informelle, normale, à une domination plus crispée. « L'arrivée par exemple de la première femme interne, en médecine, a été très très mal vécue (…) et il y a tout un mouvement de résistance des femmes aux professions diplômées ». De la même manière que l'émergence dans l'espace public de l'homosexualité constituera plus tard un ébranlement de l'assurance masculine des hommes. Ces derniers se sentent menacés socialement par cette nouvelle donne. Ainsi la peur de l'autre se cristallise sur deux bêtes noires que sont les femmes et les étrangers, ces gens qui viennent vous voler votre pain…

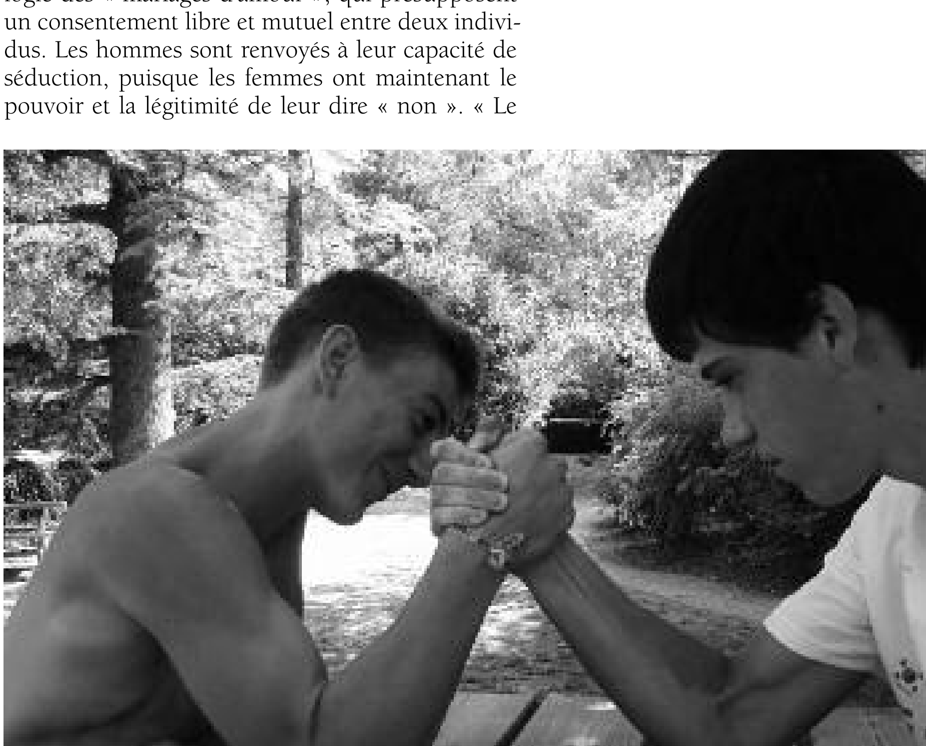


Quand "l'amour" libère…

Dans la vie privée également, les choses changent : on assiste à la montée en puissance de l'idéologie des « mariages d'amour », qui présupposent un consentement libre et mutuel entre deux individus. Les hommes sont renvoyés à leur capacité de séduction, puisque les femmes ont maintenant le pouvoir et la légitimité de leur dire « non ». « Le mariage d'amour débouche sur la maternité choisie, la paternité choisie, hommes et femmes de ce point de vue-là sont parfaitement d'accord. Le progrès des relations d'individu à individu dans le couple et dans la famille débouche sur le rapprochement des attentes ». Ces relations affectives plus confiantes au sein du couple viennent tempérer la précarisation de la masculinité liée à l'égalité, par un apaisement des relations dans le privé.



Goldorak : "Ce chevalier des temps nouveaux se bat pour l'humanité" ? … ou la masculinité ?



"On ne naît pas homme, on le devient."



D.R.

Lâcher de taureau à Pampelune (Pays basque) : rite de masculinité

Une masculinité mondialisée et hégémonique

A partir des années 1950-60, les femmes sont de plus en plus nombreuses à faire des études, souvent plus brillantes que les hommes. Les garçons sont contraints de s'adapter aux nouveaux standards imposés par l'apparition du féminisme. Les filles détestent les masculinités agressives, les garçons eux-mêmes contestent la masculinité des pères et portent cheveux longs et chemises à fleurs. Le monde du travail se décloisonne de plus en plus par rapport aux limites de genre. L'avortement et la contraception légalisés rendent les femmes maîtresses de leurs corps.

Anne-Marie Sohn, curieuse de la période actuelle, jette un regard du côté de la sociologie. Aujourd'hui, il semble que des chercheurs comme Robert W. Connell parlent d'une masculinité « mondialisée » : la domination masculine d'une mince élite mondialisée. Rejetant certaines formes de masculinité « dominées », on copie partout, en l'adaptant, un modèle de masculinité propre aux élites du capitalisme mondialisé et néolibéral. Les femmes de leur côté sont les premières victimes du recul de l'Etat social, et demeurent les catégories les plus précarisées.

Le retour des masculinités agressives

Des recherches plus récentes semblent montrer, quant à elles, que la période contemporaine se caractérise par la résurgence de masculinités agressives, violentes envers les femmes, les faibles, les homosexuels. On assisterait à cette résurgence surtout chez les jeunes des quartiers populaires issus de familles immigrées qui ont pour référence des types de masculinités traditionnelles socialement décalées. Cette masculinité a peu de prestige auprès des jeunes femmes de ces mêmes quartiers, d'où une impasse humaine, et parfois un enfermement outrancier des jeunes hommes dans ces comportements. Il y a alors un repli sur le groupe des pairs, le retour à une concurrence entre pairs.

Le retour de cette masculinité agressive serait lié à divers facteurs, notamment la dissolution du travail qui domestiquait et socialisait hier les jeunes des quartiers populaires ; la disparition des corps intermédiaires (syndicats, parti communiste) qui hier régulaient la jeunesse ouvrière masculine avec des adultes référents proposant des modèles masculins apaisés ; enfin la quasi-absence de circulation et de mélange des individus sur les territoires des banlieues, qui donneraient à voir d'autres modèles de masculinité.

La masculinité se construit socialement et culturellement en interaction avec la féminité, et évolue en fonction des mutations de la société. On constate qu'elle n'est pas homogène puisque divers modèles de masculinité peuvent se chevaucher et s'entrecroiser, non seulement eu sein d'une même société, mais également dans la personnalité d'un même individu. La construction des masculinités est une condition sociale dont les hommes pâtissent eux aussi en devant se conformer à des modèles souvent inadéquats et normalisateurs. Alors à quand une émancipation des hommes des modèles de masculinité et de virilité dominants ? Et de quelles masculinités voulons-nous ?

Clémence Emprin et Guillaume Gamblin ■


D.R.

Au Népal, une volontaire de PBI accompagne un représentant d'une organisation de défense des droits humains, sur des chemins noyés par la pluie.

Protéger les femmes journalistes victimes de la répression

Au Népal, après l'arrivée des maoïstes au pouvoir, les volontaires des Brigades de Paix Internationales (PBI) poursuivent leur accompagnement non-violent, notamment auprès des femmes journalistes indépendantes qui subissent pressions et violences pour leur travail, et également en tant que femmes.

Les femmes exerçant le métier de journaliste sont doublement menacées par la violence politique qui sévit au Népal. Elles le sont en tant que défenseurs des droits humains mais également en tant que femmes. Beaucoup d'entre elles sont la cible d'attaques parce qu'elles dénoncent les fondements de la société patriarcale et les violences et abus sexuels dont les femmes sont victimes.

Depuis les accords de paix de Novembre 2006, quatre journalistes ont été assassinés et les attaques, les menaces ainsi que les actes d'intimidation ou de harcèlement à l'encontre des journalistes se multiplient en toute impunité.

Malgré la formation d'un gouvernement intérimaire avec à sa tête le Parti communiste unifié maoïste, le processus de paix du Népal reste fragile. Les maoïstes ne disposent que d'une faible majorité et les différents partis représentés au sein de l'assemblée ne parviennent pas à coopérer. La démocratie et la paix sont menacées par la culture d'impunité très répandue au Népal, par l'apparition de revendications, parfois violentes, de communautés ethniques longtemps marginalisées au Sud du pays, par l'incapacité des autorités à assurer la sécurité et le respect de la loi, ainsi que par l'existence de factions au sein du mouvement maoïste qui restent violentes.

Le cas de Kolika Dhakal

Peace Brigade International (PBI) accompagnent quotidiennement, depuis 2006, de leurs bureaux de Katmandou et de l'ouest du Népal, des organisations locales de défense des droits humains. Cette organisation développe un soutien spécifique à la participation des femmes au processus de paix et à leur engagement pour la reconnaissance de leurs droits. Depuis janvier 2009, PBI a accepté la demande d'accompagnement formulée par Kolika Dhakal, femme journaliste pour la radio Kanchenjunga FM et membre de l'alliance nationale des femmes défenseurs des droits humains à Ilam, dans l'Est du Népal. Kolika Dhakal a publié le 17 janvier 2009 un article au sujet des collectes d'impôt illégales effectuées par des groupes autonomistes. Avant la révélation de ces informations à la radio, Kalika a reçu des menaces. Du fait du sentiment d'insécurité qui s'est amplifié pour les femmes journalistes depuis l'assassinat de l'une d'entre elles, Uma Singh, le 11 janvier 2009, il a été décidé qu'elle devait être rapatriée à Katmandou. Le 24 janvier 2009, PBI l'a accompagnée lors de son retour à Ilam et étudie de nouvelles demandes d'accompagnement de femmes défenseurs des droits humains.

Elargir l'espace d'expression

La pratique montre qu'une présence internationale aux côtés des défenseurs permet d'éviter certains actes de violence et donc d'élargir l'espace d'expression et de travail dans lequel œuvrent les militants locaux.

Parmi les organisations accompagnées par PBI au Népal, l'Advocacy Forum, une association d'avocats et de juristes luttant contre l'impunité des auteurs de violations des droits humains. PBI accompagne notamment ses membres lors de leurs visites dans les postes de police de Katmandou pour s'assurer, entre autres, que les personnes placées en garde à vue reçoivent une assistance légale et médicale et pour prévenir les actes de torture et les mauvais traitements.

Autre protection mise en place : celle du Conflict Victim's Committee, qui aide les victimes du conflit armé à s'organiser pour réclamer la vérité sur le sort de leurs proches disparus, et obtenir justice et réparations. Afin de garantir l'efficacité des accompagnements physiques, les équipes rencontrent également les autorités locales, les services de police et les ONG. "PBI ne donne pas d'argent mais apporte sa protection, et la sécurité est plus importante que l'argent", estime l'un des membres de l'organisation.

Myriam Renaud, Elise Tillet Dagousset ■

Pour en savoir plus : Brigades de paix internationales, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 73 49 60, www.peacebrigades.com

Mutation politique

En novembre 2006, l'accord de paix signé entre le Parti communiste maoïste et le gouvernement népalais mettait un terme à un conflit de dix ans qui a causé la mort de 13 000 Népalais. Cet accord prévoyait notamment l'élection d'une assemblée constituante. A la surprise générale, le 10 avril 2008, le parti maoïste en sortait gagnant. Quelques jours plus tard, la nouvelle assemblée mettait fin à la monarchie népalaise, vieille de plus de deux siècles, en proclamant le Népal république fédérale.

Non-Violence XXI

Depuis sa création, *Non-Violence XXI* soutient les Brigades de paix internationales. *Non-Violence XXI* est un fonds associatif entièrement dédié au financement d'une culture de non-violence, notamment par la formation et les missions des volontaires de paix. *Non-Violence XXI* soutient la non-violence : soutenez *Non-violence XXI* en faisant un don ! *114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.com.*

Courrier

Maîtriser l'argent

(...) Comment faire de l'argent non plus le tueur mais le "sang" nourricier du lien social ? Comment le bien commun peut-il gouverner le système monétaire ?
La contestation politique ne suffit pas. Qui peut croire encore à l'indépendance durable du politique par rapport à l'argent ? Les meilleures intentions politiques vieillissent mal ! Majorités, oppositions et extrêmes des différents pays, tous ceux qui touchent au pouvoir —statistiquement — protègent assez rapidement des intérêts qui ne sont pas ou plus l'intérêt général. Les élections, même celles qui ont toutes les apparences de la démocratie, n'aboutissent pas à de réels changements. (...)
Généralement privés de formation financière à l'école de base, nous restons les "illettrés" d'un phénomène pourtant transculturel et de création strictement humaine. (...)
Certes l'argent n'est pas tout ! Mais l'argent gouverne l'économie — par le crédit — et il importe aux citoyens de gouverner l'argent. Sa maladie vient d'abord de l'injustice dans la distribution des crédits aux divers Etats et populations.
(...) Pour obtenir une gouvernance correcte des activités bancaires et aider citoyens et banquiers à devenir plus lucides sur le rôle réel de la monnaie, nous devons faire naître un nouveau pouvoir, indépendant au maximum des pouvoirs déjà constitués.
Chaque institution bancaire (mondiale, d'Etat, commerciale ou mutuelle) serait gouvernée par un conseil constitué :
- en majorité de citoyens (de clients ou de sociétaires) tirés au sort publiquement, acceptant cette charge et renonçant à tout autre mandat électif. Le tirage au sort permet d'échapper à des élections classiques vite contrôlées par l'argent ; (...)
- de spécialistes de la banque élus par leurs collègues de travail ;
- et d'experts des impôts élus de même par leurs collègues.
Ce conseil bancaire s'inspire des jurys d'assises. Pour rendre la justice au nom du peuple, ces jurys unissent une majorité de citoyens tirés au sort (9) avec des juges professionnels (3). C'est une formule non pas utopique mais historique. Elle permet à la justice d'échapper à la routine et aux tribunaux d'exception (jurys exclusivement professionnels ou complètement amateurs voire prétendus révolutionnaires).
(...) Le bien commun financier pourrait utiliser ce type de pouvoir qui n'exclut personne pour guider système monétaire et crédit à tous les niveaux ; du local au mondial.
Il existe des banquiers qui ont une volonté éthique. (...) Les conseils bancaires pourraient prendre pied chez eux sur la base du volontariat. (...) Chez d'autres se sera par la loi après des pourparlers entre direction actuelle de la banque et représentants des usagers associés. Dès à présent, allons voir nos banquiers en délégation comme nous allons voir nos élus politiques.
Rappelons aux banquiers que l'argent déposé dans les banques est notre argent et non le leur. Celui qu'ils nous prêtent ? Ils ne l'ont pas encore et c'est nous qui le créons par notre activité.
Michel Portal
Morbihan

Et le stop ?

Voici le témoignage d'une solution que j'ai adoptée depuis trois ans pour me rendre à mon travail à Nîmes, afin de lutter contre pollution et embouteillages.
J'habite au bord d'un village, à 23km de cette ville. N'ayant plus d'opportunités de covoiturer, je me suis résolue à refaire du stop (j'ai 56 ans et n'en avais plus fait depuis 30 ans !). Au début pas très sûre de moi avec ma pancarte indiquant la destination, je me suis vite aperçue que la solution était bonne, car étant une femme d'un certain âge, les gens s'arrêtent facilement.
L'attente étant l'inconvénient principal du stop, je ne profite que des avantages : écologie, économies, convivialité... Et surtout opportunité de faire très fréquemment du militantisme écologique car les gens me questionnent sur la raison de ma démarche, et cela entraîne toujours des échanges enrichissants.
Je suis très heureuse d'avoir adopté cette pratique (pour la plupart de mes déplacements maintenant) et regrette de devoir prendre ma voiture lorsqu'il pleut ou qu'il fait nuit.
Florence Payen
Gard


D.R.

Machines à voter : à qui profite le crime ?

Au sujet de votre article "Vote électronique et fin du citoyen" (*S!lence* n°368 p.36) : très bon article, mais qui selon moi ne pose pas la question principale : à qui profite le crime ? Si dans la grande distribution les caisses automatiques se généralisent, c'est sans aucun doute pour liquider les emplois. Avec la machine à voter, il est plus difficile de discerner le mobile. A moins que... (plus c'est gros et mieux ça passe) il s'agisse d'avoir les résultats que l'on souhaite, puisque comme il est dit il n'y a aucun contrôle des logiciels.
Donc, pour ma part, je souhaite qu'il y ait de plus en plus de machines à voter pour qu'apparaisse l'obsolescence du parlementarisme, c'est-à-dire entre autres la fraude délibérément organisée. Il y a eu le vote contre le Traité constitutionnel européen, que le pouvoir a ignoré, le plan B, le charcutage des circonscriptions, l'entreprise actuelle qui consiste à faire "bien" revoter les Irlandais. Aujourd'hui l'abstention ne dépasse pas les 50%, parce que les gens sont attachés aux conquêtes sociales de nos anciens et entre autres le droit de vote, et qu'il y a de la culpabilité à passer au-dessus de ces acquis. Le pouvoir le sait, c'est pourquoi la farce marche encore.
Le jour où un plus grand nombre de gens comprendront que ce que nous obtenons de la main droite nous est repris de la main gauche, une bonne part de notre aliénation fera défaut à nos gouvernants. La phrase de Lampedusa est toujours actuelle : "Changeons tout, pour que rien ne change". A la place du vote : organisons-nous en-dehors de l'Etat-nation, partis, syndicats.
Jean-Claude Bouchet
Hérault

La façon dont la maladie est gérée

La fièvre catharale FCO frappe actuellement les bovins. C'est une maladie non-contagieuse, non-transmissible à l'homme, peu pathogène pour les formes 8 et 1 actuels et susceptible d'immunité naturelle transmise par des moucherons. (...). L'objet de ce texte est d'analyser comment la "profession" et l'Etat gèrent cette crise (Pour en savoir plus sur cette maladie : *www.giezoneverte.com*). Les autorités ont réussi à faire l'union dans la profession agricole pour prôner la vaccination. Même la conf' a ouvert les pages de son journal au grand dam de bon nombre d'adhérents. (...) Ce qui est grave c'est que les paysans sont ressortis des réunions en disant qu'il fallait vacciner et pire, que "ça ne marcherait que si tout le monde le fait". Donc, haro sur ceux qui refusent la vaccination, et pourtant...
- l'élimination du virus est impossible car il a de multiples réservoirs dans la nature,
- la maladie compte 24 sérotypes et on vaccine contre le 8 pour l'instant,
- les vaccins ne sont pas du tout inoffensifs,
- le vaccin est efficace pendant 8 mois alors qu'un animal qui contracte la maladie naturellement et qui la domine est immunisé à vie. En 2008, les vaccins ont été attendus jusqu'à l'été, si bien que "l'immunité vaccinale" a été opérationnelle pour l'entrée de l'hiver, lorsqu'il n'y avait plus de moucherons. Si c'est pas de l'escroquerie, c'est quoi ?
Pour 2008, le vaccin n'était pas obligatoire mais il a été pris en charge par l'Etat et l'Europe. C'était la carotte... Pour 2009, le vaccin sera obligatoire et payant. Ce sera le bâton... Encore un marché juteux pour les sociétés pharmaceutiques.
L'autre moyen de lutte, c'est la désinsectisation. Cela veut dire que des milliers d'animaux ont été aspergés d'insecticides, alors qu'on sait que l'insecte se loge dans des zones du corps peu accessibles. Et tout cela avec la bénédiction du Grenelle de l'environnement...
Ce qu'on peut retenir, c'est qu'on a utilisé une vieille méthode : la peur... les leçons des crises sanitaires précédentes (vache folle...) n'ont pas été retenues. A nous donc de mettre en avant la nécessité de travailler sur la prévention et la résistance des animaux. A ce sujet, les biothérapies peuvent aider (voir le travail du *GIE Zone Verte*). A nous aussi d'affirmer la liberté de choix des éleveurs. A noter qu'une circulaire précise que même pour les éleveurs bio, il n'y aura pas de dérogation à la vaccination obligatoire. Ce sera donc l'occasion de pratiquer la désobéissance... Par contre les préfets peuvent accorder une dérogation aux éleveurs bio en ce qui concerne la désinsectisation en vigueur dans les périmètres "interdits".
M. Bo, paysanpointcon
Ille-et-Vilaine


D.R.

Vache sacrée en Inde

Courrier

La viande, voilà l'ennemi ?

On entend et lit de plus en plus fréquemment, par exemple dans votre dossier du n° 366, que la suppression de la viande dans l'alimentation serait un des meilleurs moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de nourrir l'ensemble de la population mondiale. Forcément cela m'interpelle en tant qu'éleveur et m'amène quelques réflexions.
En élevage comme en beaucoup de choses, c'est l'excès qui est nuisible, dans les deux sens. Les catastrophes causées par la surconsommation de viande dans les pays riches sont indésirables (déforestation tropicale, pollutions diverses, santé malmenée...). Mais il me paraît aussi évident que le seul système agricole durable est basé sur l'agro-sylvo-pastoralisme, autonome à échelle restreinte, les trois éléments agissant en synergie.
Il faut se souvenir que c'est justement le développement de l'élevage et de la traction animale au dix-huitième siècle qui a entraîné l'arrêt des famines en Europe, avec une rapide augmentation de la population, sans engrais ni aliments exotiques... A l'inverse les systèmes sans élevage, y compris en bio où la luzerne est omniprésente, entraînent généralement une perte progressive de l'humus des sols. Voir par exemple les analyses de botanistes comme Gérard Ducerf, dans son excellente *Encyclopédie des plantes bio-indicatrices,* ou celles des biodynamistes, pour qui l'animal apporte l'astralité sur le domaine agricole. En Inde, où la population est très majoritairement végétarienne, la vache est sacrée et ce n'est pas un hasard.
Il serait intéressant aussi de comparer les différents modes d'élevage du point de vue de leur impact écologique, en prenant en compte les grandes quantités de carbone stockées par les prairies par exemple, avant de présenter ce que je trouve être une simplification abusive : le kilo de viande en équivalents kilomètre ou autres.
Revenir à la raison, en arrêtant l'élevage industriel en premier lieu, mais aussi en remettant des animaux, de l'herbe et des arbres (et des paysan-ne-s !) dans les grandes plaines céréalières, permettrait déjà de résoudre bien des problèmes.
Raphaël Baltassat
Haute-Savoie

Le 9.9.9 on fait du neuf !

Les chiffres parlent aux mots. Le 9 nous dicte le neuf. Faire du neuf le 9.9.9 peut donc avoir du sens. Créons des occasions de lancer des initiatives pour avancer sur les chemins de la vie. Vaines sont les paroles sans les actes. Faisons du neuf le 9.9.9 en nous retrouvant avec nos ami(e)s, nos voisin(e)s, nos collègues, nos concitoyen(ne)s pour une soirée festive. Partageons les plats que chacun aura confectionnés à la maison. Que la musique, les chants, les danses fusent pour une ambiance chaleureuse et fraternelle. Que l'opportunité soit donnée à chacun(e) d'exprimer ses désirs, ses projets, ses actions pour que le monde avance vers plus d'humanité, de respect de notre terre et de tous les êtres vivants. Que cette soirée débouche sur des engagements personnels et collectifs. (...) Un 9 fait aussi penser à l'œuf où réside le germe de la vie. Soyons ce germe d'où vont éclore de nouveaux mondes enfin humains. L'avantage d'être inachevé donne à l'humain cette possibilité de se construire, cette liberté de choisir ce qu'il veut devenir. Faisons du neuf le 9.9.9. Préparons ces rencontres et respectons nos engagements dans la joie, la confiance, le partage, la tendresse et l'amitié.
Alexis Robert
Ille-et-Vilaine

Préjugés sexistes

(...) Le dessin qui accompagne la rubrique "femmes" page 38 du n° 370 : jeunes, belles et blondes, comme toujours ! Pourquoi ne pas faire plus représentatif et un peu moins cliché ? (...) Combattre les préjugés se fait partout et tout le temps, sinon on les renforce, ce dont ils n'ont guère besoin.
Jocelyne Fortin
Gard

Silence : Nous avons en effet décidé de changer le dessin de la rubrique femmes pour les raisons que vous évoquez.

Gene Sharp et la CIA ?

Dans l'article "La révolution au ras du sol" (*Silence* n° 370, p. 46), Gene Sharp est présenté comme l'initiateur des actions non violentes, dans des années 60 peu actives. (...) Je n'arrive pas à l'identifier avec un progrès social quelconque. (...)
Le vrai Gene Sharp : idéologue et stratège impérialiste, il travaille pour l'Albert Einstein Institution. Financée par la New Endowment for Democracy (département d'Etat et CIA), son objectif est de renverser des régimes non alignés sur Washington en manipulant la population. Il a ainsi formé à l'insurrection des groupes d'opposants en Ukraine (révolution orange), en Géorgie (révolution des roses), en Bulgarie (1990), au Khirghistan (2005), au Liban (révolution du Cèdre), en Serbie (révolution des bulldozers en 2000), au Venezuela (coup d'Etat 2002), en Bolivie (séparatisme 2008), au Kenya (2006), en Birmanie (révolution safran 2007). Voir : voltairenet.org l'article 160721.htlm et l'article 15870.html.
Pascal Bordier
Haute-Garonne

Silence : Aujourd'hui des études comparatives au niveau international montrent la plus grande efficacité des mouvements non violents par rapport aux mouvements d'opposition violents pour faire chuter un régime. Comme les mouvements sociaux, la CIA l'a compris et reprend à son compte certaines de ces méthodes pour soutenir stratégiquement des coups d'Etat. Cela ne signifie en rien que le travail de Gene Sharp soit réactionnaire, loin de là. Il suffit de le lire pour le comprendre. Cela signifie seulement que la CIA a compris la formidable puissance de la non-violence et n'hésite pas à la détourner à son compte. Ce qui mérite toute notre réflexion. Ne nous trompons pas d'adversaire. Les travaux de Gene Sharp ont irrigué les recherches dans le monde entier sur les potentialités de la lutte non violente et de nombreux opposants à des dictatures se sont inspirés de ses analyses pour forger leur combat.
Par ailleurs il est réducteur et loin d'être avéré que l'ensemble des mouvements d'opposition que vous évoquez soient de simples manipulations de la CIA. Les choses sont plus complexes et à analyser au cas par cas. Le réseau Voltaire soulève par contre toutes nos interrogations quant à sa vision "complotiste" du monde.

Alternative flottante

J'ai lu avec intérêt tous les articles sur les Alternatives en Nièvre et Saône-et-Loire (Silence n° 370). Quand je suis arrivée à la maison flottante, j'ai eu des doutes. "Consommer moins et vivre mieux" ? Mais cela commence d'abord par du consommer plus : bois, métal et toute l'installation, y compris, dans ce cas, chauffage électrique (d'où vient l'électricité ?) et laine de roche. Là où il n'y avait rien, il y a une maison et, bientôt, deux, dans une Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) où il a fallu contourner les restrictions protectrices en faisant passer les maisons pour des bateaux. Et les gens qui viendront aux réceptions, viendront-ils à pied, à cheval ou en voiture ? Il s'agissait avant tout de développer et d'obtenir un revenu. Les nombreux prix "développement durable" sont d'une valeur douteuse. Vous ne savez que trop bien qu'il s'agit d'un oxymoron de taille. Alors je n'ai pas votre enthousiasme. D'accord, on a réfléchi pour les matériaux et la construction, mais on est passé outre quand "il fallait" (électricité pour le chauffage, laine de roche pour l'isolation). Si le permis de construire de la deuxième maison est refusé, on passera outre aussi en s'appuyant sur la lettre et non sur l'esprit des protections. Reste à savoir si, le jour où l'installation hydroélectrique sera rénovée et les panneaux solaires utilisés, on entrera dans le positif. Je me dis que, peut-être, le mal est déjà fait. Protéger notre environnement, ce n'est pas faire toujours plus en le faisant autrement. C'est souvent, s'abstenir de faire totalement. Et ça, c'est dur à accepter, n'est-ce pas ?
Jocelyne Fortin
Gard

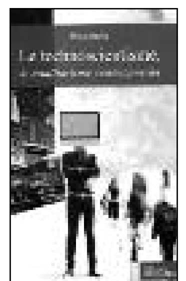


Marice Clem's



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Le technoscientisme, le totalitarisme contemporain

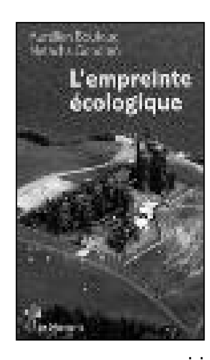


Marc Atteia
Ed. Yves Michel
2009 - 496 p. - 29,90 €

Mathématicien, Marc Atteia a pris du recul avec sa science, car parallèlement à sa carrière universitaire, il s'est investi dans des groupes militants comme Amnesty international, les Amis de la Terre, le Mouvement pour le désarmement la paix et la liberté, le Réseau Sortir du nucléaire... Dans deux parties distinctes, il analyse en premier quelle est l'idéologie qui favorise la concentration urbaine : ce regroupement des individus facilite la concentration du pouvoir, favorise le discours dominant, pousse à la consommation, maintient une compétition des individus les uns contre les autres. Rien d'étonnant alors à ce que l'on assiste à un glissement sécuritaire, à une militarisation des espaces publics, et à la domination d'une idéologie qu'il nomme technoscientifique. Ces dérives technocratiques entraînent une évolution dans différents domaines qui visent à la centralisation du pouvoir : les nanotechnologies, les OGM et bien sûr le nucléaire. Celui-ci fait l'objet de l'essentiel du livre. C'est en effet une pièce majeure pour comprendre comment notre démocratie s'est progressivement délitée au profit d'une société de plus en plus militarisée. Une société qui connaîtra son apogée en cas d'accident nucléaire : l'Etat aura alors une bonne raison de nous contrôler totalement. Véritable essai de philosophie sur le (mauvais) sens de la recherche et des sciences, on regrettera quand même que ne soient pas abordées des pistes pour sortir de cet enchaînement fatal. MB.

L'empreinte écologique

Aurélien Boutaud et Natacha Gondran
Ed. La Découverte
2009 - 122 p. - 9,50 €



L'empreinte écologique est un indice qui mesure la surface nécessaire à la reproduction d'une activité, qu'elle soit individuelle ou collective. Cela a l'air simple comme cela, mais son calcul est extrêmement complexe. D'une part, il faut transformer en surface des données fort diverses (il me faut une surface pour faire pousser mon alimentation, mais de l'énergie pour me chauffer... et selon avec quoi je me chauffe, le résultat n'est pas le même, c'est encore plus dur à calculer si je vais voir une pièce de théâtre...). Il faut aussi définir à quelle surface de référence on compare ; un hectare de forêt ne fonctionne pas de la même façon qu'un hectare d'océan (il a fallu calculer un hectare moyen). Cet ouvrage explique de manière fort pédagogique comment est née l'idée de cette empreinte écologique, en rappelant sur un tiers de l'ouvrage comment fonctionnent les écosystèmes et comment l'activité humaine y est incluse. Il montre également l'extrême complexité de la conversion en surface d'une activité. Le cas du nucléaire est ainsi développé : un déchet nucléaire n'ayant aucune place dans aucun écosystème, comment en calculer un équivalent en surface ? Le même exemple pose la question du poids dans la durée : si un déchet nous encombre pendant des millénaires, comment faire le calcul ? Les hypothèses et approximations sont multiples, le résultat est toujours un minimum... Malgré ces nombreuses limites, il constitue un indicateur parlant pour débattre de nos pratiques de consommation. Il a permis de montrer l'évolution de notre "poids" dans le temps, d'alerter sur la certitude que nous avons dépassé les capacités de reproduction de la planète (qui se régénère grâce aux apports en énergie du Soleil). Il permet, à critères égaux, de comparer des secteurs, des Etats... Le livre se termine par des ouvertures très intéressantes : les éco-quartiers comme terrain d'expérimentation vers une empreinte moindre, le scénario NégaWatt pour remplacer énergies fossiles et nucléaires et la question du "développement durable". La conclusion montre toutefois les limites de cet indice, rappelant que cela peut avoir de graves dérives productivistes : on peut estimer qu'un champ ayant plus de capacité de reproduction qu'une forêt, il faut remplacer les forêts par des champs ! Un ouvrage remarquablement bien écrit, avec une grande ouverture de pensée. MB.

Gauche, où es-tu ?

Michel Nejszaten,
asbl Vivre…s, 16, place Cardinal-Mercier,
B 4102 Seraing
2008 - 28 p. - 3 €port compris

Les grands partis hésitent à se définir comme de "gauche", les Verts (Ecolo pour l'auteur belge) hésitent ; l'extrême-gauche préfère être "gauche radicale", des groupes comme le Grappe (Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique), les Amis de la Terre ou Nature et progrès ne se prononcent pas. Pourtant, ne serait-il pas pertinent de redéfinir ce qu'est la gauche ? L'auteur propose : ce qui va en direction d'une société sans classes, sans exclusion, sans grandes divisions du travail, répondant aux besoins fondamentaux et respectant la nature. Ce qui nous place dans une perspective de sortie du capitalisme. Qu'en est-il alors des partis qui participent à la gestion d'un pouvoir essentiellement sous contrôle du monde marchand ? Qu'en est-il des réformes dans ce cadre ? défendre l'emploi au sein des entreprises qui détruisent la planète ou demander la hausse du pouvoir d'achat fait-il avancer dans le bon sens ? (Marx parlait des "chaînes dorées") ; toutes les aspirations ne sont-elles pas orientées pour marchandiser sans cesse plus de secteurs : nourriture, santé, logement, loisirs... ? Défendre le service public, est-ce soutenir le TGV ? A qui profite ce dernier ? Le programme éducatif n'est-il pas conçu pour faire entrer les enfants dans le moule ? Peut-on reprendre à leur base les théories marxistes ? Que faut-il penser des tentatives d'entreprises coopératives ? du rôle du syndicalisme ? Les initiatives alternatives (comme rapportées dans *S!lence*) apportent un sang neuf à la réflexion... mais pourquoi ne se revendiquent-elles pas de gauche ? L'auteur qui poursuit depuis de longues années une intéressante réflexion appelle au débat sur ces questions. MB.

Nous pouvons nous dépolluer

Gilles-Eric Séralini
Ed. J.Lyon
2009 - 326 p. - 19 €



Non seulement nous épuisons la planète, mais nous laissons derrière nous d'immenses quantités de polluants qui s'attaquent à notre santé. L'auteur, spécialiste du sujet, explique que nous devons parallèlement avec le retour à une empreinte écologique viable, aussi s'occuper de nous dépolluer. Il montre les dangers qui nous touchent dans les différents domaines avant de s'intéresser aux solutions possibles : la prévention, l'éducation (en réapprenant les grands cycles de la vie et notre place dans la nature), l'économie en la plaçant au service de la nature et non l'inverse, une société qui fonctionne pour assurer un avenir meilleur à nos enfants et pas toujours à nous dans l'immédiateté. D'une écriture littéraire aisée, le livre est d'un optimisme qui fait plaisir à lire... même si les propositions pour des voies alternatives restent limitées. FV.

Le relais envers et contre tout

Entretien avec Pierre Duponchel
Ed. Rue de l'Echiquier
2009 - 144 p. - 12 €

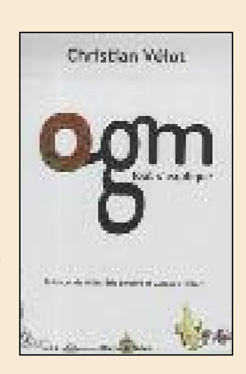


Le Relais est une entreprise d'insertion qui a vu le jour en 1984 avec l'aide d'une communauté d'Emmaüs près de Cambrai. Par le tri et le recyclage des textiles, il s'agissait de favoriser le retour à la normale pour des personnes en difficulté. Devant le succès de l'initiative, d'autres relais ont ouvert en France, une vingtaine, qui emploient plus de 1000 salariés aujourd'hui... et 250 en Afrique. Pour les textiles de bonne qualité, ils partent dans des friperies. Pour les textiles trop usagés, une filière d'isolants a vu le jour, sur le même modèle que l'isolant chanvre. Ce livre est un long entretien avec Pierre Dupontel, à l'origine du projet. Y sont développés de très nombreux aspects humains et économiques de ce réseau de solidarité. Les relais qui ont adopté le statut de Scop en 2000, ont développé des procédures de démocratie directe originales qui vont plus loin que les obligations de ce statut d'entreprise. MB.



OGM, tout s'explique

Christian Vélot
Ed. Goutte de sable (53400 Athée)
2009 - 240 P. - 20 €

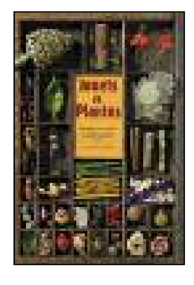


Pour avoir accepté de témoigner sur ses doutes de chercheurs sur les organismes génétiquement modifiés, Christian Vélot a subi de nombreuses pressions. Avec le soutien de la Crii-Rem et de la Fondation Sciences citoyennes, il a réussi à sauver son équipe de recherche. Dans cet ouvrage, il explique de manière simple comment sont conçus les OGM, comment ils sont utilisés en médecine (insuline, vaccins, etc.) et comment la reprise en mains de ces OGM par les firmes a changé la donne, augmentant les risques sanitaires et environnementaux parce que les évaluations scientifiques sont biaisés par le financement privé de la recherche. Christian Vélot qui a évolué dans sa position de scientifique en découvrant les errements de la technoscience, en arrive en fin de compte à rejoindre la position des faucheurs OGM : la science doit être sous le contrôle des citoyens et non des financiers. Un livre qui illustre sur ce thème ce que l'on observe partout dans la recherche : le glissement d'un service public à des intérêts privés, objet des manifestations actuelles des enseignants-chercheurs. Un ouvrage complet où les dessins humoristiques aident à faire passer un langage qui reste quand même assez ardu. MB.

Beaux - livres

Jouets de plantes Histoires et secrets de fabrication

Christine Armengaud
Ed. Plume de carotte (Toulouse)
2009 - 170 p. - 35 €

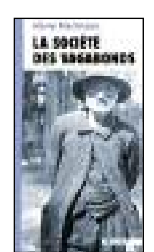


Ce magnifique livre richement illustré nous présente des jouets que l'on peut faire à partir de plantes courantes. Utilisation des fleurs, des noyaux, des gousses, des écorces, des branches… avec un peu d'imagination, il est possible de se distraire avec trois fois rien. Au détour des pages, des réalisations à la fois simples et/ou extraordinaires et même quelques objets usuels (chapeaux, instruments de musique…). Un délice. FV.

Romans

La société des vagabonds

Harry Martinson
Ed. Agone
2004 - 315 p. - 22 €



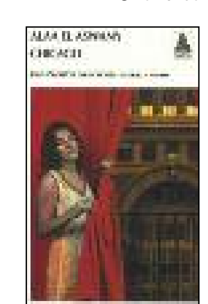
Disons-le d'emblée, ce roman du suédois Harry Martinson, prix Nobel de littérature en 1974, est un petit bijou. Où l'on suit les pas de Bolle, artisan cigarier dans la Suède de la fin du 19e siècle, jeté sur les chemins par le nouvel ordre des choses : la société capitaliste. Jeté tout court, aussi, le machinisme en plein essor n'ayant que faire d'un savoir-faire qu'il frappe d'obsolescence. La société des vagabonds, titre de cette belle édition datée de 2004, n'est pas ce qu'un idéalisme romantique y voudrait lire. C'est d'abord une société sinon secrète du moins confidentielle, puisqu'à peine forte de la vingtaine de Frères de la Paresse, rassemblés autour du trimardeur Sandemar dans leur commun "mépris de la réalité opprimante qui leur était imposée, surtout dans ses formes prétendues sociales". C'est aussi l'envers de la société des honnêtes gens sédentaires, la société du travail. Bolle et ses semblables fuient sur les routes "les directives, ce goût de la torture". "Ce que nous appelons paresse est de leur part une grève purement physiologique dirigée contre le travail obligatoire conçu comme un tourment". Cette grève, ne nous en déplaise, ne donne nulle "autre liberté que le désir instinctif de se mouvoir sous le soleil, ce besoin que les hommes ont mis en pénitence". Et l'écriture de Martinson est toute au service de ce désir : dépouillée du moindre artifice, elle nous plonge dans la texture même du temps qui s'étire au fil de la marche ; le chatoiement des clairs-obscurs d'un chemin forestier vient frapper l'œil du lecteur, le silence des mots fait place au bruissement des blés, au crissement des cailloux, au bourdonnement des insectes, à la fragrance des fleurs sauvages. Avec une grande économie de moyens littéraires — osera-t-on parler ici de "simplicité volontaire" ? — et une mosaïque de rencontres, d'anecdotes, d'instants, Martinson brosse une vie humble, que son trajet mène d'une époque révolue jusqu'à celle, nouvelle alors, du chômage de masse, "marquant la fin de l'ère du vagabond professionnel" — une époque, la nôtre, où les hommes sont "saisis de l'ivresse du temps". Ce livre nous invite à relâcher cette étreinte, à la renverser, à prendre le temps nous-mêmes. "Je suis envoyé pour compter les sauterelles" prétend Bolle. On aurait envie de le croire. Xavier Rabilloud.

Auprès de moi toujours

Kazuo Ishiguro
Ed. Folio
2008 - 440 p. - 7,60 €



Dans l'Angleterre d'aujourd'hui, les élèves de l'école de Hailsham sont éduqués en dehors du monde. Plusieurs années plus tard, Kath retrouve Ruth et Tommy et plongent dans leur passé commun. Comme eux, le lecteur comprend progressivement les mystères qui entourent leur vie. Sans rien révéler de ce mystère, disons seulement qu'il fait écho à des débats d'actualité et que ce qui est présenté comme une fiction risque malheureusement de n'être qu'une légère anticipation. Si le début du livre est déroutant, la suite est envoûtante. Une force d'écriture remarquable. FV.



Chicago

Alaa El Aswany
Ed. Babel / Actes Sud
2009 - 458 p. - 9,50 €

L'auteur de *L'immeuble Yacoubian* nous emmène cette fois-ci dans la diaspora égyptienne de Chicago. Etudiants en médecine et docteurs s'y côtoient, entre désir d'intégration dans le mode de vie des Etats-Unis et nostalgie du pays. Derrière tout cela, le contrôle par le gouvernement égyptien est très présent, surtout que le président doit venir en visite officielle à Chicago. Fine analyse des rapports de pouvoir, du poids d'une dictature à distance… et même dialogue fort intéressant sur la cause palestinienne. A la découverte d'une autre culture. MB.

B. D.



La voix des hommes qui se mirent

Sébastien Vassant
et Gilles Larher
Ed. Futuropolis
2009 - 192 p. - 19 €

Sous un titre improbable, un petit bijou sur les relations hommes-femmes, vues du côté des hommes. Des petites tranches de vie qui nous présentent anecdotes, obsessions, ratage, rêves. C'est finement étudié, soigneusement mis en page. Emouvant. MB.



Clandestine



Virginie Cady et Marc-Rénier
Ed. Futuropolis
2009 - 200 p. - 23 €

Le père absent, la jeune mère veut avorter mais est mal reçue. Après l'accouchement en 1970, elle confie sa fille à sa mère et sa grand-mère. L'enfant va grandir solitaire, en dehors de l'école. Le dessin en noir et blanc est légèrement tremblotant, laissant se diluer le temps et l'embêtement d'une petite fille. Le récit, autobiographique en grande partie, ouvre sur les rêves de l'enfant... Le tout est un peu lent. FV.

Enfants

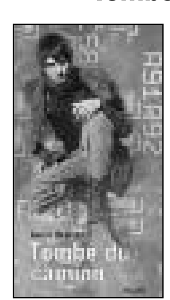
Catalogue de parents pour les enfants qui veulent en changer



Claude Ponti
Ed. L'école des loisirs
2008 – 45 p. – 21,50 €

À partir de 6 ans. Qui a dit que l'on ne choisissait pas ses parents ? Certainement pas, Claude Ponti qui nous en livre de nouveaux en « quarante tuiteures ». Des aventuriers, des discrets, des ravis, mais aussi des têtenlères, des trouillons, voire des très méchants ! Sans oublier les 44 accessoires et surtout, le bon de commande... L'École des Loisirs jouera-t-elle le jeu ? Espérons-le, car les parents d'origine seront installés dans la « Somptuluxueuse résidence » dont la liste des commodités ne rentrerait pas dans cette colonne ! Chaque « fiche parent » est composée de la même façon : portrait, nom et surnom, définition, objets caractéristiques, avantages pour les enfants et garantie (comme, par exemple, IDÉE : Impossible De Évidemment s'Ennuyer). Un livre à lire en famille, avec de bon moments en perspective surtout lorsqu'il s'agira de comparer les parents imaginaires avec les réels ! DB.

Tombé du camion



Xavier Deutsch
Mijade éditions
2008 - 116p. - 7 €

Tom, quinze ans, a une vie d'adolescent ballotté entre ses deux parents divorcés. A l'approche de son seizième anniversaire, il sent qu'on lui cache quelque chose... Comme tous les jeunes de cet âge, il découvre alors qu'il va devoir se soumettre à "l'empucelage", la pose d'une micro-puce sous la peau, censée lui procurer une vie de citoyen intégrée et "plus facile". Mais que se passe-t-il si on refuse ? L'intrigue met du temps à se mettre en place, pour laisser place finalement à une belle réflexion sur le fichage biométrique des humains et sur les conséquences du refus des normes sociales et de la désobéissance à la loi. Un récit qui sensibilise au courage d'être fidèle à ses valeurs et de savoir dire "non", et qui fait penser au combat des objecteurs de conscience et insoumis. GG.

Musique

Trois secrets the jazz side of



Sashird Lao
Auto produit
10 titres - 45 mn - 15 €



Du jazz lyrique à grandes envolées instrumentales proche de groupes comme Paris Combo, avec lesquels ils ont en commun la fraîcheur des rythmes et la légèreté mélodique. Mais ils ont osé franchir l'Atlantique et nous proposent des reprises de Ch. Mingus, J. Pastorius, M. Davis... Sans oublier quelques envolées vocales dignes d'un Bobby McFerrin dans sa meilleure forme. Les pas de danses s'enchaînent tout au long de ce subtil mariage musical, avec des voix splendides qui prennent entièrement leur place dans la catégorie des instruments. De la présence enveloppante de la contrebasse vocale au timbre de la chanteuse, il s'agirait presque d'un album dédié aux voies. Mais la diversité des instruments (derbouka, sax, trombone, udu, flûte...), l'humour de leur poésie tout en scat, en fait une des pointures actuelles, une force jazzique à sonorités diverses, sur des compositions inventives et colorées. La force du groupe étant dans les chants, les arrangements, la qualité de la production et le nuage musical teinté de groove qui enveloppe les ondées vocales. Un groupe à découvrir de toute urgence. Déjà en tournée à l'étranger, il serait dommage qu'ils ne nous reviennent pas ! JP.

Ambivalence

Emmanuelle Somer
Auto Produit
12 titres - 80 mn - 15 €

Emmanuelle Somer se complait dans un jazz méditerranéen qui nous rappelle quelquefois les ambiances du trio de choc français constitué par Sclavis, Texier, Romano. Des mélodies qui se laissent porter par un vent chaud chargé de soleil aux sonorités chaleureuses. E. Somer y ajoute sa touche personnelle en explorant régulièrement les contrées du free-jazz et c'est à un subtil mélange des styles auquel elle nous convie. Emmanuelle nous emmène dans son imaginaire sonore, ne vous attendez pas à un enchaînement de mélodies mais une succession de morceaux de vie. Utilisant ses divers cuivres pour colorer ses morceaux, Emmanuelle Somer, ici en compagnie de François Verly aux percussions, nous invite à nous asseoir et à voyager de par le monde aux rythmes de sonorités aux racines diverses... tout en les faisant siennes dans ses écarts de style. Ne vous attendez pas à avoir des fourmillements et à vous retrouver sur une piste de danse. C'est plutôt au calme que vous vous installerez pour vous laisser pénétrer par ces promenades sonores. JP.

Nous avons également reçu...

■ **La république des bigots,** *Maurice T. Maschino, éd. Libertaires, 2009, 90 p. 10 €* Vous croyez que nous vivons dans la laïcité ? Eh bien pas tout à fait : l'Eglise continue à vouloir imposer son point de vue... et nombre d'élus lui prêtent main. La bagarre continue autour des livres éducatifs, de l'avortement, de la littérature (*Da Vinci code* a été interdit par l'Eglise !). Or église et démocratie ne sont pas compatibles. L'église s'appuie sur des dogmes que l'intelligence collective conteste. Un livre qui rappelle ces multiples influences et combats.

■ **Nous autres, nous-mêmes,** *Alain Bertho, éd. du Croquant, 2008, 140 p. 14,50 €* Comment articulons-nous le présent et le passé, savons-nous nous adapter ou nous replions-nous dans la peur ? La ville favorise-t-elle l'adaptation ? Et la démocratie ? Et les sciences sociales ?

■ **Contes des sages chamanes,** *Pascal Fauliot, Patrick Fischmann, éd. Seuil, 2009, 224 p. 16,5 €* 21 contes sur l'imaginaire chamanique des Inuits à la cordillère des Andes. Superbe reliure.

■ **Insectes au jardin,** *Eric Grissel, éd. du Rouergue, 2009, 348 p. 30 €* Dans ce livre superbement illustré (photos de Carll Goodpasture), vous pourrez découvrir le monde des insectes et leurs rôles dans les jardins, des écosystèmes souvent déséquilibrés. Savant mais très agréable à lire.

■ **Fabriquer ses produits naturels chez soi,** *Jérôme Baray, éd. Grancher, 2009, 196 p. 14 €* Avec des produits simples et peu coûteux, comment faire soi-même savons, démaquillants, lessives, shampoings, cirages... avec parfois des produits qui viennent de fort loin.

■ **Badasson et Cie, tradition médicinale et autres recours populaires à la flore en haute Provence,** *Pierre Lieutaghi, Actes Sud, 2009, 780 p. 29 €* Etude ethnobotaniste sur les savoirs liés aux usages médicaux des plantes à partir d'entretiens et classement par plantes. Et pour info, le badasson ou plantain œil-de-chien est une plante utilisée traditionnellement pour soigner les plaies infectées.

■ **Camps d'étrangers,** *Marc Bernardot, éd. du Croquant, 2008, 222 p. 18,50 €* Face à différentes catégories de personnes, l'Etat a recours à des camps de rétention. Présentation de ceux-ci depuis la seconde guerre mondiale, les contextes, les objectifs... jusqu'aux migrants actuels.

■ **Manifestes pour l'eau publique,** *fondation Copernic, éd. Syllepse, 2009, 174 p. 7 €* L'eau est rare et sera de plus en plus source de conflit. Pour éviter cela, il faut que l'eau redevienne un bien commun et non une marchandise. Un tour d'horizon mondial et une présentation d'initiatives locales pour la remunicipalisation de l'eau.

■ **Les écosolutions à la crise immobilière et économique,** *Pierre-Gilles Bellin, éd. Eyrolles, 2009, 184 p. 12 €* Des analyses parfois justes parfois douteuses sur la crise immobilière avec une ferme croyance aux vertus de la croissance, à la voiture électrique (encore plus de morts sur les routes !), et dans le total oubli que notre niveau de vie provient du pillage du reste de la planète.

■ **L'herbier boisé, histoires et légendes des arbres et arbustes,** *Bernard Bertrand, éd. Plume de carotte (Toulouse), 2007, 196 p, 35 €* 80 arbres et arbustes présentés chacun sur une double page, avec à droite des reproductions d'herbiers, à gauche quelques connaissances scientifiques, les usages, la symbolique. Très belle maquette.

■ **La vérité sur les remèdes de jardin "faits maison" et La vérité sur le jardinage biologique,** *Jeff Gillman, éd. du Rouergue, 2009, 250 p. chacun, 16 € chacun.* Le premier ouvrage présente ce que pense l'auteur des astuces de jardinier (bio ou pas bio), le second provoque la confusion tant on ne sait si l'on parle de "bio", de "naturel" ou d'autre chose. On apprend bien des choses intéressantes (surtout dans le premier), mais comme les infos viennent des Etats-Unis, il est souvent difficile d'apprécier certaines démarches.

Pour commander un ancien numéro

remplir ❶ + ❸ + ❹

Seuls ces numéros sont disponibles.
Ils sont à commander uniquement en France ❶

Le détail des sommaires est consultable sur : www.revuesilence.net

☐ 325 Nord-Pas-de-Calais ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées ☐ 337 Paris



☐ 341 ☐ 346 ☐ 347 ☐ 348 ☐ 349 ☐ 350 ☐ 351 ☐ 352

☐ 353 ☐ 354 ☐ 355 ☐ 356 ☐ 357 ☐ 359 ☐ 360 ☐ 361

☐ 362 ☐ 363 ☐ 364 ☐ 365 ☐ 366 ☐ 368 ☐ 369 ☐ 370

Silence

9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain - Tél. : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54
Pour la Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 Tél. : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Dépositaires et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h • **Stands :** Guillaume Gamblin : lundi : 10h-12h / 14h-17h •

Editeur : Association S!lence • **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 • **N° ISSN :** 0756-2640 • **Date de parution :** 3e trimestre 2009 • **Tirage :** 6500 ex. • **Administrateurs :** Patrick Allamel, Olivier Bidaut, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman, Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll • **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri • **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman, Mimmo Pucciarelli • **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Natacha Gondran, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Xavier Lhermitte, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier • **Maquette :** Damien Bouveret (06 03 50 54 93) • **Dessins :** Patrick Belote, Borkowski, Coco, Kroll, Lasserpe, Red • **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité • **Photographes :** Marie Clem's, Benjamin Gauducheau, Alexis Lis, François Marchand, Goulven Maréchal, Rafaël Trapet, Pierre-Emmanuel Weck • **Et pour ce n° :** Léa Cambrien, Christophe Goby, Claire Lanine, Alexis Lis, Goulven Maréchal, Myriam Renaud, Elise Tillet Dagousset, Zazü • **Couverture :** Rafaël Trapet • **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Yvain Laurent, Xavier Sérédine.

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : ***Atelier 26 Loriol - Tél. : 04 75 85 51 00***



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.

Pour commander un ancien numéro :

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4 € l'exemplaire avant le 351, 4,60 € ensuite). Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) : ______ ❸

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

VOS COORDONNÉES ❹

Nom : ______

Prénom : ______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______

Ville : ______

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT ❻

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Pour s'abonner à S!lence

remplir ❷ + ❸ + ❹

France métropolitaine ❷

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Pour s'abonner par prélèvement automatique

remplir ❹ + ❺ + ❻

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER ❺

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ______

______

______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______

Ville : ______

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

Important : *remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*



La couverture vivante

La couverture vivante est un projet artistique mis en place par la cinéaste Doris Buttignol (dont un entretien a été publié dans le numéro 318-319) et sous le marrainage des mères de la place de Mai, en Argentine.
C'est une création collective d'autoportraits sur tissu confectionnés par des femmes du monde entier.
La couverture est un tissage d'identité et de savoir-faire, qui circule sans cesser de croître dans les communautés humaines véhiculant une culture de la paix, de l'éco-féminisme et de la protection du vivant.
La couverture vivante a pour objectif de réaliser une couverture d'un kilomètre de long, pour une présence visible, dans la rue, pour la prochaine Conférence de la paix en 2010.
Parallèlement, un portail internet mutualise informations, projets, savoir-faire et pratiques culturelles liés aux diverses compétences. Les bases de données sont élaborées en synergie avec la fondation pour le progrès de l'homme en France et la société Arc Informatique au Québec.
Le site est en perpétuelle évolution :
www.couverturevivante.org

Zazü.





